

LA RESPONSABILITÉ DU PHARMACIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Mars 1942, à 14 heures

PAR

Roger PILLOT

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : MM. Léon MAZEAUD, Professeur
LAMPUÉ, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA RESPONSABILITÉ DU PHARMACIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Mars 1942, à 14 heures

PAR

Roger PILLOT

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : MM. Léon MAZEAUD, Professeur
LAMPUÉ, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Dans le langage courant si riche en expressions savoureuses, on parle bien souvent de « comptes d'apothicaires ». Certains d'entre eux, ignorants de leur art et de bien d'autres choses, ont pu avoir une comptabilité particulièrement confuse. D'autres, au contraire, aux consciences fort complaisantes et ne s'embarrassant pas de vains scrupules, ont pu commettre des exactions notoires. Il n'y a pas lieu de prendre parti en la matière. Mais il faut constater à regret que les empiriques des siècles passés ont jeté sur la profession pharmaceutique une certaine déconsidération qui a permis à un grand nombre de littérateurs de représenter le pharmacien sous les traits d'un être insignifiant, pédant ou grotesque. Qu'il s'agisse de Molière, de Flaubert, de Daudet ou d'Alphonse Allais, la caricature est réalisée de façon magistrale. Mais on ne trouve pas de contre-partie dans toute notre littérature, aucun auteur n'ayant jamais campé le personnage du véritable pharmacien. C'est une injustice manifeste que ce modeste ouvrage souligne, mais qu'il n'a pas la prétention de réparer.

L'exercice de l'art pharmaceutique exige, contrairement à une opinion commune, non seulement une certaine habileté, mais des connaissances scientifiques sérieuses et une grande conscience professionnelle, des fautes en apparence bénignes ayant de très graves conséquences d'autant plus qu'elles ris-

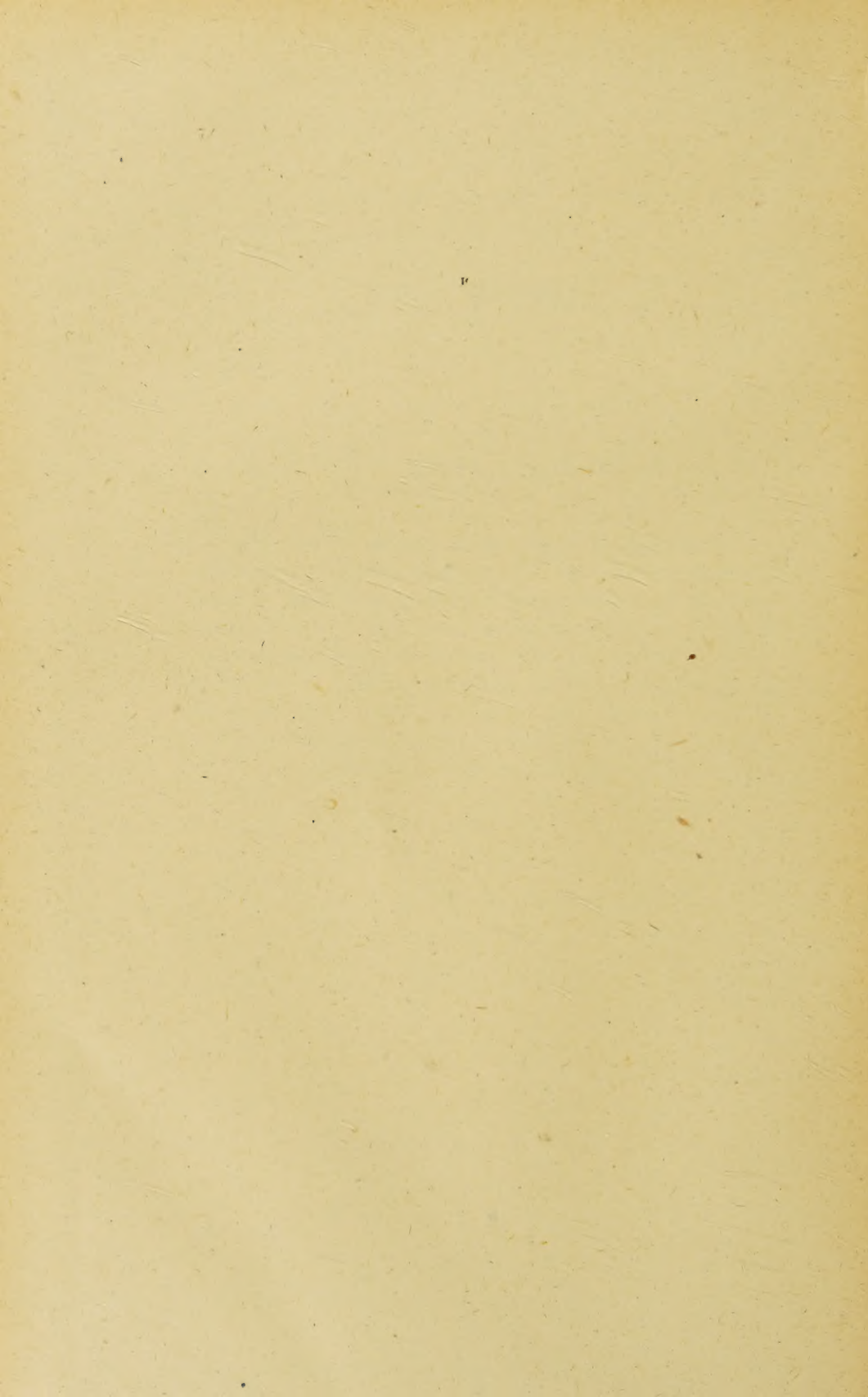
quent de porter atteinte à la santé publique. Il n'est donc pas étonnant que le pharmacien voit peser sur lui le fardeau d'une lourde responsabilité en cas de manquement à ses obligations. C'est précisément cette responsabilité qui est l'objet de la présente thèse, et qui sera étudiée sous deux aspects : pénal et civil.

Avant de clore cette introduction et puisque je suis arrivé au terme de mes études de Droit, qu'il me soit permis de rendre respectueusement hommage à tous mes professeurs de la Faculté de Paris et de leur témoigner ici toute ma reconnaissance.

PREMIÈRE PARTIE

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Cette première partie comporte l'étude des actes que le pharmacien peut accomplir en contravention à la Loi pénale, envisageant tout d'abord dans un premier chapitre ceux qui sont nettement détachables de la profession et qui, par conséquent, peuvent être commis aussi bien par une personne quelconque que par un pharmacien, puis, dans un chapitre II, les infractions aux Lois spéciales réglementant l'exercice même de la pharmacie.



CHAPITRE PREMIER

INFRACTIONS DE DROIT COMMUN QUE LE PHARMACIEN PEUT COMMETTRE A L'OCCASION DE L'EXERCICE DE SA PROFESSION

SECTION I. — EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

L'art de guérir est l'un des plus délicats et des plus difficiles en raison de la valeur infinie d'une existence humaine et de l'extrême complexité des lois de la vie.

C'est une tâche ardue et pénible qui est ainsi dévolue au corps médical, mais elle est extrêmement noble et féconde puisqu'elle a pour but de soulager les souffrances de l'humanité.

C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'a été institué le monopole médical, celui-ci n'étant pas créé uniquement pour la protection des médecins, mais aussi pour la sauvegarde de la santé publique. En effet, l'homme atteint par la maladie est porté à croire le premier venu et à se fier à tous ceux qui lui promettent d'atténuer ses souffrances ou de guérir son mal. A ce moment, il est une proie facile pour l'avidé charlatan sans scrupule qui agit dans un but purement égoïste et mercantile.

Le danger que court alors le patient est d'autant plus grand que, non seulement l'incompétence

en matière médicale est le plus souvent fatale au malade, mais même la moindre erreur est susceptible d'entraîner la mort de celui-ci.

D'ailleurs, lors de la discussion de la loi du 30 novembre 1892 devant le Sénat, le 1^{er} avril 1892, M. Brouardel, commissaire du gouvernement, répondant à une question qui lui était posée par M. Blavier, s'exprimait en ces termes :

« Il y a quelques années, des sœurs se sont trompées, et ont donné du chlorate de potasse en quantité trop grande. Trois enfants sont morts en 24 heures. Le même fait vient de se reproduire après la même erreur, aux environs de Niort. Il faut cependant bien penser que lorsque nous avons réclamé une protection pour les médecins, ce n'est pas seulement à titre de privilège ; si l'on a inventé le médecin, c'est parce que la société a pensé que ceux qui s'étaient consacrés à l'étude de certaines questions les connaissaient peut-être mieux que ceux qui ne s'en étaient jamais occupés. »

Certes, on ne peut reprocher au pharmacien de n'avoir aucune connaissance médicale, mais il ne doit pas être pour cela assimilé au médecin. Un trop grand nombre de gens ont tendance à le considérer comme tel, et à lui demander d'accomplir certains actes dépassant le cadre même de sa profession. Il lui appartient donc de ne pas sortir de son rôle, en s'immiscant dans l'art de guérir. « Exerce illégalement la médecine, déclare l'article 16 de la Loi du 30 novembre 1892, toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme... prend part, habituellement ou par une direction suivie au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf les cas d'urgence avérée ».

(1) Il est clair que le pharmacien, plus que tout autre, est exposé à commettre ce délit en raison de son contact permanent avec une clientèle qui l'incite quotidiennement à faire acte de médecin, sous les aspects les plus divers et les prétextes les plus fallacieux. Ces sollicitations continuelles de la part de personnes qui sont dans la majorité des cas d'une bonne foi évidente, favorisent une certaine activité, tombant sous le coup de la Loi de 1892, mais ne doivent pas faire oublier au pharmacien que les consultations données dans l'officine elle-même ou dans l'arrière-boutique, les prescriptions et les opérations même les plus simples ne sont pas l'apanage de sa profession. Il ne doit donc pas détourner un blessé d'une intervention chirurgicale utile pour lui faire uniquement des applications de compresses. Il n'a pas non plus à établir un diagnostic à la suite d'une analyse quelconque et à délivrer un médicament en conséquence, même si le débit de cette drogue est autorisé sans ordonnance du médecin. (Cass. 5 février 1904. Gaz. Pal. 1904-1-427). De même, en présence de prescriptions médicales, son rôle doit se limiter à les contrôler, puis les exécuter, mais en aucun cas il ne lui est permis de les modifier de sa propre autorité. Ainsi, dans l'exercice de son art, le pharmacien peut donc, même sans mauvaise intention, commettre par simple excès de zèle ou par négligence l'infraction prévue par l'article 16 précité. « Il n'est à coup sûr, écrit M. Renard dans un ou-

(1) L'article 16 est modifié par la loi du 26 mai 1941 (J.O. du 19 juin 1941, p.2390) de la façon suivante : « Exerce illégalement la médecine : 1° Toute personne qui, sans remplir les conditions imposées par les lois et les règlements en vigueur pour être admise à exercer la profession de médecin, de dentiste ou de sage-femme, prend part habituellement... » (le reste sans changement).

vrage intitulé : Le Droit de la Profession pharmaceutique, aucun pharmacien qui n'en ait commis dans sa carrière, sans s'en douter ».

Quelles sont donc les conditions requises pour qu'il y ait délit d'exercice illégal de la médecine ? D'après la Loi du 30 novembre 1892, toute personne non diplômée au point de vue médical ne doit pas prendre part habituellement ou par une direction suivie au traitement des maladies. Trois conditions sont donc exigées : l'incompétence, l'habitude et le traitement. En ce qui concerne la première, elle est tout-à-fait légitime, car il n'est pas difficile d'imaginer la valeur que pourrait avoir un diplôme de docteur en médecine, si l'on permettait au premier venu de s'immiscer dans l'art de guérir. De plus, quelle serait alors la garantie qui pourrait être donnée au malade si de semblables pratiques existaient ? (2).

L'habitude. Etant par définition la disposition acquise par la répétition des mêmes actes, elle se distingue de la récidive qui est constituée par la réitération d'infractions ayant défait l'objet d'une répression. Donc, pour qu'il y ait délit d'habitude, il faut et il suffit qu'il existe un certain nombre d'actes non encore punis. C'est cet ensemble qui caractérise l'infraction. Ce régime, instauré par la législation de 1892 présente un adoucissement notable de la législation antérieure. En effet, d'après la loi du 19 ventose de l'an XI, un seul acte étant suffi-

(2) Depuis la loi du 26 mai 1941, ce n'est plus seulement l'absence de diplôme qui peut motiver une poursuite pour exercice illégal, mais le défaut des conditions requises au point de vue de la nationalité (loi du 16 août 1940), la non-inscription au tableau de l'ordre des médecins, le non-enregistrement du titre à la Préfecture et au greffe du Tribunal Civil de l'arrondissement, l'absence de visa de la mairie, bref ce que la loi appelle : ne pas remplir les conditions légales ou réglementaires.

sant pour que le délit existât, un pharmacien de Normandie, alors qu'il avait été dérangé en pleine nuit par suite de l'absence des deux médecins de la ville où il résidait, se vit condamné pour avoir délivré sans ordonnance une potion destinée à un enfant atteint d'un faux croup. L'enfant, d'ailleurs, a guéri. « C'est contre les faits de ce genre que nous nous sommes élevés » déclarait M. Brouardel, lors de la deuxième délibération qui eut lieu au sénat au sujet de la loi de 1892, et il ajoutait : « Il ne faut plus permettre le retour de condamnations semblables, nous avons toujours voulu que ce fut l'habitude du traitement qui constituât le délit ». Certes, ce vœu est actuellement exaucé. Un arrêt de la Cour de Rennes en date du 25 janv. 1934 (G. Pal. 1934-1-540) est ainsi motivé : « Aux termes de l'article 16, § 1^{er} de la Loi du 30 novembre 1892, l'exercice illégal de la médecine consiste dans le fait, pour une personne non munie de diplôme, de prendre part habituellement, ou par une direction suivie, au traitement des maladies... ». Dans le même sens, Paris 11 mars 1935 (Gaz. Pal. 1935-1-825), Dijon 2 juillet 1935 (Gaz. Pal. 1936-1-79). Plus récemment, la Cour de Paris, dans un arrêt du 7 juin 1937 (D. hebdt. 1937-445), s'exprime de la même façon : Les termes impératifs et formels de l'article 16, § 1^{er} de la Loi du 30 novembre 1892, n'excluent de la qualification légale du délit d'exercice illégal de la médecine aucun mode de traitement, pourvu qu'il soit habituel ou suivi ». D'après un jugement du tribunal correctionnel de Douai en date du 27 oct. 1938. (Gaz. Pal. 1938-2-719), le délit dont il s'agit consiste pour une personne non diplômée à prendre part habituellement ou par une direction suivie et hors le cas d'urgence au traitement des maladies.

En ce qui concerne la dernière condition, le

traitement, il convient de préciser tout de suite que certains soins sont accidentels ou occasionnels et rentrent dans la catégorie des faits autorisés accomplis par chacun de nous, sans lesquels il n'y aurait pas de vie possible. Il est bien certain que le législateur n'a jamais eu la prétention tyrannique de s'immiscer dans la vie intime du foyer et d'interdire, par exemple, à la mère de famille de soigner ses enfants. De même, la garde-malade qui ne sort pas des limites de ses attributions ne peut encourir une condamnation pour exercice illégal de la médecine.

Quelle est donc la définition du traitement ?

À ce sujet, un jugement du tribunal correctionnel d'Alençon, en date du 28 novembre 1935 (Gaz. Pal. 1935-2-867), estime que le seul traitement interdit aux non diplômés est le traitement médical par opposition aux autres moyens curatifs. « Attendu, dit ce jugement, qu'on ne saurait poser en principe qu'il y a traitement dans tout procédé quelconque tendant à la guérison ou à l'atténuation d'un état de maladie ; que décider ainsi conduirait à interdire à la mère de famille d'appliquer une série de cataplasmes ou de préparer habituellement une tisane à son enfant, le but curatif et la direction suivie étant d'ailleurs certains ; attendu que le seul traitement interdit aux non diplômés est le traitement médical par opposition aux autres moyens curatifs ; que l'utilisation du traitement médical se trouve, en raison de ses risques, réservé par le législateur aux médecins ; que le législateur a pensé qu'un tel moyen curatif ne pouvait être laissé à la disposition de tous et que la liberté en cette matière, si elle favorise parfois des activités utiles, ouvre aussi la porte à de graves abus »... À l'inverse de cette décision, un arrêt de la Cour de Dijon du 2 juillet

1935 (Gaz. Pal. 1936-1-79) estime que le traitement, s'il est habituel ou suivi, est interdit aux non diplômés par l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892, ce mot « traitement embrassant les procédés quelconques appliqués aux malades, encore qu'il n'y ait prescription d'aucun médicament ni recours à une opération chirurgicale ». Que faut-il penser de ces deux opinions ? Certes, la première conception a rallié de nombreux suffrages, mais n'est-ce pas restreindre le champ d'application de la loi que de réserver le caractère de traitement aux moyens de cure en usage dans l'art médical ? Quant à la seconde, elle est trop imprécise.

La Cour de Paris, dans un arrêt du 11 mars 1935 (Gaz. Pal. 1935-1-825) est plus explicite ; elle dit notamment que « les termes impératifs et formels » de l'article 16 de la loi de 1892 « n'excluent de la qualification légale du délit aucun mode de traitement pourvu qu'il soit habituel ou suivi et au sens de la loi, hors les cas d'urgence et exceptionnels doit être déclaré traitement tout procédé quelconque, tout acte tendant à la guérison ou à l'atténuation d'un état de maladie ou de malaise. »

Le 7 juin 1937, cette même juridiction rendait un arrêt identique. Ainsi, l'utilisation du magnétisme pour une fin curative doit être considérée comme un traitement médical : « L'emploi de la suggestion, dit un arrêt de la Cour de Paris précité, constitue un procédé de guérison réservé par la loi aux seuls docteurs diplômés. L'hypnothérapie ne peut être appliquée que par un médecin ou sur un ordre précis et sous la responsabilité du médecin. »

Si la suggestion, bien employée, est une arme puissante pour celui qui l'utilise en connaissance de cause comme moyen thérapeutique, il est évident que si l'on permet au premier venu de s'en ser-

vir pour cette fin, il l'adaptera mal au cas particulier qui se présente à lui, ou bien il l'emploiera à contre temps. Le dommage pour le malade peut donc résulter de la mauvaise application du procédé, c'est la voie directe ; mais il peut fort bien provenir de l'emploi abusif du même moyen, qui tend à laisser au malade l'intuition que la guérison approche, mais qui est impuissant à la réaliser étant donné le mal dont il souffre. Dans ce dernier cas, le patient attend et son mal s'aggrave : dommage indirect.

Au surplus, point n'est besoin que le traitement soit susceptible de produire sur les organes une action quelle qu'elle soit, puisque la suggestion, en apparence inoffensive, peut avoir indirectement des conséquences funestes.

Qu'il s'agisse donc de l'administration de médicaments ou de simples simulacres ou attouchements effectués par un non diplômé, le délit d'exercice illégal de la médecine est encouru. La seule différence entre ces deux méthodes réside dans le dosage de la crédulité du malade, mais dans un cas comme dans l'autre, il n'en est pas moins sérieusement en danger. D'ailleurs, certaines pratiques charlatanesques peuvent être déclarées punissables conformément à l'article 405 du Code Pénal, ce qui permet à la justice criminelle de sévir sous deux angles nettement différents. L'intérêt de cette remarque est important, car le guérisseur cherchant toujours à passer entre les mailles du filet de la répression, échappe à celle-ci d'autant plus difficilement que le nombre des peines encourues par lui est plus grand.

Par conséquent, si tel charlatan prétend, pour se disculper, qu'il n'a commis aucune escroquerie, ayant offert son concours gratuitement, il tombera malgré tout sous le coup de la loi de 1892. Il ne suffit pas en effet d'avoir un dévouement reconnu

par tout le monde, ni d'avoir les meilleures intentions aux yeux de ses contemporains, si derrière cette façade doivent s'abriter des procédés peu recommandables. La charité n'est pas en principe celle qui s'affiche et se fait à grands renforts de publicité tapageuse, mais celle qui, ayant horreur de la réclame, se cache pour accomplir son œuvre bienfaisante. A ce sujet, M. Brouardel, répondant à M. de l'Angle Beaumanoir, a dit notamment : « Il arrive souvent qu'une pharmacie plus ou moins illégale, distribue des médicaments et les donne ; par exemple, un voiturier vient du village voisin et annonce : Dans la commune, il y a 5,6 enfants qui sont malades, qui ont mal à la gorge ; personne ne voit les malades, on donne des médicaments. Pour caractériser les conséquences de cette pratique, il y a une formule bien ancienne, elle n'est pas de moi : Les médecins en souffrent et les malades en meurent ». La préservation de la santé publique par la répression des agissements de tous ceux qui peuvent la compromettre gravement, telle est l'essence de la loi de 1892. Celle-ci, dans son article 16, indique une exception toute naturelle : l'urgence. Le délit n'existe donc plus lorsqu'il y a péril en la demeure. C'est en somme la traduction de l'adage : « Nécessité fait loi ». Lorsqu'une personne porte secours à un blessé ou à un malade, lorsqu'elle assiste, par exemple, un accidenté, elle donne naturellement des soins ou des conseils, mais elle ne peut être taxée d'exercice illégal de la médecine, son action spontanée et immédiate ayant une utilité qui ne saurait être contestée. Il en est de même pour le pharmacien qui peut être requis, en cas d'urgence, de faire un pansement. D'ailleurs, s'il refusait de s'exécuter, il tomberait sous le coup de l'article 475 du Code Pénal ainsi rédigé : « Seront punis d'amende, depuis six

francs jusqu'à 10 francs inclusivement... 12° ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents... ».

Donc, en cas de nécessité pressante, le pharmacien peut fort bien délivrer une préparation sans prescription médicale, bien que cela lui soit interdit en temps normal. Mais il agira prudemment en exigeant la régularisation ultérieure de cette situation par la production d'une ordonnance en bonne et due forme.

Du reste, qu'il s'agisse de l'exercice illégal de la médecine par le pharmacien ou par une autre personne, soit de l'exercice illégal de la pharmacie par le médecin ou par le premier venu, la justification de leur action s'effectue de la même façon : l'illégalité recule toujours devant l'urgence. Sur ce point, l'article 16 n'a fait que confirmer une très ancienne jurisprudence. Au surplus, dans bien des cas, le pharmacien qui fait acte de médecin a pour se disculper la possibilité, non seulement d'invoquer l'urgence, mais de montrer que son intervention est simplement accidentelle et non habituelle.

S'il y a exercice illégal de la médecine, la poursuite doit être intentée devant le Tribunal Correctionnel suivant l'article 17 de la loi du 30 novembre 1892. D'ailleurs, cet article ajoute que pour « l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'article 13 pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe donnée dans les termes de l'article 182 du Code d'Instruction Criminelle, sans préjudice de la faculté de se

porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public. » (3)

En ce qui concerne la peine, l'article 18 décide que le délit d'exercice illégal de la médecine est sanctionné par une amende de 100 fr. à 500 fr., et en cas de récidive, de 500 fr. à 1.000 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois, ou bien de l'une de ces deux peines seulement. (4)

Ayant déjà signalé que le pharmacien est spécialement exposé à commettre ce délit, il y a lieu de se demander si la loi de 1892 ne constitue pas une menace de nature à le gêner considérablement dans l'exercice de sa profession. A cette question, M. Renard, dans son excellent ouvrage, répond avec juste raison qu'en pratique le pharmacien, en cas de dépassement de ses attributions, a chance d'échapper à toute poursuite à condition qu'aucun accident n'ait éveillé l'attention et que le « syndicat (5) des médecins » s'en désintéresse. En somme, il agit à ses risques et périls. Mais la sagesse du corps phar-

(3) La loi du 26 mai 1941 qui modifie l'article 17 respecte la compétence du Tribunal correctionnel, mais substitue aux associations de médecins et syndicats les conseils de l'ordre lorsqu'il s'agit de médecins et les associations professionnelles régulièrement constituées quand il s'agit de dentistes ou de sages-femmes.

(4) Le taux des amendes et la durée de l'emprisonnement sont augmentés par la loi du 26 mai 1941. Désormais le délit d'exercice illégal de la médecine est puni d'une amende de 2.000 fr. à 5.000 fr., en cas de récidive de 5.000 fr. à 10.000 francs et d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an ou de l'une de ces deux peines seulement. La loi nouvelle ordonne en outre la publication du jugement de condamnation dans trois journaux et l'affichage pendant une durée d'un mois au maximum à la porte du domicile du délinquant.

(5) Dorénavant, il convient de parler de l'ordre des médecins.

maceutique dans son ensemble est bien connue et peu nombreux sont ceux qui sortent de leurs attributions. Au surplus, une certaine tolérance est admise en principe et c'est une solution assez légitime.

En effet, pour les menus incidents de la vie courante, le client n'ira jamais consulter un médecin. Pourquoi ne permettrait-on pas au pharmacien d'étendre, dans ce cas, le champ de son action ? Sa conscience professionnelle est suffisamment développée pour qu'on lui fasse crédit.

SECTION II. — AVORTEMENT, PROVOCATION

A L'AVORTEMENT ET PROPAGANDE ANTICONCEPTIONNELLE

Le second groupe d'infractions que le pharmacien peut commettre dans l'exercice de sa profession comprend l'avortement, qui fera l'objet du premier paragraphe, puis la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle qui constitueront le second paragraphe.

1° — *Avortement*

Cette question ayant subi une certaine évolution, il ne semble pas inutile de la retracer en quelques lignes. Avant la loi du 27 mars 1923, cette infraction était considérée comme un crime puni, soit de la réclusion, soit des travaux forcés à temps, à l'égard des médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que des pharmaciens qui avaient indiqué ou administré les moyens d'avortement, dans le cas où celui-ci avait eu lieu.

Mais comme la rigueur de ces peines prévues par l'article 317 du Code Pénal n'allait pas de concert avec celle de la répression, certains acquittements scandaleux ayant eu lieu en Cour d'Assises, il fallut réduire lesdites peines afin de renforcer l'efficacité de la répression. Tel a été l'objet de la Loi du 27 mars 1923 qui a « correctionnalisé » l'avorte-

ment. Ce premier pas étant effectué, le législateur a entendu poursuivre son œuvre bienfaisante en vue de protéger la famille. Cette évolution a donné naissance au décret-loi du 29 juillet 1939, publié au Journal Officiel du 30 juillet 1939, et relatif à la famille et à la natalité française. L'article 317 précité a subi de ce fait de nouvelles modifications ; il convient donc de l'examiner dans son état actuel en indiquant, chemin faisant, les transformations intervenues depuis 1923.

L'avortement consiste en l'expulsion, non seulement prématurée du produit de la conception, mais provoquée volontairement par certains moyens. Le Code Pénal donne une liste de ceux-ci dans laquelle figurent des aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violences. Mais comme cette énumération risque d'être incomplète, il ajoute : « ou tout autre moyen ». D'ailleurs, peu importe que ces procédés soient efficaces ou non.

Ainsi en a jugé la Cour de Cassation (chambre criminelle) le 9 novembre 1928 (D.P. 1929-1-27), puis plus récemment le 21 décembre 1939 (Gaz. Pal. 1940-1-100). « Attendu, dit ce dernier arrêt, que les manœuvres accomplies avec l'intention et dans le but de procurer un avortement constituent le commencement d'exécution prévu par les articles 2 et 317 du Code Pénal. Que dès lors le fait énoncé dans l'arrêt que ces manœuvres pouvaient avoir été par elles-mêmes insuffisantes à produire le résultat auquel elles tendaient, n'est que la constatation que c'est par une circonstance indépendante de la volonté de son auteur que la tentative a manqué son effet... ». Il en résulte que l'inefficacité des manœuvres ne peut tendre à absoudre le délinquant, qui a agi avec intention de procurer l'avortement et n'a pas réussi dans sa tentative. Celle-ci est punissable

dès que l'agent a, par des actes proches du délit, manifesté son intention de le commettre, l'erreur ou l'ignorance ne pouvant être considérées que comme des circonstances indépendantes de la volonté. L'intention coupable est donc l'une des caractéristiques du délit.

« Quiconque par aliments... aura procuré ou tenté de procurer l'avortement... sera puni... », tel est le début de l'article 317. Vis-à-vis de toute personne, qu'il s'agisse de l'avortement ou d'une simple tentative, il n'y a aucune discrimination à faire, la peine est identique dans les deux cas. Mais l'innovation du Code de la Famille a consisté à étendre la portée de l'article susvisé en rédigeant le premier alinéa de la façon suivante : « Quiconque... aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée enceinte, qu'elle y ait consenti ou non, sera puni... », alors que la rédaction précédente comportait seulement : « ... l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non... ». La jurisprudence (Cass. 6 janvier 1859 ; D. 59-1-336 ; S. 59-1-362), bien avant la loi de 1923, exigeait donc la grossesse de la femme, et toute tentative d'avortement n'était réprimée que si ce fait était expressément constaté. A l'heure actuelle, au contraire, toute tentative est punissable, même si la femme n'est pas enceinte, l'intention coupable, accompagnée de manœuvres, étant suffisante en cette matière pour constituer l'infraction.

En ce qui concerne la femme, l'article 317, dans son ancienne rédaction, la déclarait coupable si elle s'était procurée l'avortement à elle-même ou avait consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, à condition toutefois que l'avortement s'en soit suivi. Ainsi, la femme qui s'était livrée à des manœuvres abortives n'était pas

punissable lorsque celles-ci avaient échoué ; elle était donc traitée avec moins de sévérité qu'une autre personne. Le Code de la Famille, sur ce point, fait preuve de moins grande indulgence. Dorénavant, quel que soit le résultat des manœuvres auxquelles la femme s'est soumise, elle est répréhensible non seulement pour s'être fait avorter, mais pour avoir effectué une simple tentative tendant au même résultat ou consenti à faire usage de procédés abortifs ou bien encore à les avoir uniquement subis.

Parmi les donneurs de conseils, provocateurs ou opérateurs, l'article 317 (loi du 28 avril 1832) fait une place à part aux médecins, chirurgiens, officiers de santé et pharmaciens. La loi du 27 mars 1923 allonge cette première énumération et le décret-loi du 29 juillet 1939 l'étend à nouveau, de telle sorte qu'à l'heure actuelle, cet article 317 englobe, outre les personnes ci-dessus indiquées, les sages-femmes, chirurgiens-dentistes, étudiants en médecine, étudiants ou employés en pharmacie, herboristes, bandagistes, marchands d'instruments de chirurgie, infirmiers, infirmières, masseurs, masseuses. L'intérêt qu'il y a à les classer à part réside dans la répression qui doit être plus sévère à leur endroit qu'elle ne l'est vis-à-vis d'autres personnes et de la femme elle-même. En effet, le pharmacien, puisque seul son cas importe dans cet ouvrage, est, en raison de sa profession même, désigné à la confiance du public. S'il abuse de sa situation privilégiée, il commet une infraction plus grave que celle accomplie par le premier venu. Mais avant d'envisager la peine prononcée contre lui, il faut étudier l'infraction elle-même. Comment s'exprime à ce sujet le 4^e alinéa de l'art. 317 actuel ? « Les pharmaciens... qui auront indiqué, favorisé, ou pratiqué les moyens de provoquer l'avortement seront condamnés... ». Ici,

les termes employés sont très larges et permettent par conséquent de sévir dans des cas où une autre personne ne serait pas punie. Et puisque par une simple indication des moyens à employer pour provoquer l'avortement le délit existe, il est bien certain à fortiori que l'état de grossesse de la femme n'a aucune importance dans le cas présent, l'alinéa 1^{er} qui concerne un individu quelconque n'exigeant même pas cette condition.

Le délit est donc constitué non seulement lorsqu'un pharmacien emploie des procédés destinés à provoquer un avortement, mais quand simplement il conseille, indique ou favorise de telles pratiques. Rien n'est changé au régime antérieur sur ce point particulier. Ainsi, un médecin indiquant à une femme qui se croit enceinte l'adresse d'une praticienne de l'avortement et lui donnant tous renseignements utiles pour lui permettre de se rendre chez celle-ci sans attirer l'attention, tombe sous le coup de l'article 317 du Code Pénal (Cass. Crim. 12 mai 1934. Gaz. Pal. 1934-1-1039). L'arrêt ajoute que d'ailleurs la femme en question s'est rendue au domicile de la praticienne qui s'est livrée sur elle à des manœuvres abortives. Cette précision qui est fournie par la Chambre Criminelle montre l'influence néfaste des conseils donnés par des gens dont la moralité douteuse est en opposition flagrante avec le rôle social qu'ils sont appelés à remplir. Le pharmacien qui agit de la même manière doit encourir une condamnation identique, car par les renseignements donnés, il indique des moyens d'avortement ou en favorise tout au moins l'emploi.

En ce qui concerne les peines, la femme est traitée avec indulgence. En effet, elle est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende

de 100 francs à 2.000 francs, alors que s'il s'agit d'une personne quelconque, d'un médecin, pharmacien ou autre, la peine est de 1 an à 5 ans de prison et de 500 francs à 10.000 francs d'amende. Mais « l'emprisonnement sera de 5 ans à 10 ans et l'amende de 5.000 francs à 20.000 francs s'il est établi que le coupable s'est livré habituellement aux actes », ayant fait l'objet de cette étude. De plus, vis-à-vis des personnes dont la liste figure à l'alinéa 4 de l'article 317 et comprend le pharmacien et le médecin, « la suspension pendant 5 ans au moins ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession seront, en outre, prononcées contre les coupables ». C'est là encore une innovation du Code de la Famille. En effet, la loi du 27 mars 1923 décidait que la suspension temporaire, sans indication de minimum ou l'incapacité absolue d'exercer leur profession pouvaient être prononcées contre les délinquants. Cette sanction n'était qu'une faculté laissée à la disposition du juge, alors que d'après le décret de 1939, c'est une obligation pour la juridiction pénale de prononcer accessoirement l'interdiction d'exercer la profession pendant cinq ans au moins. D'ailleurs quiconque contrevient à cette interdiction « sera puni d'un emprisonnement de 6 mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 francs au moins et de 10.000 francs au plus ou de l'une de ces deux peines seulement ». Non seulement le libre exercice de la profession se trouve entravé temporairement, voire même supprimé, mais l'interdiction de n'exercer aucune fonction et de ne remplir aucun emploi, à quelque titre que ce soit, dans des cliniques, maisons d'accouchement et tous établissements privés recevant habituellement, à titre onéreux ou gratuit, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse, est la conséquence de toute

condamnation correctionnelle pour infraction à l'article 317.

En outre les étudiants peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur. Il est heureusement très rare de voir des pharmaciens compromis dans des affaires d'avortement.

Cependant, le *Siècle Médical* du 15 juillet 1939 relate la condamnation d'un jeune pharmacien d'une ville de l'Est qui, cédant aux sollicitations d'un client, avait pratiqué des manœuvres abortives sur la maîtresse de ce dernier. 3 ans de prison, 5.000 fr. d'amende et 5 ans de prohibition d'exercice de sa profession, telle a été la peine infligée au pharmacien, tandis que son client était condamné à un emprisonnement de 18 mois et sa maîtresse à 2 mois de prison avec sursis et 100 francs d'amende. De ces diverses dispositions, il ressort que le décret-loi du 29 juillet 1939 permettant de punir plus efficacement la pratique de l'avortement est une étape sérieuse pour la protection de la maternité et par conséquent de la Famille.

2° — *Provocation à l'avortement et propagande anticonceptionnelle*

Si l'avortement constitue, au point de vue social et national, un danger certain contre lequel il sied de lutter avec énergie, il ne faut pas omettre d'englober dans la répression la provocation et la propagande anticonceptionnelle dont le caractère est souvent anonyme et particulièrement néfaste.

Le texte législatif qui importé en cette matière est la loi du 31 juillet 1920. Son étude sera divisée en deux parties : la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle.

En ce qui concerne la première, l'article 1^{er} de cette loi donne une énumération de moyens provocatoires consistant en paroles et écrits. Ce sont des discours dans des lieux publics, la mise en vente, la vente ou l'offre même non publique, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique, dans les lieux publics ou à domicile, la remise sous bande, sous enveloppe fermée ou non, à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, écrits, imprimés, annonces, affiches, dessins, images et emblèmes ; c'est également la publicité de cabinets médicaux ou soi-disant tels. Pour que le délit existe, il faut que la provocation se soit matérialisée dans un acte figurant sur la liste précédente, mais il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu un résultat.

Quant à la peine, elle consiste en un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et une amende de 100 fr. à 3.000 francs. L'article 2 de la loi du 31 juillet 1920 a traité la provocation par l'offre ou la vente de remèdes et instruments et se trouve ainsi conçu : « sera puni des mêmes peines quiconque aura vendu, mis en vente ou fait vendre, distribué ou fait distribuer de quelque manière que ce soit des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime d'avortement, lors même que cet avortement n'aurait été ni consommé ni tenté et alors même que les remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortement efficaces seraient en réalité inaptes à les réaliser ». Les actes visés par cet article sont donc ceux d'offre ou de remise de substances ou instruments destinés à l'avortement. Mais une remarque s'impose tout de suite : pour que la provocation existe, son auteur doit connaître la destination des substances ou objets

vendus, offerts ou distribués ; il doit savoir que ceux-ci vont servir à commettre l'avortement. A ce moment, il tombe sous le coup de la loi de 1920, quand bien même l'avortement ne serait pas tenté ou n'aurait pas lieu. Peu important également les moyens proposés comme abortifs et qui sont en fait incapables de remplir ce rôle. Une différence existe donc entre l'article 1^{er} qui vise des actes ne comportant aucune excuse et l'article 2 qui contient la restriction indiquée ci-dessus : « sachant qu'ils (substances ou objets) étaient destinés à commettre l'avortement ». Mais, tel qu'il est rédigé, cet article permet de penser que la délivrance d'un objet quelconque, sachant que l'intention de celui qui le reçoit est de l'employer à un avortement, suffit pour considérer le fournisseur comme coupable. Tel est le cas du pharmacien qui vend un produit antiseptique, sachant qu'il est destiné par l'acheteur à stériliser un instrument propre à déterminer un avortement. Il y a en effet remise matérielle d'une chose et d'autre part connaissance de sa destination. C'est seulement sur ce dernier point que l'on peut rencontrer certaines difficultés en matière de preuve.

M. Renard écrit à cet effet : « Il faut ruser pour dépister la fraude ; la tâche de la police judiciaire est cependant facilitée par ce fait que les marchands de remèdes et instruments abortifs font en même temps métier de donneurs de conseils. » Il faut ruser, certes, car nombreux sont les remèdes ou appareils expressément visés par la loi de 1920 qui sont susceptibles d'une double utilisation : légitime et illégitime. Mais la répression semble facilitée depuis le décret du 29 juillet 1939 qui apporte certaines modifications à l'article 2 de la loi de 1920 analysé précédemment. D'après l'article 91 du décret précité, « il est interdit à toute personne d'exposer, d'offrir, de faire offrir, de vendre, de mettre en vente,

de faire vendre, de distribuer, de faire distribuer, de quelque manière que ce soit, les remèdes et substances, sondes intra-utérines et autres objets analogues susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement... ». Pour tous ces objets ou substances, le décret de 1939 interdit à toute personne l'exposition, l'offre, la vente ou la distribution, soit directement, soit par personne interposée. Il n'est donc plus question maintenant de prouver l'intention délictueuse puisque l'interdiction formelle de se livrer aux actes indiqués ci-dessus est prononcée sous peine d'emprisonnement et d'amende. Pour le surplus, la loi de 1920 reste le texte fondamental en cette matière. Mais là ne s'arrêtent pas les dispositions du nouveau décret. En ce qui concerne les pharmaciens, ceux-ci « pourront vendre les remèdes, substances et objets ci-dessus spécifiés, mais seulement sur prescription médicale qui devra être transcrite sur un registre... »

Par exception, le pharmacien peut donc vendre des produits ou objets, mais uniquement sur présentation d'une ordonnance.

Ainsi se trouve justifiée la légitimité de leur emploi puisque la délivrance ne peut en être obtenue que sur prescription du médecin. Si le pharmacien ne se conforme pas à cette obligation, il encourt un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et une amende de 500 francs à 5.000 francs. La même peine est édictée contre toute personne qui contrevient aux dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 91 du Code de la Famille. De plus, la confiscation des remèdes, substances, instruments et objets saisis doit être ordonnée par les tribunaux qui peuvent en outre prononcer à l'égard du condamné la suspension temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer la profession à l'occasion de laquelle le délit a été com-

mis. Il est à remarquer que dans ce cas la suspension temporaire ou définitive de l'exercice de la profession est laissée à l'entière appréciation du juge, qui reste donc libre de la prononcer ou non.

Avant de terminer l'étude de cet article 91, une autre question se présente : l'article 5 de la loi de 1920 est-il toujours applicable depuis le décret de 1939 ? Cet article est ainsi rédigé : « si l'avortement a été consommé à la suite de manœuvres ou de pratiques prévues à l'article 2, les dispositions de l'article 317 du Code Pénal seront appliquées aux auteurs desdites manœuvres ou pratiques ». Ces manœuvres sont la mise en vente, la vente ou la distribution de substances ou instruments destinés à commettre l'avortement. Or, l'article 91 du décret de 1939 parlant d'objets susceptibles de provoquer ou favoriser ledit avortement, interdit purement et simplement les pratiques ci-dessus, ne faisant aucune discrimination suivant que l'acte répréhensible a permis la réalisation ou non du but poursuivi.

Il peut donc sembler à première vue que l'article 5 soit dorénavant lettre morte. Tel n'est pas le cas. En effet, s'il n'est pas abrogé expressément par les nouvelles dispositions, il ne l'est pas non plus implicitement, les deux textes étant susceptibles de co-exister et de recevoir application. Ainsi, en cas de mise en vente, de vente ou de distribution directe ou indirecte suivie d'avortement, la peine encourue n'est pas celle de la provocation abortive, mais de l'avortement lui-même. Au surplus, cette solution est conforme au but poursuivi par le Code de la Famille qui ne cherche pas à adoucir la répression, mais au contraire à lutter plus efficacement contre certaines pratiques contraires aux intérêts de la société.

En ce qui concerne la propagande anticonceptionnelle, c'est toujours la loi du 31 juillet 1920 qui constitue le texte fondamental.

D'après son article 3, doit être punie toute personne qui, dans un but de propagande anticonceptionnelle, décrit, divulgue ou offre de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse ou encore de faciliter l'usage de ceux-ci, en employant à cet effet certains moyens déjà signalés à propos de la provocation à l'avortement, et exposés dans les articles 1 et 2 de la loi. Ils consistent dans des discours publics, dans la mise en vente, la vente, l'offre même non publique, l'exposition, l'affichage, la distribution publique ou à domicile, la remise à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport d'écrits, d'imprimés, de dessins, de livres, annonces, affiches, images et emblèmes. Figurent également au nombre de ces procédés la mise en vente, la vente ou la distribution d'instruments, substances ou objets anticonceptionnels. Quiconque se livre ainsi à une propagande contre la natalité est répréhensible à condition toutefois qu'il y ait de sa part un élément intentionnel. Le texte est formel à ce sujet : il exige que le coupable ait agi « dans un but de propagande anticonceptionnelle ». Cette preuve présente une difficulté certaine. Le pharmacien qui vend un objet de nature à prévenir la grossesse peut agir par esprit de lucre et non spécialement pour faire une semblable propagande. Cet article 3 est-il donc destiné à rester lettre morte et à venir « grossir le nombre des dispositions légales purement théoriques et sans portée pratique » ? Certes non, car l'intention coupable exigée comme élément constitutif du délit doit être entendue dans un sens assez large. La loi n'entend évidemment pas entraver la vente d'appareils de protection contre

les maladies contagieuses par exemple. Elle ne prétend pas non plus porter atteinte à la liberté du commerce, du moment que le but poursuivi est légitime. Ce qu'elle veut empêcher à bon droit, c'est l'œuvre d'éducation par la publicité. Sous n'importe quelle forme, la réclame dans un tel domaine est odieuse et inacceptable. « La propagande la plus insidieuse et la plus dangereuse, écrit M. le professeur Nast, est celle qui est faite dans un but de lucre : c'est celle qui consiste dans l'étalage, l'exposition dans les vitrines des pharmaciens. » L'appât du gain, même s'il n'est pas accompagné de la part d'un praticien de la volonté arrêtée de vulgariser des moyens propres à prévenir la grossesse, sert malgré tout de support à cette divulgation. En ce sens, semble-t-il, le but poursuivi est répréhensible puisqu'il ne peut être atteint que par l'emploi de moyens dont le résultat immédiat est contraire, non seulement à l'esprit, mais à la lettre de la loi. D'ailleurs, cet élargissement de la notion de propagande est signalé par M. Renard, qui déclare notamment : « L'article 3, paragraphe 1^{er} (de la loi de 1920) est moins exigeant » que les articles 1 et 2 concernant la provocation à l'avortement.

Le 2^e alinéa de cet article 3 ainsi conçu : « Les mêmes peines seront applicables à quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, se sera livré à une propagande anti-conceptionnelle ou contre la natalité », semble au premier examen reprendre purement et simplement les termes de l'alinéa précédent et faire en somme double emploi. Tout d'abord, il y a lieu de préciser que, si la loi de 1920 se réfère à celle de 1881 au sujet des procédés qualifiés répréhensibles, c'est uniquement par souci de simplification et pour alléger le texte. Cette simple référence n'a aucune autre

portée. Quant aux moyens énoncés audit article 23, ce sont des « discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publiques, placards ou affiches exposés au regard du public ». Mais en ce qui concerne le sens exact du texte précité, l'étude des travaux préparatoires qui ont précédé la loi de 1920 fait ressortir que ce 2^e alinéa de l'article 3 a trait à la propagande théorique en vue de la restriction de la natalité, celle qui consiste à propager l'idée même de la restriction du nombre des naissances, celle qui ne s'attache pas aux moyens à employer à cet effet et laisse à d'autres le soin de les divulguer. Le délit n'existant que si les procédés de vulgarisation envisagés à l'article 23 ont été employés, une distinction s'impose tout de suite entre les discours ou écrits qui représentent la forme pratique de divulgation de thèses philosophiques ou politiques, et ceux dans lesquels on peut reconnaître un encouragement à des pratiques contraires à l'intérêt du pays. C'est évidemment une discrimination assez délicate qui incombe au pouvoir judiciaire. Le 20 février 1937 (Gaz. Pal. 1937-1-955), la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par une conférencière condamnée pour propagande anticonceptionnelle par arrêt de la Cour de Caen en date du 26 juillet 1934. Cette personne s'étant en effet adressée aux femmes assez nombreuses dans l'auditoire, leur avait conseillé de ne plus avoir d'enfants « pour en faire de la chair à canon ou pour les envoyer à la boucherie ». L'arrêt déclarait en outre, et c'est là le point intéressant, que si l'objet de la conférence était un appel en faveur de la paix, il s'était traduit finalement par un encouragement à la dénatalité, notamment par l'apologie de la « génération consciente », opposée aux « intempérants de la reproduction ». La propagande peut s'exercer

également par la voie de la presse ; l'auteur d'un article de journal a été condamné pour avoir dépassé son droit de critique. Il avait, en effet, formulé non seulement son opinion sur la loi de 1920, mais voulu justifier certaines pratiques punies par celle-ci, et ce faisant, il avait commis un acte de propagande anti-conceptionnelle.

Les peines prononcées à cet égard par l'alinéa 2 de l'article 3 consistent en un emprisonnement de 1 mois à 6 mois et une amende de 100 francs à 5.000 francs. Elles sont d'ailleurs identiques à celles du 1^{er} alinéa. Quant à l'article 4 de la loi du 31 juillet 1920, concernant les remèdes secrets dont les étiquettes, les annonces révèlent, même si ces allégations sont inexactes, les vertus spécifiques préventives de la grossesse, l'étude en est reportée à la section ayant traité auxdits remèdes.

Cet ensemble de dispositions constitue, comme cela a déjà été signalé chemin faisant, un immense programme de lutte contre le dépeuplement de la France. Aujourd'hui plus que jamais il faut sévir contre les coupables pour ne pas être définitivement rayés de la carte d'Europe. Il s'agit en effet d'un véritable danger national. En cette matière, comme dans beaucoup d'autres, on retrouve l'éternel conflit entre l'intérêt de l'individu et celui de la société, mais ici l'égoïsme individuel doit céder le pas à l'intérêt bien compris de la collectivité.

SECTION III. — MALADIE OU INCAPACITÉ DE TRAVAIL
RÉSULTANT DE L'ADMINISTRATION VOLONTAIRE
DE SUBSTANCES NUISIBLES A AUTRUI

Un pharmacien peut volontairement causer à une personne une maladie ou une incapacité de travail en lui administrant des substances qui ne peuvent occasionner la mort, mais qui, cependant, sont de nature à nuire à la santé. On ne peut qualifier ce fait d'empoisonnement, l'intention homicide ne pouvant être relevée contre son auteur et la substance employée n'étant pas considérée comme un poison. L'infraction ainsi commise tombe sous le coup des alinéas 5, 6 et 7 insérés à l'article 317 du Code Pénal par la loi du 28 avril 1832. L'alinéa 5 déclare « punissable d'un emprisonnement d'un mois à 5 ans et d'une amende de 16 francs à 500 francs avec possibilité de renvoi sous la surveillance de la haute police pendant 2 ans au moins et 10 ans au plus, « celui qui aura occasionné à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel, en lui administrant volontairement de quelque manière que ce soit des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé ». Trois conditions sont donc requises pour l'existence du délit : 1° l'intention coupable de l'auteur ; 2° l'administration de substances simplement nuisibles à la santé ; 3° la maladie ou l'incapacité de travail personnel résultant de l'absorption desdites substances.

1° *L'intention coupable de l'auteur*

A ce sujet le texte est formel et il ne peut y avoir aucun doute possible : l'agent doit avoir agi en connaissance de cause. S'il ignore les propriétés nocives des substances administrées, il ne peut être question d'un acte de volonté. De par sa profession même, le pharmacien a cette connaissance, de sorte qu'à son endroit, cet élément constitutif du délit est plus facilement appréciable. Mais l'intention coupable exige que l'auteur ait non seulement agi sciemment, mais intentionnellement, c'est-à-dire avec la volonté de nuire.

2° *L'administration de substances non susceptibles de donner la mort, mais nuisibles à la santé*

D'après la remarque faite au début de cette étude, s'il s'agit de l'administration volontaire de produits vénéneux propres à entraîner la mort, le fait ne tombe pas sous le coup des derniers alinéas de l'article 317, mais constitue un empoisonnement. Quelles sont donc les substances dont parle la fin de cet article ? Ce sont celles qui ne sont pas considérées comme toxiques, mais capables d'altérer la santé. Cette altération est réalisée lorsqu'un trouble fonctionnel existe chez la victime à la suite de l'absorption desdites substances, dont la nature et les effets sont au surplus appréciés souverainement par les juges du fait. Mais il faut établir dès maintenant une différenciation entre ces produits nocifs et ceux qui, ayant le même caractère, ont néanmoins un but essentiellement curatif. En effet, un remède quel qu'il soit ne peut être considéré comme nuisible à la santé, quand bien même il peut produire d'une

façon passagère une modification des fonctions vitales, le résultat recherché étant en définitive l'amélioration de l'état du malade et non une aggravation. D'autre part l'administration de substances nuisibles consiste non seulement à faire prendre à un individu un produit nuisible à la santé, mais encore à le mettre à sa disposition ou à sa portée en vue de le lui faire absorber, après lui en avoir conseillé l'usage. Un arrêt déjà ancien (6) de la Cour de Montpellier souligne « que le législateur n'a pas entendu parler seulement de l'administration directe de la substance nuisible au moment même où la personne qui la reçoit va en faire usage, mais de l'administration ou de la remise volontaire de cette substance préparée à dessein et qui va être employée soit en présence de l'agent, soit en son absence ».

On ne saurait en effet admettre la possibilité d'une distinction entre l'individu qui fait absorber lui-même à une personne une préparation nocive, et celui qui, en parfaite connaissance de cause, conseille et délivre à autrui une telle préparation en vue d'un emploi déterminé, dont il prévoit nécessairement les conséquences. « Interpréter autrement les dispositions de l'article 317, ajoute l'arrêt ci-dessus, ce serait le plus souvent rendre impossible la répression », et laisser impunis des actes d'une extrême gravité. D'autre part, la loi sur le recrutement de l'Armée en date du 21 mars 1832, décide dans l'article 41 que « si les complices » des jeunes gens appelés à faire partie du contingent de leur classe et prévenus de s'être rendus impropres au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, « sont des médecins, chirurgiens,

(6) Arrêt du 6 décembre 1869. D.P. 70-2-179.

giens, officiers de santé ou pharmaciens, la durée de leur emprisonnement sera de 2 mois à 2 ans, indépendamment d'une amende de 200 francs à 1.000 francs qui pourra être prononcée et sans préjudice de peines plus graves, dans les cas prévus par le Code Pénal ». Par conséquent, lorsqu'un pharmacien se rend complice de l'infraction ci-dessus, sa responsabilité est lourde, ne pouvant invoquer pour se disculper ni le consentement du client, ni son ordre. Si par imprudence ou par faiblesse il délivre une substance nuisible à la santé, il prend une part active à ladite infraction, puisque sans son concours elle ne serait pas consommée. Si en effet chaque individu est maître en principe de ses faits et gestes, et peut librement disposer de sa propre personne, il n'en peut être ainsi dès que l'activité envisagée est socialement néfaste.

3° Maladie ou incapacité de travail personnel

La maladie consiste en une altération de la santé, mais ce changement d'état doit avoir une certaine durée ; à défaut de ce dernier élément, il ne peut être question en effet que d'un simple malaise. Or, celui-ci n'est pas envisagé par l'article qui est l'objet de ce commentaire. Quant à l'incapacité dont parle également l'article 317, c'est l'état d'une personne qui ne peut plus se livrer à un travail personnel. La notion de durée, comme dans le cas de maladie, est inséparable de celle d'incapacité de travail personnel. Aucune difficulté ne peut s'élever lorsqu'il est dûment constaté qu'un individu sain, ayant absorbé une substance nuisible à la santé, est actuellement malade, ou subit une incapacité. Mais, lorsque le sujet, avant l'absorption de ladite substance,

était déjà atteint par une maladie ou incapacité de travail qui a été seulement aggravée, faut-il dire dans ce cas que l'article 317, alinéa 5, est toujours applicable? Si par suite d'un état maladif préexistant, une aggravation s'est produite dans l'état de santé d'un individu, personne ne peut évidemment prétendre que l'absorption d'une substance nuisible soit la conséquence de la maladie elle-même. Mais nul ne peut contester non plus qu'il y ait une altération de l'état de santé.

Or cette modification peut être envisagée comme la superposition d'une maladie à la même maladie ou d'une incapacité de travail personnel à une incapacité précédente. De cette façon se retrouvent les éléments caractéristiques signalés précédemment : l'altération de la santé et la notion de durée. Il y a donc bien au sens de l'article précité, maladie ou incapacité de travail.

Le Code Pénal visant expressément ces deux cas, quelle solution faut-il donner dans l'hypothèse de l'absorption de substances nuisibles à la santé, suivie de mort, alors que les produits administrés ne sont pas de nature à la donner? Il ne peut s'agir ici d'un empoisonnement, puisque la volonté homicide ne s'y rencontre pas et que la substance employée n'est pas vénéneuse.

Le seul texte applicable est donc l'article 317, puisqu'il s'agit de l'administration volontaire à autrui de substances non toxiques mais nuisibles. Si des événements fortuits ont eu pour résultat un dépassement du but envisagé par le délinquant, celui-ci doit en subir les conséquences, puisque son action néfaste a permis la réalisation du dommage. La peine qui doit lui être infligée est celle prévue à l'alinéa 6 de l'article 317, punissant de la réclusion le coupable qui a occasionné à autrui une maladie

ou incapacité de travail dépassant 20 jours. Le cas de mort est a fortiori compris dans cette rubrique.

La durée de la maladie ou de l'incapacité servant de base à la répression, l'étendue de celle-ci dépend de la gravité du dommage réalisé. Telle est, du moins, la conclusion à tirer de l'examen de ce sixième alinéa. Au cas où il s'agit d'une maladie ou incapacité de travail personnel ne dépassant pas 20 jours, la peine est un emprisonnement de 1 mois à 5 ans et une amende de 16 francs à 500 francs. Mais si la maladie ou l'incapacité de travail ont une durée supérieure à 20 jours, la peine encourue est alors la réclusion. Dans le premier cas, nous sommes en présence d'un délit, et dans le deuxième cas, d'un crime.

L'une et l'autre de ces peines sont susceptibles d'aggravation au cas où les substances nuisibles à la santé sont administrées à des ascendants. Tel est l'objet du dernier alinéa de l'article 317 : « Si le coupable a commis soit le délit, soit le crime spécifiés aux deux paragraphes ci-dessus envers un de ses ascendants, tels qu'ils sont désignés en l'article 312, il sera puni au premier cas de la réclusion, et au deuxième cas des travaux forcés à temps. »

SECTION IV. — HOMICIDE PAR IMPRUDENCE ET BLESSURES INVOLONTAIRES

La santé de chaque individu se trouve entre les mains, non seulement des médecins, mais de tous ceux qui collaborent à l'œuvre de guérison entreprise par eux. Les clients du pharmacien étant dans l'impossibilité de contrôler la composition des produits ou des préparations qui leur sont délivrés, sont obligés de s'en rapporter à un homme de l'art qui supporte la responsabilité de ses actes. Au surplus, quelle confiance pourrait avoir le public dans un pharmacien qui causerait de nombreux accidents ? Fort heureusement, ils ne sont pas trop importants, en raison de la formation scientifique et professionnelle du corps pharmaceutique et du soin scrupuleux apporté par lui dans l'exécution de son labeur quotidien. Pourtant les accidents qui arrivent semblent toujours superflus. L'erreur qui, dans un tout autre domaine, paraîtrait excusable, revêt alors en matière médicale ou pharmaceutique une gravité exceptionnelle : la guérison d'un malade pouvant être compromise irrémédiablement par la moindre faute, quand la mort du client n'est pas en définitive le résultat de celle-ci. Blessures involontaires, homicide par imprudence sont des infractions de droit commun que peut encourir le pharmacien dans l'exercice de sa profession.

« Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide

ou en aura été involontairement la cause, sera puni... », tel est l'article 319 du Code Pénal, modifié par le décret du 30 octobre 1935. Quant à l'article 320, il est ainsi conçu, depuis le décret précité : « S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution, que des blessures, coups ou maladies, le coupable sera puni... ». Le premier de ces deux articles fournit une énumération des cas donnant ouverture à la répression, et parmi lesquels figure au premier rang la maladresse.

1° *Maladresse*. — C'est un manque de dextérité qui, appliqué à une profession et en particulier à la profession pharmaceutique, se rapproche d'une certaine ignorance de l'art exercé. Le rôle du pharmacien ne doit pas être celui d'un automate, d'un instrument aveugle aux mains du médecin, mais au contraire d'un collaborateur clairvoyant et par suite fort utile. Il en est ainsi en raison de sa compétence spéciale, qui ne saurait être discutée dans la majorité des cas, mais dont il doit être digne. L'ignorance, en cette matière, est fâcheuse, mais peut être également fatale. C'est pourquoi la maladresse n'est pas permise dans un tel domaine. A ce sujet, M. Renard, dans son excellent ouvrage « Le droit de la profession pharmaceutique », en donne comme exemple « l'exécution inconsidérée d'une ordonnance dont le libellé devrait suggérer des doutes ». Un autre cas d'inhabileté consiste dans le fait, pour un pharmacien, de mettre dans une préparation médicamenteuse quelques grammes d'un toxique quelconque au lieu de quelques gouttes.

2° *Imprudence*. — Ne figurant pas dans la rédaction primitive de l'article 319, elle s'y trouve incorporée depuis le décret du 30 octobre 1935. Elle

qualifie toute faute que ne commet pas un homme normalement clairvoyant. L'imprudence consiste, pour un pharmacien, à accomplir certains actes avec une légèreté que n'a pas et ne doit pas avoir le pharmacien en général.

Ses causes peuvent être multiples, mais parmi celles-ci la routine n'est pas la moins dangereuse. Ainsi, un pharmacien a l'habitude de placer une substance vénéneuse déterminée toujours au même endroit dans l'armoire aux poisons ; or, le toxique dont il s'agit ne se trouve pas mis un certain jour à sa place habituelle. Sans s'assurer de l'identité du produit, le pharmacien, ayant besoin de l'employer pour un médicament, prend le flacon qui n'est pas en réalité celui qu'il désire, prépare ainsi le remède avec un autre poison, et délivre de bonne foi cette composition au client qui décède. Une telle imprudence est la cause directe de cet homicide involontaire.

3° *Inattention*. — L'inattention est voisine de l'imprudence. Si, à la base de l'une et de l'autre, se trouve la légèreté dans l'accomplissement de certains actes, on peut considérer l'inattention comme étant caractérisée par le manque d'intérêt que l'individu porte à ses actions. Le pharmacien doit accomplir sa profession sérieusement, sans distraction. Est répréhensible celui qui, ayant préparé plusieurs médicaments pour différents clients, délivre à l'un de ceux-ci un remède destiné à un autre et intoxique le malade.

4° *Négligence*. — Toute personne qui, dans l'exercice d'une profession, ne prend pas les précautions d'usage afin d'éviter un accident, se rend coupable de négligence. Ainsi le pharmacien, lors

des livraisons faites par ses fournisseurs, doit effectuer certaines vérifications (Crim. 8-12-1906 et Caen 7 mars 1907. S.1910-1-221). Si tel médicament n'est pas conforme à la commande passée par lui et s'il le livre à un client sans s'assurer de l'identité, de la qualité ou de la composition de ce produit, il est responsable en cas de mort ou de maladie du patient.

Mais il convient de préciser que, dans l'exercice d'une profession déterminée, un individu ne commet aucune faute quand il ne prend pas les précautions que personne ne songe à prendre dans ladite profession à l'époque envisagée. Le moment auquel on se place a en effet une grande importance, Par suite des progrès de la science où des mesures spéciales prises par un pharmacien dans son officine, mesures jugées utiles par de nombreux confrères qui les adoptent et parviennent à créer de nouveaux usages au bout d'un certain temps, des précautions ayant paru superflues quelques années plus tôt, sont maintenant indispensables.

La notion d'usages étant essentiellement mouvante, celle de négligence suit les mêmes fluctuations.

5° *Inobservation des règlements.* — Le bon exercice d'une profession quelle qu'elle soit dépend avant tout de la stricte observation des règlements en vigueur. Aussi, le pharmacien, comme tout autre professionnel, doit-il s'y conformer scrupuleusement. Toute infraction constitue pour son auteur une faute dont il est responsable. D'après l'article 319 du Code Pénal, l'inobservation des règlements engage à elle seule la responsabilité de l'agent ; il n'est pas nécessaire que sur cette faute viennent se greffer des actes de maladresse, d'imprudence,

d'inattention ou de négligence pour déclencher le mécanisme de la répression. Telle est l'opinion de la jurisprudence depuis fort longtemps (7).

A titre d'exemples de fautes résultant de la non observation des prescriptions légales ou réglementaires en matière pharmaceutique, on peut citer : la délivrance de préparations médicamenteuses sans ordonnance, contrairement à l'article 32 de la loi de germinal de l'an XI, et la vente de poisons faite en non conformité à la loi du 19 juillet 1845, sur la vente des substances vénéneuses.

D'autre part, il faut, pour que les articles 319 et 320 du Code Pénal soient applicables, qu'il y ait homicide, blessures, coups ou maladie. Si le terme d'homicide ne suscite aucun commentaire spécial, il n'en a pas toujours été de même pour les suivants.

En effet, l'article 320, dans sa rédaction primitive, comportait seulement les mots « blessures ou coups ». Il n'était alors nullement question de maladies. Fallait-il donc donner une interprétation littérale dudit article, ou bien fallait-il en pénétrer l'esprit et, par suite, étendre sa portée ? Cette dernière opinion a prévalu et la Cour de Cassation elle-même, dans un arrêt en date du 30 décembre 1905 (S. 1906-1-15), déclarait : « ...que dans l'article 320 du Code Pénal, le mot « blessure » est pris dans son acception la plus générale et la plus large ; qu'il comprend nécessairement les lésions aussi bien internes qu'externes et même les maladies ». Par la suite, la Cour de Paris, le 16 novembre 1928 (S. 1929-2-115), et la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation le 6 février 1932 (S. 1933-1-200), rendaient des arrêts similaires, d'après lesquels l'impotence, l'état

(7) Besançon. 18 décembre 1844. S.45-2-602. Cass. 1^{er} mars 1862, D.P. 64-1-102.

morbide ou la déchéance physique étaient considérés comme blessures ou coups. Le décret du 30 octobre 1935 a justifié cette interprétation extensive en ajoutant à l'énumération précédente la « maladie ». Désormais aucune discussion n'est plus permise à ce sujet, le point de vue du législateur étant nettement défini.

Une autre condition est enfin exigée pour que les articles 319 et 320 reçoivent application : l'homicide ou les blessures doivent être involontaires. « Quiconque ... aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause... », ainsi s'exprime le premier de ces deux articles. Il n'y a pas, en réalité, de délits involontaires. « La base irréductible de la responsabilité est toujours dans la volonté », écrit fort justement M. Garraud dans son traité du Droit Pénal français.

Comment concilier ces deux idées, en apparence contradictoires ? « Ce qui est vrai, ajoute cet auteur, c'est que des actes volontaires, ayant des conséquences que l'agent n'a voulues ni directement, ni indirectement, mais qu'il aurait pu, et dû empêcher, peuvent être incriminés parce que ces actes démontrent de la part de l'agent un manque de soin, de surveillance, de prévoyance, en un mot une négligence ou une imprudence coupable. »

Les conséquences de l'acte n'étant pas désirées par celui qui agit, l'homicide, les blessures, coups ou maladies n'ont pas été voulus par celui-ci. Mais l'acte en lui-même est volontaire en ce sens que l'agent aurait dû l'empêcher par des soins plus attentifs ou une prudence plus grande. C'est donc parce qu'il est négligent que l'individu commet une faute engageant sa responsabilité; et puisqu'il y a faute, l'intervention de la volonté est certaine. En conséquence, la différence entre les infractions que

l'on a coutume de qualifier « volontaires » et celles que l'on appelle « involontaires », réside dans la manifestation de la volonté qui ne joue pas de la même façon dans les deux cas.

D'autre part, les articles 319 et 320 du Code Pénal punissent, non seulement le coupable qui a commis l'acte répréhensible, mais également celui qui en est la cause. A ce sujet, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, par arrêt en date du 2 juillet 1932 (S. 1933-1-400) décide que les articles précédents n'exigent pas que cette cause soit directe et immédiate. D'après l'article 319 du Code Pénal, en cas d'homicide, le coupable est puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 100 fr. à 3.000 francs, alors que d'après l'article 320, en cas de blessures, coups ou maladies, l'agent n'est puni que d'un emprisonnement de 10 jours à 1 an et d'une amende de 25 francs à 2.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION V. — VIOLATION DU SECRET PROFESSIONNEL

Toute activité professionnelle exige de l'intéressé des connaissances techniques spéciales qui l'accréditent auprès du public. Ce crédit dont il jouit eu égard à sa profession est basé essentiellement sur la confiance qui doit présider à ses rapports avec les tiers. Il importe donc à tout professionnel de ne pas la trahir. D'ailleurs les manquements à cette obligation de bonne foi engagent la responsabilité de l'agent, et rendent celle-ci d'autant plus lourde que l'exercice même de certaines professions met leurs titulaires en contact étroit avec les tiers, dont ils sont amenés à connaître l'intimité. Or, le droit à l'intimité, qui est une des formes des droits de la personnalité, exige qu'aucune révélation ne vienne mettre en pleine lumière des faits que l'individu lui-même tient à garder secrets. C'est la très importante question du secret professionnel qui fait l'objet de l'article 378 du Code Pénal.

Les catégories de personnes sur lesquelles pèse cette obligation sont visées par l'article ci-dessus, et comprennent : « les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie ». Aucune différence n'est donc faite quant à la nature des divers secrets professionnels. De plus, qu'il s'agisse du secret médical, pharmaceutique ou autre, l'identité de traitement est complète. En ce qui concerne le point de vue exclusivement pharmaceutique, une remarque s'impose immédiatement : le médecin ayant pour collaborateur le pharmacien, le

secret auquel est astreint celui-ci est en liaison directe et en étroite dépendance avec le secret médical dont il est en quelque sorte le prolongement.

Certaines solutions données pour l'un sont en conséquence applicables à l'autre. D'autre part, comme la jurisprudence n'est pas abondante sur le secret professionnel du pharmacien, mais au contraire considérable sur celui du médecin, c'est celle-ci qui servira de base à la présente étude. Après cette remarque préliminaire, et regardant le secret professionnel, non comme un simple devoir moral ou social, mais comme une obligation civile soumettant tout révélateur à une lourde responsabilité et non au seul reproche de sa propre conscience plus ou moins complaisante ou à la réprobation d'un groupe d'individus, il convient d'étudier les éléments constitutifs du délit prévu par l'article 378 précité.

1° *Le secret.* — Il faut entendre tout d'abord par ce mot les faits parvenus à la connaissance d'une personne par une confidence et qui, en outre, ne jouissent pas de la notoriété publique, sinon il ne pourrait être question d'un secret véritable, mais d'un véritable secret de polichinelle. Si, en effet, un malade n'a pas rendu publics certains détails le concernant, il n'appartient pas au pharmacien qui les a connus sous le sceau du secret, de divulguer les faits qui lui ont été révélés. Un intérêt privé, celui du client, s'oppose à toute révélation, tant qu'une autorisation expresse et même tacite n'est pas intervenue afin de délier l'autre partie de son obligation. (8)

(8) Il a été jugé qu'un malade peut autoriser même tacitement son médecin à divulguer le caractère de la maladie. (Lyon, 16 juin 1909. D.P. 1910-2-123).

Envisagé sous cet angle, le secret professionnel ne constitue qu'une obligation relative. Mais est-ce bien là le véritable fondement de cette institution ? A cette question, il semble logique de répondre à la fois par l'affirmative et par la négative : affirmativement parce que dans toute activité humaine, l'intérêt privé existe, mais se trouve plus ou moins développé ; négativement parce que, dépassant le simple intérêt privé et se substituant dans bien des cas à lui, l'ordre public exige dans l'intérêt supérieur de la société que certaines catégories de personnes soient astreintes à la discrétion et même au mutisme absolu sur certains faits professionnels. L'ordre social n'intervient donc plus pour protéger les confidences des particuliers mais pour imposer par voie d'autorité le respect de certaines règles édictées pour le bon exercice d'une profession. Dans ce cas, aucune convention entre les parties ne peut intervenir pour libérer l'une d'elles d'une obligation professionnelle qui échappe ainsi à leur contrôle. Dans cette opinion, qui est celle de la majorité des auteurs et des arrêts, la norme est : « le secret et rien que le secret » : « S'agissant d'une obligation instituée dans un intérêt social primordial, le médecin ne peut, malgré l'accord des parties à cet effet, être délié du secret professionnel. » (Colmar, 10 novembre 1931, *Revue Alsace-Lorraine*, 1932-840). A ce sujet, M. Garraud, dans son traité de Droit Pénal Français, écrit : « La circonstance même que les faits révélés soient déjà connus de la personne à qui ils sont rapportés... ne dégage point la responsabilité du révélateur si lui-même ne les a connus qu'à cause de la confiance attachée à sa profession. »

2° Pour que l'article 378 du Code Pénal soit applicable, il faut en second lieu que la confidence

soit reçue par une personne en raison de son état ou de sa profession (9). Cet article semble concerner uniquement les faits confiés sous le sceau du secret. Mais une telle interprétation littérale est manifestement trop étroite. En dehors des faits révélés au pharmacien, le secret professionnel s'étend à tous ceux non révélés qui sont parvenus à sa connaissance en raison même de l'exercice de la pharmacie. Le tribunal Civil de Pau (20 juin 1925. Gaz. Pal. 1925-2-723), précisant cette idée, déclare : le confident est tenu au secret « non seulement sur ce qui lui a été confié, mais sur tout ce qu'il a pu voir, entendre, comprendre ou même déduire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa profession. »

Pour le Tribunal Civil de Rennes (12 janv. 1903, D.P. 1905-2-321), le secret professionnel comprend tout ce qui est confidentiel par nature. Pour les faits découverts par le pharmacien, le mutisme s'impose en raison de leur caractère même et n'a pas besoin d'être recommandé. Il s'agit, par exemple, de grossesses illégitimes, d'affections que les familles ont coutume de dissimuler, ou bien de simples maladies. Celles-ci, la plupart du temps, sont révélées par la lecture des prescriptions médicales. C'est pourquoi, lorsqu'il exécute une ordonnance, le pharmacien doit s'abstenir de la traduire en termes clairs et sous une forme compréhensible. Pour les maladies mentales ou transmissibles, le pharmacien doit faire preuve d'une grande prudence. Il doit éviter de dé-

(9) « La révélation par les personnes énumérées par cet article, des secrets à elles confiés, n'est punissable qu'à la condition que lesdits faits soient parvenus à leur connaissance en raison de leur état ou de leur profession ». (Cass. Crim. 14 janvier 1933. Gaz. Pal. 1933-1-346).

livrer copie de la prescription à une tierce personne et ne la remettre qu'au malade lui-même.

Mais si l'obligation englobe tous les faits que le pharmacien a connus à la suite de circonstances tenant à l'exécution d'une ordonnance, il ne peut être question de couvrir par le secret professionnel tout ce qui est totalement étranger à l'exercice de la profession. Pourtant, d'après l'article 30 du Code d'Instruction Criminelle, le pharmacien est tenu, comme n'importe quelle personne, de dénoncer un délit commis contre son client.

C'est la logique même, le secret médical ou pharmaceutique n'ayant pas été institué au profit d'un coupable, mais des malades en général. Si, au contraire, ce pharmacien découvre une infraction commise par le malade, il est tenu de n'en rien dire. Cette solution est fournie par un jugement rendu le 12 janvier 1903 par le Tribunal Civil de Rennes en matière médicale. Dans cette hypothèse, le coupable et le malade ne forment qu'une seule et même personne. Comme l'ordre public exige qu'une confiance absolue soit accordée à tout confident nécessaire, l'obligation professionnelle l'emporte sur le devoir de dénonciation. C'est parce qu'il est nécessaire de dévoiler d'une façon directe ou indirecte, certains secrets au médecin ou au pharmacien, que l'un et l'autre ne doivent point les révéler, alors que toute autre personne, non soumise par état ou profession à l'obligation de se taire, ne commet aucun délit si elle révèle une confidence. Elle accomplit seulement une action blâmable. Celle-ci peut donner lieu à une action civile en dommages-intérêts à condition toutefois que l'indiscrétion cause un préjudice. « Si l'énumération de l'article 378 est énonciative, elle ne saurait être étendue aux personnes n'ayant pas, aux yeux de la loi, une situa-

tion qui les désigne aux tiers comme des confidants nécessaires de leurs secrets et qui sont des mandataires ordinaires, » (Cass. 14 janvier 1933 précité.)

3° Il faut en troisième lieu qu'intervienne une révélation effective. Point n'est besoin qu'une large publicité ait été donnée aux faits destinés à demeurer secrets, le délit prévu par l'article 378 étant constitué par une révélation faite à une seule personne, même dans la plus stricte intimité. Le pharmacien qui dévoile à sa femme des faits confidentiels concernant un client, se rend coupable du délit de révélation. Il y a de sa part un acte volontaire dont l'efficacité ne saurait être discutée, puisqu'il apprend à une tierce personne certains faits qu'elle ignorait. Il semble donc que la divulgation ainsi réalisée ne doive pas porter sur des faits de notoriété publique. Sur ce point, M. Garraud émet une opinion diamétralement opposée, lorsqu'il écrit dans son traité de Droit Pénal : « La circonstance même que les faits révélés étaient déjà notoires ne dégage point la responsabilité du révélateur. » Certes, tous les éléments constitutifs du délit se trouvent réunis à un seul près : le secret. Comment peut-on parler alors de faits confidentiels s'ils sont connus du public, et appliquer l'article 378, si l'une des conditions fait défaut ?

De plus, l'interdiction de révéler un secret professionnel ne s'applique pas seulement à toute divulgation spontanée, mais à celle qui est faite par voie de déposition en justice, aucune distinction n'existant dans l'article ci-dessus. Le pharmacien cité en justice en matière civile ou pénale pour déposer sur des faits confidentiels parvenus à sa connaissance par suite de l'exercice de sa profession, doit comparaître, sinon il s'expose aux peines pré-

vues par les articles 263 du Code de Procédure, 80, 157, 189 et 304 du Code d'Instruction Criminelle, comme toute personne mandée en qualité de témoin qui ne défère pas à la convocation.

Une fois qu'il a comparu, il a par contre la faculté de se retrancher derrière le secret professionnel et de refuser de déposer sur les points ci-dessus mentionnés. Le pharmacien n'ayant pas à dévoiler à la justice un secret professionnel, le juge d'instruction n'a pas le droit de saisir dans son officine les documents : ordonnances, registres ou simples notes susceptibles de contenir la révélation. Cette voie détournée porterait atteinte tout à la fois au secret professionnel du pharmacien et à celui du médecin dans le cas de saisies d'ordonnances.

4° L'intention délictuelle. Elle consiste à accomplir en parfaite connaissance de cause un acte défendu par la loi pénale : en l'espèce, une révélation. Aucune intention de nuire n'est exigée de la part du pharmacien, et ne vient se superposer à cette quatrième condition. S'il en était autrement, la répression perdrait une grande partie de son efficacité, l'obligation légale étant moins souple. Les buts de sécurité et de protection recherchés ne seraient pas atteints si l'on se bornait à réprimer ; à défaut de toutes autres, les révélations dues uniquement à la malveillance. Exigeant donc seulement l'intention délictuelle comme dernière condition pour l'application de l'article 378 du Code Pénal, tout acte non volontaire ne peut donner lieu à une poursuite répressive. Il en est ainsi de toute divulgation qui est le fait du hasard, ou le résultat d'une imprudence ou d'une négligence. Mais sur ce dernier point, il faut établir une distinction. De toute évidence, si une tierce personne, par suite d'une indiscretion ou d'in-

délicatesse prend connaissance de notes ou observations rédigées par le pharmacien et concernant un de ses clients, le délit de révélation de secret ne peut lui être imputé. Les faits ont été commis à son insu et la négligence qui a consisté en un léger défaut de surveillance mis à profit par un tiers indiscret pour compulsier certains documents placés sous clef et par conséquent hors de sa portée, ne peut engager la responsabilité du pharmacien au point de vue pénal, l'élément intentionnel faisant totalement défaut. Mais l'imprudence ou la négligence n'impliquent pas toujours une omission ayant le même caractère. Le pharmacien peut livrer à un tiers des renseignements confidentiels par suite d'une inattention regrettable dans le feu d'une conversation par exemple, ou de l'oubli dans l'officine de registres ou papiers contenant certaines mentions spéciales découvertes par un individu curieux. En cette occurrence, la volonté est diffusée comme dans la précédente hypothèse, et sous cet aspect les deux cas envisagés se rapprochent, mais où ils diffèrent profondément, c'est indiscutablement dans le mode de révélation. D'une part, le tiers prend connaissance de renseignements contre le gré du pharmacien, sans qu'une véritable faute puisse être reprochée à ce dernier. D'autre part, celui-ci, en raison de la faute initiale commise par lui, est l'auteur de la divulgation de faits confidentiels bien qu'il n'ait pas agi sciemment en vue d'une révélation. La faute, dans ce cas, est trop grave pour permettre de l'exonérer de toute responsabilité et de ne pas lui appliquer les peines prévues par l'article 378 et consistant en un emprisonnement d'un mois à six mois et une amende de 100 francs à 500 francs.

Par ailleurs, certains cas d'exonération de cette lourde responsabilité pénale qui s'appliquent, entre

autres personnes, au pharmacien, sont prévus par l'article ci-dessus, depuis le décret du 29 novembre 1939 sur la protection de la santé publique, dans les termes suivants : « Les médecins... ainsi que les pharmaciens... qui, hors les cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs... ». L'innovation a consisté à ajouter « l'autorisation » à « l'obligation » antérieure. Celle-ci est une simple référence aux textes législatifs en vigueur. Parmi eux, figure l'article 30 du Code d'Instruction Criminelle qui renferme une disposition tout à fait générale d'après laquelle : « Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au Procureur de la République... ». D'autre part, aux termes de la loi du 30 novembre 1892, article 15 : « Tout docteur, officier de santé ou sage-femme, est tenu de faire à l'autorité publique son diagnostic établi, la déclaration des cas de maladies épidémiques tombées sous son observation. »

En exécution de la loi précitée, un arrêté du 23 novembre 1893 précise les maladies dont il s'agit.

Les exceptions qui viennent d'être signalées et qui avaient sauvegardé les intérêts de la société pendant de très nombreuses années, ont paru à certains insuffisantes. Des décrets du 13 octobre 1923 et du 1^{er} janvier 1925 ont élargi la liste des maladies épidémiques. Par la suite, un décret-loi du 30 octobre 1935 a contraint les médecins, chefs de famille ou d'établissement à déclarer les maladies contagieuses, sous peine des sanctions portées à l'article 471 du Code Pénal. Puis un décret du 16 mai 1936 a établi la liste desdites maladies.

Récemment, de nombreuses mesures concernant la famille, la natalité et la protection de la

santé publique viennent d'être prises. L'article 90 du Code de la Famille, ajoutant un second paragraphe à l'article 378 du Code Pénal, autorise une certaine catégorie de dénonciations. En effet, d'après ledit paragraphe, le médecin, le pharmacien et les autres personnes visées à l'alinéa précédent « sans être tenus de dénoncer les avortements jugés par eux criminels dont ils ont eu connaissance à l'occasion de l'exercice de leur profession, n'encourent pas, s'ils les dénoncent, les peines prévues au paragraphe précédent... ». Cette sorte d'irresponsabilité qui résulte d'une semblable dérogation tout à fait légitime, heurte le principe immuable maintes fois affirmé par les Cours et Tribunaux, et proclamé encore par un arrêt de la Cour de Cassation le 17 juin 1927 (Gaz. Pal. 1927-2-456), dans les termes suivants : « Les dispositions de l'article 378 sont générales et absolues ; en imposant, à certaines personnes, sous une sanction pénale, l'obligation au secret comme un devoir de leur état, le législateur a entendu assurer la confiance qui s'impose dans l'exercice de certaines professions, »

La Cour de Colmar vient de spécifier à nouveau, dans un arrêt du 16 juin 1939 (Gaz. Pal. du 13 décembre 1939) « que le secret médical a un caractère d'ordre public qui ne permet pas même au juge d'y déroger ».

Par ailleurs, la divulgation d'un secret professionnel est permise au pharmacien en cas de poursuite criminelle engagée contre lui. C'est dans cette hypothèse une simple référence au droit de libre défense qui fait écarter toute autre considération.

Il convient de rappeler également que l'inspecteur de pharmacies, dont le rôle consiste à contrôler l'activité professionnelle des pharmaciens, est tenu

au secret comme ceux-ci. Cette règle est fort judicieuse, attendu que pour accomplir sa mission, il est amené à prendre connaissance des registres et ordonnances dans chaque officine.

Avant de clore cette section, il semble utile de dire quelques mots au sujet du décret rendu le 29 novembre 1939, en raison de l'esprit nouveau qui l'anime et de la répercussion qu'il peut avoir sur la question du secret professionnel.

Ce décret, pour assurer la prophylaxie des maladies vénériennes, impose, non seulement aux malades des soins obligatoires, mais donne à l'administration des moyens de contrôle, établit des sanctions et surtout porte une atteinte sérieuse au secret médical en autorisant la dénonciation des clients atteints desdites maladies. Deux conditions sont alors requises pour que l'autorisation ait son plein et entier effet ; 1° des accidents vénériens contagieux doivent être constatés, et 2° le malade doit exposer à la contamination un individu au moins. L'innovation est importante et les questions qui se posent à ce sujet sont celles de savoir si une semblable extension du nombre des exceptions répond bien à une nécessité pratique, si elle atteint le but visé et si elle est conforme aux grands principes de notre droit. Tout d'abord, il n'est point utile d'insister sur la légitimité et l'intérêt collectif de la lutte contre les maladies vénériennes et leur propagation. Il n'en est pas de même en ce qui concerne la deuxième question envisagée. On est, en effet, en droit de se demander si la sauvegarde de la santé publique est assurée par les dispositions nouvelles du décret. En autorisant la dénonciation de maux ou de tares héréditaires qui affectent bien souvent le moral de l'individu et le rendent honteux de son mal, ne risque-

t-on pas d'éloigner le malade du médecin et de ses auxiliaires ?

Craignant le spectre de la révélation, l'individu sera tout naturellement porté à cacher sa maladie s'il la connaît, ou à ne pas acquérir une certitude s'il a simplement des doutes. L'absence de soins dans l'un et l'autre cas semble être la conclusion logique d'un pareil système. Les porteurs de germes vont donc exposer à la contagion les individus mêmes que le décret a voulu préserver. A ce sujet, M^e Adrien Peytel, avocat à la Cour de Paris, écrit dans un article intitulé « La Protection de la santé publique et le décret du 29 novembre 1939 », (Gaz. Pal. 1^{er} sem. 1940. Doctrine, p. 12) : « C'est parce que l'Etat est intéressé à la sauvegarde de la santé publique, qu'il doit permettre à chacun de pouvoir consulter, en étant sûr du secret, de pouvoir divulguer au médecin toutes ses infirmités et les causes de celles-ci sans craindre aucune révélation. L'Etat, qui doit assurer le bon fonctionnement de la Société, a des devoirs précis envers ses administrés ; il doit prendre toutes les mesures d'ordre général destinées à garantir la salubrité publique... »

M^e Garçon, d'autre part, prétend avec juste raison dans son traité de Droit Criminel, que dans un état civilisé, « le malade doit trouver un médecin, le plaideur un défenseur, le catholique un prêtre ». Il s'agit évidemment de bien s'entendre sur le sens exact des mots. D'après le Code Pénal, pour donner un médecin au patient, celui-ci est assuré de trouver en lui un confident véritable. D'après le législateur de 1939, l'assurance qui, jusqu'à ces dernières années, lui était encore donnée, disparaît.

Une conscience collective est substituée à celle de l'individu : il faut défendre le malade contre lui-même. Ce problème est fort complexe. La tendance

moderne qui, depuis quelque temps déjà, consiste à apporter de nouvelles dérogations aux grands principes de notre droit, à porter atteinte à la règle bien-faisante du secret absolu, paraît comporter des dangers certains et graves, car cette façon d'agir est pratiquement sans limite.

La porte étant ainsi ouverte à l'arbitraire, la confiance du malade pour son médecin et ses auxiliaires s'évanouit. De plus, le client est à la merci du corps médical ; la sécurité qui lui est alors donnée réside dans la conscience de celui auquel il se confie. Ce critérium n'est pas un principe de stabilité, le malade pouvant être l'objet de basses vengeances ou de médisances de la part de personnes hostiles. « On conçoit, écrit M^e Adrien Peytel dans l'article précité, quels drames intimes ou familiaux peuvent provoquer les dénonciations médicales et à quel danger peuvent être voués les malades si les médecins n'agissent pas avec le plus grand scrupule et la plus méticuleuse attention. »

SECTION VI. — FRAUDES ET FALSIFICATIONS

Tout acte de mauvaise foi ou de tromperie constitue d'après le dictionnaire une fraude. Quant à la falsification, elle consiste en une altération ou dénaturation d'une chose quelconque avec intention de tromper. Il s'agit, dans cette section, d'étudier tout d'abord les faits tombant sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905 et ayant pour but de modifier la nature d'un produit, ses qualités substantielles, sa composition ou sa teneur en principes utiles. Cette étude devra envisager aussi la tromperie sur l'espèce ou l'origine, la quantité et enfin l'identité de la chose. Mais dans l'exercice de sa profession, le pharmacien n'est pas seulement responsable lorsqu'il commet une fraude ou une falsification au sens de la loi de 1905 ; il l'est également quand il délivre une préparation médicamenteuse non conforme au Codex, ou à l'ordonnance du médecin. En raison du caractère purement technique de cette question, elle sera traitée au chapitre II.

D'autre part, il ne suffit pas d'édicter certaines mesures si l'on veut qu'elles soient respectées ; il faut en outre prévoir les peines applicables en cas d'infractions, et les autorités chargées de contrôler celles-ci. Un paragraphe sera donc consacré à l'examen rapide de l'organisation du service de la Répression des Fraudes sous un angle particulier : l'inspection des Pharmacies. Puis un aperçu de la procédure applicable en cette matière fera l'objet d'un dernier paragraphe.

I. — DES TROMPERIES

La probité est la première qualité pour un homme, qu'il soit commerçant ou non. Mais comme toutes choses en ce monde, la vertu à l'état pur est une brillante exception. Le fait, d'ailleurs, n'est pas nouveau puisque les Romains, gens essentiellement pratiques, avaient déjà toléré dans les relations commerciales une certaine habileté, voire même rouerie, qu'ils appelaient avec beaucoup de sérieux le « *dolus bonus* », et qu'ils opposaient au « *dolus malus* », consistant en procédés déloyaux et suffisamment graves pour qu'ils soient défendus. En somme, l'aveu tacite dès cette époque pourtant assez éloignée de la nôtre réside dans ce fait que le commerce ne peut vivre sans l'existence de certaines complaisances et de petites indécatesses susceptibles tout au plus de froisser les consciences les plus intègres.

Les temps n'ont pas changé puisque de nos jours les grands principes romains sont toujours à la base de notre droit, les hommes non plus car ils ne sont pas meilleurs. Alors se pose pour nous comme pour nos devanciers, le problème de la différenciation entre le bien et le mal, entre ce qui est juste et par conséquent permis, et ce qui ne l'est pas. Ainsi, toute tromperie en matière commerciale doit être réprimée. « Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant... sera puni », déclare l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905. Il y a tromperie dès que l'acheteur est induit en erreur et sans qu'il y ait nécessairement accompagnement de manœuvres frauduleuses (Cr. 15 novembre 1912. Bull. Cr. n° 555). Mais comme dans tout délit, l'intention doit être certaine et nettement caractérisée. Elle n'a pas à être déclarée expressément par le juge du

fait, si elle résulte nécessairement de l'ensemble des circonstances retenues par lui (Cr. 6 août 1921. Bull. cr. n° 337). Il n'y a aucun doute possible sur l'intention coupable de l'individu qui vend une marchandise garantie pure, mais qu'il a obtenue lui-même en opérant certains mélanges (Cr. 9 mai 1916. Bull. cr. n° 60). Sur ce point, M. Thévenet, dans son rapport présenté au Sénat lors de l'élaboration de la loi du 1^{er} août 1905, déclare notamment : « Devant les tribunaux répressifs, il ne suffira pas de dire que les marchandises sont falsifiées ou qu'il y a eu tromperie ; il faudra prouver la mauvaise foi de celui qui a vendu la marchandise incriminée » (D.P. 1906-4-48, note 1, n° 3). Cette « mauvaise foi » est l'intention frauduleuse, qui ne doit nullement se confondre avec les manœuvres frauduleuses. Mais si de semblables manœuvres existent, elles peuvent être considérées, soit comme une aggravation du délit : dans ce cas, ce n'est plus l'article 1^{er} de la loi de 1905 qui est applicable, mais l'article 2 ; soit comme un délit distinct : celui d'escroquerie, puni par l'article 405 du Code Pénal (10).

Au surplus, la tentative de tromperie est mise par la loi sur le même pied que la tromperie elle-même. Elle n'est cependant punissable, suivant un arrêt de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation en date du 22 avril 1921 (11), que s'il y a « commencement d'exécution ». Cet arrêt a en effet cassé une décision condamnant un commerçant pour tentative de tromperie « sans constater suffisamment les circonstances d'où il résulterait qu'il y a eu commencement d'exécution ». En l'occurrence, il s'agissait de tromperie sur le poids de la marchan-

(10) Cr. 2 août 1907. D.P. 1910-1-230.

(11) Bull. cr. n° 179.

dise vendue. C'est l'un des aspects du délit de tromperie sur la quantité prévu par l'article 1^{er} de la loi de 1905, le terme « quantité » s'entendant soit en poids, soit en volume, soit en nombre. Aucune distinction n'est faite à ce sujet par le 3^e alinéa de l'article précité. La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation précise dans un arrêt du 13 février 1909 (12), qu'il faut et il suffit que, dans une intention frauduleuse, il ait été fait une livraison inférieure en poids, volume ou nombre à celle stipulée dans la convention (13). Mais là ne s'arrêtent pas les dispositions de la loi. L'alinéa 3 dont il s'agit prévoit la tromperie ou la tentative de tromperie sur l'identité de la chose livrée. Dans ce cas, il est nécessaire que celle-ci soit nettement individualisée lors du contrat, qu'il s'agisse d'un corps certain. La loi de 1905 est formelle sur ce point : elle déclare punir le coupable de la « livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ».

En dehors de ces cas, la tromperie peut encore exister, ainsi que la tentative de tromperie « sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles... »

Ainsi, l'article 1^{er} de la loi de 1905, dans son premier alinéa, apporte en la matière certaines précisions que ne comportait pas l'article 423 du Code Pénal, punissant seulement la tromperie sur la na-

(12) Jour. des Parq. 1910-2-35.

(13) Deux arrêts de la même Chambre des 22 mai 1925 (Bull. cr. n° 157) et 23 juillet 1925 (Bull. cr. n° 237), reprennent en termes différents la même idée lorsqu'ils déclarent qu'aucune condamnation ne peut être prononcée en cette matière si la décision ne constate pas à la fois l'action consécutive du vendeur et l'infériorité quantitative de la livraison.

ture. Mais l'innovation de la loi a consisté à confirmer en termes clairs et précis le concept de « nature d'une marchandise ». D'après la doctrine et la jurisprudence, cette expression englobait en effet avant la loi sur les fraudes les qualités substantielles de la chose. A ce moment déjà, celle-ci ne devait pas être donnée pour ce qu'elle n'avait jamais été et pour un usage auquel elle n'était pas destinée (14). La loi de 1905 a donc consacré toute la jurisprudence antérieure qui se soude parfaitement aux décisions rendues sous le régime de ladite loi.

Un arrêt de la Cour de Cassation (Cr. 6 janvier 1912, D.P., 1913-1-161) déclare que « constitue une tromperie et une tentative de tromperie sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de la marchandise, le fait de vendre et de mettre en vente sous la dénomination de sels naturels de Vichy, des sels artificiels, presque exclusivement composés de bicarbonate de soude du commerce ». Si, d'après une tolérance résultant de pratiques commerciales, la vente de bicarbonate de soude et des pastilles dudit bicarbonate est autorisée sous les appellations respectives : « sel de Vichy » et « pastilles de Vichy », il ne peut être question de permettre la vente ou la mise en vente sous la dénomination de comprimés, cachets ou pastilles « aux sels naturels de Vichy » des préparations faites avec du bicarbonate de soude du commerce. Une pratique commerciale délictueuse, même si elle est généralisée, ne peut, du fait de sa fréquence, suffire pour établir la bonne foi du

(14) De nombreux arrêts illustrent cette opinion :

Cr. 21 février 1861, Bull. Cr. n° 42 ; Cr. 16 novembre 1872, id. n° 275 ; Cr. 20 février 1875, D.P. 1877-1-188 ; Cr. 18 juin 1898, D.P. 1900-1-83 ; Cr. 3 août 1900, D.P. 1903-1-26.

prévenu et le soustraire à la répression (Cr. 5 février 1909. Jour. des Parq. 1909-2-60).

Constitue également une tromperie, le fait de présenter de l'alcool de menthe comme ayant la propriété de stériliser l'eau (Cr. 1^{er} décembre 1916. Bull. cr. n° 268). Tombe aussi sous le coup de la loi la mise en vente, d'un produit destiné à amener la guérison d'un mal, alors que, d'après sa composition même, il ne renferme aucune substance susceptible d'engendrer le résultat escompté. Le délit est identique si, au lieu de faire totalement défaut, cette substance entre bien dans la composition du produit, mais dans une proportion insuffisante (Cr. 5 janvier 1895. D.P. 1895-1-375). Il en est de même, si les produits employés sont de qualité tellement inférieure que, même en dose suffisante, ils n'ont plus aucune efficacité.

Voisine de la tromperie sur la nature, celle sur l'espèce ou l'origine est envisagée par le 2^o alinéa de l'article 1^{er} de la loi de 1905. L'exposé des motifs de ce texte législatif fournit des précisions sur les deux termes précédents : « L'acheteur est, en réalité, trompé sur l'espèce lorsqu'on lui vend, par exemple, de l'huile de coton pour de l'huile d'olive, de la cire minérale pour de la cire d'abeille... »

En ce qui concerne l'origine, elle « constitue une différence spécifique, déterminant l'espèce et les qualités essentielles des marchandises en vue desquelles les parties ont contracté. » La tromperie consistera en une désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée à une marchandise à condition que ladite désignation soit considérée comme la cause principale de la vente. L'erreur vicie donc le contrat lorsque l'acheteur, ayant donné son accord en raison de certains caractères propres à tel

produit, ne peut atteindre le but recherché si les propriétés envisagées au début de l'opération ne sont pas celles de la chose livrée. L'une des parties, en l'occurrence, est de mauvaise foi. Il en est ainsi au cas de vente consciente de Quinquina du Codex au lieu de Vin de Seguin (Paris, 12 février 1869, déjà cité).

Pour toutes les infractions ci-dessus rapportées, les peines édictées par l'article 1^{er} sont de 3 mois à 1 an d'emprisonnement et de 100 francs à 5.000 fr. d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement. Mais, d'après l'article 2, l'emprisonnement peut être porté « à deux ans si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article 1^{er} ont été commis : soit à l'aide de poids, mesures ou autres instruments faux ou inexacts, soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids, ou le volume des marchandises même avant ces opérations, soit enfin à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte. » Tout commentaire semble superflu en dehors des quelques précisions ci-après. Suivant une jurisprudence abondante, les manœuvres qui tendent à modifier la composition, le poids ou le volume d'une marchandise peuvent consister en une adjonction ou un mélange de substances inertes (Cr. 9 février 1894. D.P. 1896-1-53 ; Paris, 4 novembre 1905. D.P. 1906-5-40). Pour les indications frauduleuses, destinées à faire croire à une opération antérieure et exacte, elles doivent être accompagnées d'actes matériels tendant à apporter des justifications quant à la réalité et l'exactitude de l'opération. Cette jurisprudence antérieure à la loi de 1905, mais

qui conserve néanmoins toute sa valeur, déclare que les actes dont il s'agit peuvent être « des signes extérieurs » ou des attestations écrites mais mensongères. (15)

II. — DES FALSIFICATIONS

L'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 prévoit :

1° La falsification des substances médicamenteuses au même titre que celle des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2° L'exposition, la mise en vente ou la vente de substances médicamenteuses falsifiées, et en général de produits falsifiés ;

3° La détention, sans motifs légitimes, de denrées pour l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, produits agricoles ou naturels falsifiés.

1° *Falsification de substances médicamenteuses destinées à être vendues*

Par falsification, il faut entendre, comme cela a déjà été dit au début de cette section, toute altération ou dénaturation d'un produit, destinée à tromper l'acheteur. Ce délit constitue presque toujours, comme le fait très justement remarquer M. le

• (15) Cr. 26 mars 1874, Bull. Cr. n° 95 ; Cr. 30 décembre 1880, D.P. 1881-1-231 ; Cr. 7 février 1885, D.P. 1886-1-47 ; Cr. 15 juin 1888, Bull. Cr. n° 209 ; Cr. 31 octobre 1889, Bull. Cr. n° 223 ; Cr. 8 juillet 1898, D.P. 1900-1-114.

Poittevin, auteur d'un Dictionnaire-Formulaire des Parquets et d'un traité pratique des Fraudes et Falsifications, un délit de tromperie sur la nature ou la quantité de la marchandise. Au surplus, ajoute cet auteur, aucun intérêt pratique ne s'attache à la qualification de l'infraction, puisque « l'une et l'autre sont punies des mêmes peines ».

D'autre part, il ressort d'un ensemble de décisions jurisprudentielles, qu'il y a falsification, non seulement dans l'addition d'une substance étrangère à un produit ayant pour but de le détériorer ou de le dénaturer, mais dans le retrait de certains principes opéré sur une substance vendue soi-disant pure, ou dans le fait d'extraire d'un mélange un produit devant en faire partie, ou encore dans l'opération consistant à modifier l'aspect d'une marchandise afin d'en déguiser l'infériorité. De même, si sous prétexte de conserver des aliments on y incorpore en notable proportion une substance dont l'ingestion à petites doses est susceptible de provoquer des troubles digestifs, on détériore la marchandise au sens de l'article 3. Ainsi en ont décidé à propos de l'acide borique, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation dans deux arrêts des 24 mai 1901 (16) et 12 décembre 1908 (17), et le Tribunal de la Seine, dans un jugement en date du 29 décembre 1905 (18). Mais il a été jugé, semble-t-il, en sens contraire (19), que « l'addition du borax ne constitue pas une falsification si elle n'est qu'un simple procédé de fabrication en vue de la conservation sans altérer la na-

(16) D.P. 1902-1-438.

(17) Bull. Cr. n° 501.

(18) Gaz. Pal.-1906-1-40.

(19) Rennes, 17 mars 1909, D.P. 1909-5-40 ; Limoges, 3 février 1910, D.P. 1913-5-24.

ture, les qualités... ». La contradiction apparente qui existe entre ces deux groupes de décisions n'existe pas en réalité, car il s'agit dans l'un et l'autre d'une simple référence à la définition même de la falsification qui implique la notion de dénatura-tion ou de détérioration. Certains produits peuvent donc être altérés tandis que d'autres ne le sont pas, malgré l'emploi d'une même substance. Mais après cette affirmation catégorique, la Cour de Limoges déclare : « en admettant que l'addition du borax à une marchandise constitue une falsification », ce qui n'est pas son opinion en l'espèce mais qui peut être valablement soutenu, « la peine n'est encourue qu'autant que les prévenus ont été de mauvaise foi et ont connu lors de l'emploi, de la vente ou de la mise en vente de la poudre destinée à la fabrication, les propriétés nocives de cette substance ». Certes, l'intention frauduleuse, en l'occurrence l'altération volontaire de la qualité de la substance, est un élément constitutif du délit de falsification, mais il importe également de préciser que suivant l'article 3 de la loi de 1905, la chose doit être destinée à être vendue comme substance médicamenteuse, den-rée alimentaire ou boisson suivant les cas. Par consé-quent, le délit n'existe pas si le produit dont il s'agit est destiné à être vendu, non comme pouvant servir à l'un des usages ci-dessus mentionnés, mais à tout autre usage industriel ou commercial. D'autre part, en ce qui concerne spécialement l'expression « substances médicamenteuses », elle englobe toutes les préparations faites par le pharmacien : les re-inèdes, y compris les remèdes secrets.

*2° Exposition, mise en vente ou vente
de substances médicamenteuses falsifiées*

La simple lecture de l'article 3, alinéas 2 et 3, impose deux remarques préliminaires provenant d'une différence de rédaction.

En effet, l'alinéa 2, ayant trait aux denrées alimentaires, boissons, produits agricoles ou naturels, déclare punir ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront ces produits « qu'ils sauront être falsifiés, ou corrompus, ou toxiques », tandis que l'alinéa 3 concernant les médicaments, parle de « substances médicamenteuses falsifiées ». Dans le premier cas, dès qu'une des denrées citées, sans être falsifiée s'est corrompue spontanément ou est devenue malsaine ou indigeste, c'est-à-dire toxique, son exposition, sa mise en vente ou sa vente, en parfaite connaissance de cause, constituent un délit, tandis que dans le deuxième cas, il faut nécessairement un acte de falsification. De plus, alors que l'alinéa 2 parle de produits « qu'ils sauront être falsifiés... », l'alinéa 3 emploie seulement l'expression « substances médicamenteuses falsifiées ». La connaissance de l'état défectueux de la marchandise exigée dans la première hypothèse ne semble pas l'être à première vue dans la seconde. Mais de la discussion de la loi de 1905 devant la Chambre des Députés, il appert que l'expression « substances médicamenteuses », figurant dans le projet au deuxième alinéa a été retranchée de celui-ci pour être placée dans le suivant. « Du moment que vous acceptez le mot « toxiques » ...visant les matières alimentaires, déclarait M. le député Cazenove au sujet de l'amendement proposé par lui, il y a lieu de retirer du paragraphe les mots substances médicamenteuses... ». Par conséquent, le simple fait d'avoir changé de place les pro-

duits médicamenteux ne modifie pas le caractère qui leur était précédemment attribué. En somme, la connaissance de la falsification est exigée comme élément constitutif de l'infraction même en ce qui concerne les médicaments.

D'autre part, un produit est considéré comme exposé ou mis en vente dès qu'il est placé dans une officine, un magasin, une boutique ou un lieu ouvert au commerce de marchandises ou de substances propres à la consommation. Quant à la vente, la Cour de Cassation a précisé depuis fort longtemps (20) qu'elle peut avoir lieu au détail ou en gros.

Moins intéressantes sont les dispositions du début du 4^e paragraphe de l'article 3 modifié par la loi du 28 juillet 1912, concernant non seulement l'exposition, la mise en vente ou la vente en connaissance de cause de produits propres à effectuer la falsification, mais la provocation à leur emploi au moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Par contre, il sied de retenir les dispositions suivantes du paragraphe 4 ayant trait au cas où la substance est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, qu'il s'agisse d'une substance médicamenteuse falsifiée ou de toute autre denrée alimentaire falsifiée, corrompue ou toxique. De nombreuses circulaires ont déterminé les substances nuisibles à la santé. Leur étude sort du cadre de cet ouvrage. Mais il importe de savoir que l'exposition, la mise en vente ou la vente de semblables produits, médicamenteux ou non, sont considérées comme des circonstances aggravantes motivant une peine d'emprisonnement de 3 mois à 2 ans. En outre, une

(20) Cr. 14 avril 1855. D.P. 1855-1-136.

amende de 500 francs à 10.000 francs peut être prononcée. Le législateur ajoute que « ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur. » Aucune exonération ne peut donc jouer au profit du vendeur pour lui permettre d'échapper à l'aggravation de peine.

3° Détention sans motifs légitimes

De même, la détention de substances médicamenteuses falsifiées et nuisibles à la santé est considérée par l'article 4 de la loi de 1905 comme une circonstance aggravante. « L'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de 3 mois à un an et l'amende de 100 francs à 5.000 francs. » Cet article, modifié par la loi du 28 juillet 1912, envisage la détention de produits médicamenteux falsifiés non seulement lorsqu'ils sont nuisibles à la santé, mais quand ils ne le sont pas. Il faut tout d'abord une détention « sans motifs légitimes », ce qui implique nettement une intention frauduleuse. Le simple fait de la détention, créant une présomption contre le détenteur, il appartient à celui-ci de prouver qu'il ignore la falsification. D'autre part, la détention doit avoir lieu dans un des locaux désignés par l'article ci-dessus : magasin, boutique, maison ou voiture servant au commerce. A ce propos, la Cour de Cassation (Cr. 4 juin 1908. Jour. des Parq. 1909-2-153) estime que l'expression « maison servant au commerce » s'applique à une salle à manger formant l'arrière-boutique d'un magasin, et qu'il en est ainsi de tout local servant, même temporairement, au commerce.

Ces cas de simple détention sont punis d'une amende de 50 francs à 3.000 francs, et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou de l'une de ces

deux peines seulement. Les mêmes peines sont applicables, suivant le 6^e alinéa de l'article 4, à la détention sans justes motifs de produits propres à effectuer les falsifications.

L'article 5 traite de la récidive et déclare qu'après une condamnation, soit en vertu de la loi de 1905, soit par application des lois sur les fraudes dans la vente de certains produits limitativement désignés (21), tout individu qui commet un nouveau délit, tombant sous le coup des mêmes lois dans les cinq ans suivant la date à laquelle la condamnation est devenue définitive, doit être déclaré récidiviste. « Les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées », tandis que dans tous les autres cas le Tribunal reste libre d'ordonner ou non la publication intégrale ou par extrait du jugement de condamnation. Par contre, l'article 8 stipule que, même s'il y a récidive, l'article 463 du Code Pénal concernant les circonstances atténuantes reste applicable; et que dans le cas où elles sont accordées le Tribunal peut ne pas ordonner l'affichage, ni l'emprisonnement.

Au surplus, la loi du 1^{er} août 1905 décide que des règlements d'administration publique doivent être pris pour statuer sur les mesures propres à assurer l'exécution de cette loi (article 11). Les infractions aux prescriptions desdits règlements, qui ne se confondent avec aucun délit de fraude ou de falsification prévu par les articles 1 à 4 de la loi précitée, sont punies aux termes de l'article 13, modifié par la loi du 21 juillet 1929, comme contraventions de simple police d'une amende de 6 francs à 10 fr.,

(21) Parmi eux figurent les sérums thérapeutiques (Loi du 25 avril 1895).

et non plus comme précédemment en qualité de délits correctionnels d'une amende de 16 francs à 50 francs. D'autre part, en cas de récidive constatée suivant les règles en vigueur en matière de simple police, l'amende est de 11 francs à 15 francs. Si une nouvelle infraction a lieu, non plus dans l'année, mais dans un délai de 3 ans à dater de la seconde condamnation, la juridiction compétente est alors le Tribunal correctionnel, et l'amende varie entre 16 francs et 1.000 francs. A toutes ces peines, l'article 463 du Code Pénal peut être appliqué.

III. — RÉPRESSION DES FRAUDES. INSPECTION DES PHARMACIES

En vue de déceler et constater les fraudes et falsifications, le décret du 4 juillet 1921 décide dans son article 3 que les inspecteurs et inspecteurs-adjoints qualifiés aux termes du décret du 5 août 1908 pour visiter les pharmacies, entre autres établissements, « peuvent opérer d'office des prélèvements d'échantillons et, s'il y a lieu, effectuer des saisies dans les officines... » Ce corps d'inspecteurs, institué par la loi du 21 Germinal An XI, est chargé de contrôler l'activité professionnelle des pharmaciens, de surveiller l'application des lois et règlements en vigueur concernant l'exercice de la pharmacie, ainsi que la fabrication, la préparation ou le débit illicites des médicaments. Il doit en outre, selon l'article 29 de la loi de l'An XI modifié par celle du 25 juin 1908, procéder « au moins une fois l'an, à l'inspection des officines des pharmaciens, des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires... généralement de tous lieux où sont fabri-

qués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques ».

L'article 30 de la loi de Germinal, modifié également par celle du 25 juin 1908, prévoit qu'un règlement d'administration publique désignera ultérieurement les autorités qualifiées pour l'inspection et précisera leurs pouvoirs. Il ajoute néanmoins que « l'inspection des officines de pharmaciens et des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires ne pourra être confiée qu'à des agents pourvus du diplôme de pharmacien ».

C'est donc interdire en matière pharmaceutique l'intrusion de tout élément étranger à la profession dans le contrôle de celle-ci.

Deux raisons justifient pleinement cette mesure : la première est l'exigence de connaissances techniques spéciales pour la constatation des infractions aux lois sur la pharmacie ; la deuxième est l'existence du secret professionnel. Ainsi, un pharmacien inspecteur contrôlant l'activité d'un confrère est tenu comme lui par le secret pharmaceutique. Tout fait confidentiel a pour les deux le même caractère et les soumet également aux mêmes obligations. C'est donc le surplus du résultat de ses visites que l'inspecteur doit mentionner dans ses rapports. D'autre part, il se substitue dans une large mesure à la police judiciaire, mais ne l'exclut pas ainsi qu'en témoigne la réserve faite par le décret du 5 août 1908, portant règlement d'administration publique, prévu par l'article 30 ci-dessus : « Les inspecteurs ont seuls qualité, réserve faite des pouvoirs appartenant aux officiers de police judiciaire... ».

D'après les articles 1 et 2 de ce décret, le service chargé de l'inspection est organisé par régions et confié à un certain nombre de pharmaciens nommés par les Préfets sur proposition des Doyens des

Facultés, des Directeurs des Ecoles supérieures de plein exercice et préparatoires de Pharmacie. Les Préfets assurent le fonctionnement du service sous l'autorité, non plus du Ministre de l'Agriculture, mais du Ministre de la Santé Publique et de l'Education Physique depuis le décret du 29 juin 1934.

A côté des Inspecteurs, il en existe d'autres dits : « adjoints », dont le rôle consiste suivant l'article 5 du décret du 5 août 1908 à visiter les magasins de droguistes, herboristes, bref un certain nombre d'établissements à l'exception toutefois des officines de pharmaciens et des dépôts de médicaments tenus par les médecins et vétérinaires. Ces inspecteurs-adjoints sont, comme les précédents, choisis et commissionnés par les Préfets, auxquels ils sont tenus de fournir leurs rapports et de « signaler les établissements qui leur auraient paru nécessiter une visite spéciale par un inspecteur ». Pour tous ces établissements, les prélèvements sont opérés soit par l'inspecteur-adjoint, soit par l'inspecteur, soit encore par un officier de police judiciaire requis par celui-ci. Pour les officines de pharmaciens et les dépôts de médicaments tenus par médecins ou vétérinaires, lesdits prélèvements ne peuvent être effectués que par l'inspecteur ou un officier de police judiciaire par lui requis, ou bien par l'inspecteur assisté, soit du commissaire de police, soit à son défaut du maire ou d'un adjoint (article 4). Deux obligations incombent donc aux pharmaciens : celle « de présenter les drogues et compositions qu'ils auront dans leurs magasins, officines, laboratoires et leurs dépendances » et comme corollaire celle de laisser opérer les prélèvements. Dès qu'une opposition injustifiée est rencontrée par un inspecteur, qu'il s'agisse d'un refus de le laisser pénétrer dans les locaux de fabrication, de dépôt ou de vente, ou de tout acte le met-

tant dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, l'article 6 de la loi du 28 juillet 1912, modifié par celle du 20 mars 1919, déclare l'opposant passible des peines prévues par les articles 1, 5 et 7 de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice de celles édictées par les articles 209 et suivants du Code Pénal quand le refus s'accompagne d'outrages ou de violences. L'article 1^{er} mentionné ci-dessus prévoit un emprisonnement de 3 mois à 1 an et une amende de 100 fr. à 5.000 fr. ou l'une de ces deux peines seulement. L'article 5 a trait à la récidive et l'article 7 à l'affichage du jugement de condamnation. En outre, les dispositions de l'article 8 concernant les circonstances atténuantes (article 463, Code Pénal) restent toujours applicables. Pour les saisies, prélèvements d'échantillons, analyses, appositions de scellés, le décret du 6 août 1908 précise dans son article 2 que les formalités prescrites par certains articles du décret du 31 juillet 1906 sont applicables à quelques exceptions près. Or, les décrets du 31 juillet 1906 et 6 août 1908 ont été remplacés respectivement par ceux des 22 janvier 1919 et 4 juillet 1921. Mais la méthode employée par celui-ci est identique à celle du décret de 1908. Il a, en effet, laissé subsister les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 du décret de 1919, sauf certaines réserves mentionnées dans ses propres articles 9, 10 et 11.

Saisies

Suivant l'article 3 du décret du 4 juillet 1921, « les inspecteurs... peuvent concurremment avec tous officiers de police judiciaire... s'il y a lieu, effectuer des saisies dans les officines des pharmaciens ». Ceux-ci peuvent s'opposer à une saisie s'il n'y a pas une ordonnance du juge d'instruction qui

l'ordonne (article 5). Mais à cette règle fondamentale deux exceptions sont signalées : l'une concernant le flagrant délit de falsification, l'autre visant le cas où les produits sont reconnus corrompus. Au surplus, dans ce dernier cas, la saisie est obligatoire et l'inspecteur peut, aux termes de l'article 7, procéder à leur destruction, leur stérilisation ou dénaturation. Ces opérations sont alors « relatées et justifiées » dans le procès-verbal que l'inspecteur rédige. Ce procès-verbal est, suivant l'article 6, adressé dans les 24 heures au Procureur de la République ainsi que les produits saisis et préalablement placés sous scellés. « Copie dudit acte est transmise au préfet ainsi qu'au Doyen de Faculté ou au Directeur d'Ecole compétent aux termes de l'article 1^{er} du décret du 5 août 1908. »

Prélèvements

Tout prélèvement comprend quatre échantillons qui, aux termes de l'article 12 (Décret du 22 janvier 1919) doivent être « autant que possible identiques » ; l'un est destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres sont éventuellement destinés aux experts. Cette division en quatre échantillons n'est pas toujours possible en raison de la qualité ou de la quantité d'un produit ou d'une préparation. Dans ce cas, le décret du 4 juillet 1921 permet à l'agent de placer « sous scellé en un échantillon unique la totalité du produit ou de la préparation ». Il n'y a également qu'un seul échantillon lorsque l'inspecteur requiert un officier de police judiciaire d'effectuer un prélèvement qui est placé aussi sous scellé. Il est adressé, ainsi que le procès-verbal, dans les 24 heures, par l'agent verbalisateur à l'inspecteur qui a signé la réquisition (article 10,

décret du 4 juillet 1921). D'après l'article 11, l'inspecteur transmet ce scellé au Procureur de la République, tandis que si la division en quatre échantillons peut être opérée, il y procède lui-même en présence du vendeur ou du détenteur. Comme cela vient d'être indiqué dans un cas particulier, « tout échantillon prélevé est mis sous scellés » et tout prélèvement est accompagné séance tenante de la rédaction d'un procès-verbal comportant certaines mentions (article 11, décret du 22 janvier 1919). L'article 13 précise que les scellés doivent être apposés sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées. La première est un talon qui comporte outre les mentions visées par ledit article : l'utilisation du produit, la profession du vendeur ou du détenteur (22). La deuxième est un volant avec certaines indications et la signature de l'auteur du procès-verbal. De plus, l'agent verbalisateur doit mettre le propriétaire ou détenteur en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés (article 14, décret de 1919) et lui laisser l'un des échantillons sauf refus de l'intéressé (article 15). « Sous aucun prétexte, l'intéressé ne doit modifier l'état de l'échantillon qui lui est confié ». Ces opérations terminées, l'agent verbalisateur envoie dans les 24 heures le procès-verbal et les échantillons à la Préfecture (23), qui enregistre le dépôt, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette de chaque échantillon, détache le volant pour l'annexer au procès-verbal, conserve

(22) Ces indications sont exigées par l'article 8 du décret du 4 juillet 1921.

(23) Si le prélèvement a lieu à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, les échantillons sont adressés au Préfet de Police.

en principe les échantillons après transmission dans les 24 heures de l'un d'eux au laboratoire. Dans le cas où un seul échantillon est prélevé, le scellé est transmis avec le procès-verbal dans les 24 heures au Procureur de la République (article 9, 2^e alinéa, décret du 4 juillet 1921). « Copie du procès-verbal est adressée au Préfet, ainsi qu'au Doyen de Faculté ou au Directeur d'Ecole compétent aux termes de l'article premier du décret du 5 août 1908. »

Analyses

D'après l'article 12 du décret du 4 juillet 1921, « l'analyse des échantillons est confiée au laboratoire central institué par la Faculté de Pharmacie de Paris ou aux laboratoires organisés à cet effet dans les facultés et écoles de pharmacie ». Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et d'ordre quantitatif.

« L'examen comprend les recherches... susceptibles de fournir les indications sur la pureté des produits, leur identité, leur composition et leur conformité au Codex. » Le résultat est adressé au Préfet. S'il n'y a pas présomption d'infraction, le Préfet en avise sans délai l'intéressé (article 15), qui peut alors demander le remboursement aux frais de l'Etat des échantillons prélevés. Si, au contraire, le rapport conclut à une présomption d'infraction, le Préfet le transmet au Procureur de la République. Il y joint le procès-verbal et les échantillons réservés (article 16).

IV. — PHASE JUDICIAIRE DE LA PROCÉDURE

Il appartient au Procureur de la République de saisir ou non le Tribunal ou le juge d'instruction. Si le procès-verbal est purement et simplement clas-

sé sans suite, une question se pose : celle de savoir si la valeur des échantillons doit être remboursée à la demande de l'intéressé. Cette hypothèse doit être assimilée à celle dans laquelle le rapport du laboratoire conclut à un non-lieu. En conséquence, le remboursement peut être effectué de la même façon.

S'il y a présomption d'infraction, l'auteur présumé est avisé par le Procureur qu'il peut prendre connaissance du rapport du laboratoire et « qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour présenter ses observations et faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905 » (article 19).

Le principe de l'expertise contradictoire consiste en la désignation de deux experts : l'un nommé par le juge d'instruction et l'autre par l'intéressé. Toutefois celui-ci a le droit de s'en rapporter aux conclusions de l'expert choisi par le juge. Mais s'il reste dans l'expectative, la nomination de son expert est faite d'office par la justice. « Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts » (article 20). Ils doivent en outre être pourvus du diplôme de pharmacien. Pour accomplir leur mission, ils sont mis en possession de toutes pièces utiles. « Toutefois, déclare l'article 21, ils doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport. » Mais chacun d'eux reste libre d'indiquer son opinion ou ses réserves et les motifs à l'appui. S'ils sont en désaccord, ils désignent pour les départager un tiers expert qui peut être pris en dehors des listes officielles et n'être pas pharmacien. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, le Président du Tribunal Civil le désigne.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS RELATIVES A L'EXERCICE DE LA PHARMACIE

SECTION I. — INDIVISIBILITÉ DE LA PROPRIÉTÉ ET DE LA GÉRANCE

1° *Du principe d'indivisibilité*

La loi du 21 Germinal de l'an XI, qui reste malgré son ancienneté la charte de la pharmacie, traite de la gestion de l'officine dans son article 25. Elle y déclare que le diplôme de pharmacien est indispensable pour gérer une pharmacie, vendre et débiter des substances médicamenteuses sans défendre expressément à un non-diplômé d'être propriétaire du fonds.

A ce sujet, M. Chauveau, Doyen de la Faculté de Droit d'Alger en 1934, écrit : « C'est la jurisprudence qui, ajoutant au texte, a exigé que le gérant en ait aussi la propriété » (D.P. 1934-2-134).

En écrivant ces lignes, l'auteur a envisagé uniquement la loi de l'an XI : « La loi du 21 Germinal... ne traite pas du tout de la propriété du fonds mais de sa gestion. » Cette opinion paraît satisfaisante si l'on s'en tient à la lettre de la loi, car dans aucun de ses articles, elle ne prévoit la possibilité pour le pharmacien de se substituer de son vivant un man-

dataire pour la tenue de l'officine. Le régime d'exception en faveur de la veuve fournit un excellent argument *a contrario*, qui, joint aux dispositions concernant les conditions d'aptitude imposées pour l'exercice de la profession par les articles 21, 25 et 26, permet de conclure que les titres de propriétaire du fonds et de pharmacien doivent être réunis sur la même tête. Cette interprétation est corroborée par la déclaration du Roi du 25 avril 1777 applicable à la ville de Paris à l'origine, mais étendue à tout le pays par l'article 11 de la loi de Germinal, et toujours en vigueur sur les points où elle n'est pas abrogée par ladite loi (1). Les articles 1 et 2 de la Déclaration décident en effet que les maîtres apothicaires peuvent seuls avoir laboratoire et officine ouverts et que les titulaires de charges ne peuvent prendre le titre de maîtres en pharmacie et tenir officine et laboratoire qu'à la condition de « posséder et exercer personnellement leurs charges ».

Tel est le principe du non-dédoublement de la propriété et de la gérance qui, depuis cette époque, est resté intangible. La jurisprudence a depuis fort longtemps admis cette interprétation.

La Cour de Cassation (Cr. 30 juillet 1917, D.P. 1922-5-14) déclare notamment que l'article 2 de la Déclaration de 1777 a été virtuellement maintenu par la loi de Germinal et que « la propriété et la gérance des officines de pharmacie doivent être réunies en la même personne ». Un arrêt de la même Cour en date du 10 mai 1937 (Bull.cr. 1937, p. 183), dont les dispositions semblent calquées sur les précédentes, décide également que « le pharmacien doit

(1) L'article 30 *in fine* de la loi du 21 Germinal An XI contient une référence aux lois antérieures.

gérer personnellement l'officine dont il est propriétaire », en raison du maintien virtuel de l'article 2 de la Déclaration de 1777 par la loi de Germinal. « Conformément aux articles 1, 2 et 6 de ladite Déclaration, et aux articles 25 et suivants de la loi du 21 Germinal An XI, écrit la Cour de Paris dans un arrêt en date du 16 juin 1934 (Journ.Soc. 1937-158), nul ne peut ouvrir une officine de pharmacien s'il n'est à la fois propriétaire du fonds et muni d'un diplôme de pharmacien. Le législateur a voulu assurer au pharmacien propriétaire de son fonds une indépendance absolue... » A fortiori, la vente d'une pharmacie à un non-diplômé doit donc être déclarée nulle, ce que la jurisprudence ne manque jamais de décider en pareil cas. D'autre part, « un pharmacien ne peut être simultanément titulaire de deux pharmacies » (Cass. Cr. 28 novembre 1931. D.H. 1932, p. 39), et à plus forte raison ne peut ouvrir dans une autre commune que celle de sa résidence une officine sous la direction d'un étudiant en pharmacie sans encourir le délit d'ouverture illégale d'officine et le cas échéant la fermeture de celle-ci. Ce cas s'est présenté notamment devant le Tribunal Correctionnel de Rochefort-sur-Mer. Par jugement en date du 12 novembre 1925 (D.H. 1925-702), il a été décidé que l'article 2 de la Déclaration du Parlement de Paris du 25 avril 1777 et la loi de Germinal de l'An XI imposent « aux pharmaciens de gérer personnellement », et que non seulement l'étudiant en pharmacie se rend coupable du délit d'exercice illégal de la pharmacie en gérant une officine pour le compte d'un pharmacien titulaire n'habitant même pas dans la ville où ladite officine est exploitée, mais que le pharmacien lui-même est en l'occurrence complice du délit. Si ce titulaire, au lieu de confier la gérance à un étudiant la donne à un individu di-

plômé, il n'est pas pour cela dans une situation régulière. En effet, aux termes d'un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation (22 mai 1913. D.P. 1913-1-434), « un pharmacien ne peut être propriétaire de plusieurs officines, exploiter l'une d'elles et faire gérer les autres, même par des personnes diplômées. » La Chambre Criminelle de la Cour Suprême, dans un arrêt en date du 30 juillet 1917 (D.P. 1922-5-14) faisant suite à une décision du 29 juillet 1915 (Bull. cr. 1915), donne une solution identique en des termes presque semblables lorsqu'elle déclare punissable le pharmacien qui, exerçant sa profession à Paris, ouvre dans une autre ville une seconde pharmacie gérée par un prête-nom, muni du diplôme.

Toutefois, l'interdiction pour un pharmacien d'exploiter deux ou plusieurs officines, subit certaines dérogations concernant les pharmacies de stations balnéaires, estivales, climatiques et thermales dont l'activité est essentiellement réduite à une partie de l'année : « la saison ». Dans ces cas spéciaux, plusieurs établissements peuvent appartenir au même titulaire, à condition qu'ils ne soient pas ouverts simultanément; et qu'ils aient chacun leur vie propre.

Il n'y a pas non plus dualité d'officines lorsqu'un pharmacien exerce sa profession dans un local déterminé et quand, d'un autre côté, il est propriétaire d'un laboratoire ou d'une fabrique, à condition toutefois que ceux-ci ne soient pas ouverts au public et qu'ils constituent les dépendances de l'officine. En pareil cas, l'unité de caisse est de rigueur, attendu qu'il s'agit d'un principal établissement et de locaux secondaires.

Dans l'hypothèse où un individu est condamné à une amende pour avoir tenu une officine sans être

titulaire du diplôme de pharmacien, le même arrêt selon la Cour de Cassation (Cr. 4 janvier 1935. D.H. 1935, p. 100) peut ordonner la fermeture de la pharmacie sans que le propriétaire de celle-ci, dont le prévenu est seulement le préposé, soit mis en cause, une telle « fermeture constituant la réparation du dommage causé à la salubrité et à la sécurité publiques ».

En cas de vente d'un fonds par un pharmacien à un non-diplômé ou futur diplômé avec réserve d'en conserver la gérance, la convention est viciée d'une nullité absolue et d'ordre public (Civ. 13 août 1888, D.P. 1889-1-279). Quant au partage de la propriété et de la gérance entre pharmacien et non-diplômé, il est également illicite. Sur ce point, il y a un nombre respectable de décisions parmi lesquelles figurent celles de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation des 23 juin 1859 (D.P. 1859-1-288), 23 août 1860 (D.P. 1860-1-419), 22 avril 1880 (D.P. 1880-1-354) et une note de M. le Doyen Chauveau déjà citée. L'auteur s'appuyant sur une décision de la Cour de Cassation (Cr. 8 avril 1864, D.P. 1864-1-395) et un arrêt de la Cour de Paris du 27 mars 1862 (D.P. 1862-2-105), écrit : « si la co-propriété a subi également les rigueurs de la jurisprudence, ce n'est qu'autant que le co-propriétaire non pharmacien participait à la gestion ». Il n'y a pas lieu de penser que la participation effective d'un non-diplômé à la gestion d'une pharmacie doive servir de base à l'interdiction jurisprudentielle, mais que ce soit simplement la crainte de l'intrusion d'un individu non-pharmacien dans une branche de l'activité où il est incompétent. C'est donc une application logique du principe de non-dédoublement qui n'est pas une création purement jurisprudentielle, mais essentiellement légale. C'est pourquoi il semble

juste de déclarer que si la co-propriété subit les rigueurs de la loi, et par suite de la jurisprudence, c'est uniquement pour empêcher le co-proprétaire non pharmacien de participer à la gestion.

La pharmacie doit donc appartenir à l'individu capable d'exercer la profession ; il faut en écarter impitoyablement tout élément étranger. Ainsi le principe d'indivisibilité de la propriété et de la gérance rend plus efficace la responsabilité du pharmacien, et plus difficile, tout au moins théoriquement, la fraude de prête-nom.

2° De la Gérance après décès

Une exception au principe qui vient d'être examiné joue après décès du pharmacien en faveur de sa veuve et de ses héritiers. L'article 41 de l'arrêté du 25 Thermidor de l'an XI, pris en exécution de la loi de Germinal, accordait déjà à la veuve du pharmacien et à elle seule l'autorisation de laisser l'officine ouverte pendant un an à certaines conditions. La jurisprudence, ainsi qu'en témoigne un arrêt de la Cour de Caen en date du 2 avril 1873 (D.P. 1874-2-157), n'a jamais étendu cette disposition à d'autres personnes. C'est seulement la loi du 9 février 1916 qui a accordé aux enfants ou héritiers du pharmacien le bénéfice attribué jusqu'à ce moment à sa veuve. L'officine peut donc rester « ouverte pendant un délai qui, en aucun cas, ne pourra dépasser une année », à la condition « de présenter à l'agrément de l'Ecole ou Faculté dont dépend l'inspection de l'officine un étudiant majeur et pourvu d'au moins huit inscriptions de scolarité en même temps qu'un pharmacien diplômé, établi ou non,

sous la responsabilité duquel seront dirigées et surveillées toutes les opérations de l'officine ». La veuve, les enfants ou les héritiers doivent dès le décès obtenir l'autorisation de gestion délivrée par le Préfet après avis conforme de l'Ecole ou de la Faculté en présentant à son agrément un étudiant majeur titulaire de huit inscriptions qui assumera en fait la gérance de la pharmacie, et un pharmacien diplômé qui remplira uniquement une mission de direction et de surveillance. Ce rôle ne lui est assigné par le législateur que pour lui permettre de continuer à exercer par ailleurs sa profession s'il est déjà établi. S'il ne l'est pas, rien ne s'oppose à ce qu'il gère lui-même l'officine pendant le délai légal et en assure personnellement et régulièrement la direction.

Par conséquent, en cas de décès, la gérance et la propriété sont divisées entre personnes compétentes et incompetentes. S'il en est ainsi, c'est en raison de certaines considérations dont l'intérêt est primordial. En effet, la vente immédiate d'une pharmacie après décès du titulaire serait susceptible de porter un préjudice grave à la famille du pharmacien en raison de la difficulté qu'il y aurait à trouver séance tenante un acquéreur, et de la diminution de prix que celui-ci pourrait être amené à exiger du vendeur. Au surplus, le public lui-même se trouverait lésé par suite de l'absence momentanée de médicaments, voire même définitive si aucun acheteur ne se présentait. D'autre part, entre le décès et la prise de possession par un nouvel acquéreur, il s'écoulerait nécessairement un certain laps de temps pendant lequel un droit se trouverait sans titulaire, ce qui serait inadmissible. C'est pourquoi la loi a jugé nécessaire de le faire porter sur la tête de certains héritiers. Cette exception ne fait bien entendu que

confirmer le principe de non-divisibilité qui reste à la base de l'organisation de la profession pharmaceutique,

3° *Des Sociétés en pharmacie*

Nul ne peut être propriétaire d'une officine s'il n'est titulaire du diplôme de pharmacien, telle est la conséquence directe du principe d'indivisibilité de la propriété et de la gérance. C'est donc, selon une remarque précédente, interdire toute participation d'élément étranger à la profession sous n'importe quelle forme et en particulier sous le couvert de sociétés. Cette interdiction est déjà ancienne, puisque d'après les Lettres Patentes du Roi du 10 février 1780, article 19, « aucun des Maîtres composant le Collège de Pharmacie ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, avoir de société ouverte qu'avec les Maîtres de ladite profession ». L'association entre maîtres apothicaires est donc licite à cette époque, tandis que celle entre pharmacien et non-diplômé n'est pas admise. En est-il de même de nos jours ?

a) Sociétés entre pharmaciens et non-diplômés

Une société en nom collectif formée en vue de la vente de médicaments entre un individu diplômé chargé de la partie technique et un non-pharmacien responsable de la gestion commerciale de l'entreprise est entachée de nullité (Req. 21 juin 1898. D.P. 1899-1-53). La Cour de Paris (27 mars 1862. D. P. 1862-2-105) déclare « illicite et nulle une société en nom collectif formée entre un pharmacien et des médecins pour l'exploitation en commun d'un établissement pharmaceutique qui est leur propriété in-

divise, alors que chacun d'eux a des droits égaux dans la direction de la chose sociale.

Suivant la même ligne de conduite, la Cour de Paris, dans un arrêt du 23 juillet 1930 (D.H. 1930, p. 497), estime nulle (1) une société en commandite ayant pour objet la fabrication, le lancement et la vente de spécialités pharmaceutiques, ladite société étant composée de deux pharmaciens seuls associés gérants responsables et de diverses personnes non diplômées commanditaires. Si une association entre diplômés peut être jugée licite, les droits de propriété et leur exercice se trouvant en fait appartenir à des individus légalement aptes à être pharmaciens, il n'en peut être ainsi dans le cas inverse de société entre individus compétents et incompetents. En effet, le rôle des commanditaires ne se borne pas à celui de simples bailleurs de fonds, mais de conseillers, de surveillants ayant un véritable droit de contrôle. Même si un tel droit est exercé indirectement, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'un gérant, la qualité de commanditaire est de nature à assurer à chacun d'eux sur les décisions du gérant une influence en rapport direct avec l'importance de sa part de commandite. C'est pourquoi la Cour de Paris conclut « que toute combinaison de personnes ou de capitaux qui aboutit à faire dépendre la préparation et la diffusion des produits pharmaceutiques directement ou indirectement de personnes incompetentes contredit à une législation qui, dans un intérêt d'ordre public, a eu pour but de les écarter de ce

(1) Il en est de même d'une société en commandite établie entre un non-diplômé et un pharmacien qui est en réalité le gérant de l'officine et le salarié du véritable propriétaire auquel il sert de prête-nom. Cet individu incompetent commet en outre le délit d'exercice illégal de la pharmacie.

commerce spécial » (2). Dans l'hypothèse similaire où il s'agit d'une société non en commandite mais anonyme, constituée pour l'exploitation d'une pharmacie tenue par un gérant répondant aux conditions d'aptitude exigées, le délit d'exercice illégal de la pharmacie peut être relevé à l'encontre des membres du Conseil d'Administration, ladite société étant d'ailleurs nulle et de nul effet (Cr. 22 avril 1880, D.P. 1880-1-354). Le même délit (Cassation Crim. 10 mai 1937, D.H. 1938, sommaires, p. 7) est commis par les pharmaciens qui s'associent pour l'exploitation d'officines avec une personne ayant subi tous ses examens avec succès, mais n'ayant pas l'âge de 25 ans requis pour l'exercice de la profession. D'une façon générale, « nul ne pouvant être propriétaire d'une officine s'il n'est muni du diplôme de pharmacien, une société ne saurait être constituée pour l'exploitation d'une pharmacie alors même qu'elle la ferait tenir par un gérant diplômé » (Paris, 30 mars 1926. D.P. 1926-2-99).

Toutefois, une exception est faite par la jurisprudence en faveur des sociétés de secours mutuels, propriétaires d'officines servant à l'usage exclusif de leurs membres. De telles pharmacies ne sont pas considérées par la Cour de Cassation (Cr. 17 juin 1880, D.P. 1880-1-353) comme étant ouvertes lorsqu'il est constant en fait que le public étranger à ces sociétés n'est pas admis, les médicaments étant seulement délivrés aux membres de celles-ci. En conséquence, les Présidents de ces sociétés et les

(2) S'appuyant sur les mêmes motifs, la Cour d'Angers le 13 mai 1929 (D.H. 1930, sommaires p. 38) a jugé illicite une société en commandite dont la direction financière et technique était réservée à un pharmacien gérant « soumis au contrôle des commanditaires non-diplômés ».

pharmaciens qui gèrent les officines ne commettent aucun délit.

Que faut-il penser de cette opinion ? Certes, en stricte logique, elle paraît condamnable puisqu'elle se trouve en opposition flagrante avec le principe d'indivisibilité de la propriété et de la gérance. Or, ce principe n'a pas été édicté dans l'intérêt des pharmaciens, mais dans celui des malades et pour donner à ces derniers des garanties certaines. Celles-ci existent précisément dans les sociétés de secours mutuels qui sont des organismes institués dans un but désintéressé et non spéculatif ou mercantile.

Au surplus, ces groupements ont une utilité sociale indéniable. Ils permettent à leurs membres d'obtenir, entre autres avantages, la fourniture gratuite des médicaments dont ils ont besoin. Mais seuls les adhérents peuvent en profiter en s'adressant à « leur » pharmacie. C'est pourquoi la jurisprudence a déclaré dans ce cas l'officine non « ouverte ». Il s'agit évidemment de bien s'entendre sur le sens exact de cet adjectif. Certains ont pu soutenir que l'expression « pharmacie ouverte » était synonyme de « pharmacie exploitée ». Mais cette opinion n'a pas prévalu. L'article 27 de la loi du 21 Germinal de l'An XI autorisant les officiers de santé, dans les localités où il n'y a pas d'officine, à fournir des médicaments à leurs malades sans avoir toutefois « le droit de tenir une officine ouverte » permet de conclure qu'il faut entendre par là une pharmacie où le public a librement accès. La Cour de Rennes, dans un arrêt du 20 janvier 1859 (D.P. 1859-5-11), déclare que tenir officine ouverte, c'est « vendre à tout venant ». Or, l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 autorise les sociétés de secours mutuels à tenir des dépôts de médicaments à l'usage exclusif de leurs membres à la seule condition qu'ils soient gérés par

des pharmaciens diplômés. Les sociétaires, en dépit de leur nombre important, ne pouvant être considérés comme « public », l'interprétation jurisprudentielle est donc bien conforme au vœu du législateur.

En ce qui concerne les hospices et les hôpitaux, la loi du 7 août 1931 leur donne le droit sous réserve d'autorisation préfectorale de posséder leur pharmacie pour subvenir aux besoins des malades.

Pour les cliniques, la loi est restée muette, de telle sorte qu'elles ne peuvent s'arroger le droit d'installer une officine pour leurs clients et sont contraintes de s'approvisionner chez un pharmacien. A ce sujet, M. le Ministre de l'Agriculture a nettement déclaré le 18 mars 1933 (Bull. A.G. 15 octobre 1933) qu'« une clinique médicale ne peut préparer, vendre et débiter à ses malades en traitement des médicaments simples ou composés ou des spécialités pharmaceutiques lorsqu'elle est installée dans une commune où il existe une pharmacie, même s'il y a un pharmacien attaché à l'établissement. »

b) Sociétés entre pharmaciens

Ces sociétés, comme celles formées entre diplômés et non-diplômés se heurtent au principe d'indivisibilité. Chaque associé n'est pas le maître absolu de l'officine, puisqu'il en partage la propriété avec ses co-associés. On se trouve donc en présence d'un morcellement de la responsabilité qui n'est manifestement pas en harmonie avec le but poursuivi par le législateur. Admettre la validité de tels groupements sans aucune distinction, c'est sans nul doute faire preuve d'une trop grande complaisance vis-à-vis des principes. Mais pour envisager cette question avec bienveillance, il faut ne pas être trop rigoriste.

Quelles sont donc les sociétés qui s'adaptent le mieux à la profession pharmaceutique ? Si l'on fait appel à l'autorité lointaine des Lettres Patentes du Roi du 10 février 1780, on trouve que l'article 19 permet aux Maîtres apothicaires et à eux seuls de s'associer.

Dans cet ordre d'idées, la société en nom collectif peut être jugée licite, chaque membre ayant une responsabilité illimitée qui semble de nature à sauvegarder suffisamment l'intérêt des malades. Toutefois, s'il y a plusieurs officines, l'être social ne doit pas en posséder un nombre supérieur à celui des associés, afin de réserver à chacun d'eux la direction personnelle et exclusive d'un établissement, étant bien entendu d'autre part que chaque pharmacien n'est pas propriétaire par ailleurs d'une officine, ce qui le mettrait à la tête de plusieurs pharmacies simultanément. On peut s'étonner certes de la stricte application de cette dernière condition aux membres considérés *ut singuli* et de sa non-application à la personne morale. Ceci fait dire à M. Percerou (3) que « si l'on s'en tient à l'idée de la gérance exercée par un pharmacien, à l'idée de la personnalité de la charge, à l'idée que son titulaire doit être personnellement responsable et seul responsable de toutes les conséquences de l'exploitation de façon à appeler son attention plus vigilante sur cette exploitation, il faut dire qu'on ne peut pas partager la responsabilité d'une exploitation d'officine pharmaceutique, pas plus qu'on ne peut partager la responsabilité d'un office ministériel ». Par conséquent, la validité d'une société en nom collectif ne peut être soutenue qu'au prix d'une sérieuse entorse aux principes.

Pour la société en commandite, un obstacle sé-

(3) Cours de Droit Commercial (1935-1936).

rieux se présente : si le commandité est responsable sur tous ses biens, il n'en est pas de même du commanditaire qui voit sa responsabilité limitée à son apport. A ce sujet, un arrêt de la Cour de Paris en date du 18 juin 1934 (D.H. 1934, p. 465) précise que la réunion sur la même tête des qualités de gérant et de propriétaire est exigée par le législateur pour assurer au pharmacien « une indépendance absolue dans l'exercice de sa profession et corrélativement lui imposer à l'égard des tiers une responsabilité personnelle entière et sans restriction ». Or, c'est précisément ladite responsabilité qui se trouve limitée dans ce type de société en ce qui concerne les commanditaires. La même observation a trait aux sociétés à responsabilité limitée et anonymes. Au surplus, l'inégalité des apports respectifs des membres, s'ils ont théoriquement des pouvoirs identiques, ne leur donne pas le même intérêt à la bonne gestion de l'affaire. C'est pour cet ensemble de raisons que les sociétés en commandite, à responsabilité limitée et anonymes, entre pharmaciens doivent être jugées illicites.

De cette courte étude, il appert que si un commerçant ordinaire peut recourir à l'association ou à la société afin de développer ses moyens financiers et donner ainsi à son entreprise une importance plus forte, il n'en est pas de même du pharmacien dont la profession ne se confond pas avec un négoce quelconque.

Cependant, cette stricte application des principes peut ne pas tenir compte de l'évolution sociale. Certains auteurs et en particulier M. Prevot, dans sa thèse, s'élèvent contre « une jurisprudence qui menace de brider sans profit pour personne les efforts de l'industrie pharmaceutique ». Certes, la jurisprudence fait preuve de rigorisme, mais il faut recon-

naître que si elle agissait autrement, elle s'engagerait sur une pente fort dangereuse et partant, susceptible d'être bien vite descendue. Si l'on est partisan de l'adaptation, il semble préférable de demander au législateur un texte clair et précis afin de supprimer toute anarchie jurisprudentielle ou doctrinale.

4° De la Fraude de Prête-nom

Une entente illicite, constituant un mal très grave et malheureusement trop répandu, est celle qui existe entre un individu non-diplômé qui est en réalité propriétaire d'une officine et un pharmacien dont le rôle consiste à prêter à son complice, non seulement son nom, mais son diplôme. Le véritable titulaire passe donc pour le préparateur et le diplômé pour le propriétaire. Cette situation trompeuse est d'autant plus regrettable qu'elle ressemble à celle dont la régularité ne peut être suspectée, le pharmacien pouvant avoir un ou plusieurs préparateurs soumis à sa surveillance. Dans ce dernier cas, la gérance et la propriété sont bien réunies sur la tête du diplômé, mais celui-ci s'entoure pour la préparation des médicaments de personnes qu'il salarie et qui se trouvent par conséquent dans une situation dépendante. Lorsqu'il y a fraude de prête-nom, au contraire, le pharmacien est en quelque sorte le salarié du non-pharmacien. Celui-ci est en effet le seul maître de l'officine qui lui appartient, mais sa compétence en matière pharmaceutique est loin d'être garantie. C'est déjà un grave danger pour le public. Mais ce risque est atténué si le non-diplômé a la sagesse de laisser le pharmacien à la tête de la pharmacie. Il n'en est pas toujours ainsi ; alors le

gérant administre l'officine, le pharmacien n'y venant que bien rarement et ne pouvant de cette façon prendre aucune part active à sa direction. D'autre part, un inconvénient sérieux pour la santé publique résulte du fait que le non-diplômé n'offre pas plus de garantie au point de vue déontologique que technique. L'acquisition d'une pharmacie est pour lui une opération à caractère strictement commercial dont il entend tirer parti. L'aspect financier étant seul envisagé et se trouvant en opposition flagrante avec l'intérêt bien compris du malade, c'est finalement au détriment de celui-ci que la fraude a lieu. Comme tel n'est pas le but de la pharmacie, cette situation est éminemment regrettable. Les clients, en effet, en souffrent s'ils n'en meurent pas.

De telles pratiques sont difficiles à déceler, les intéressés prenant d'innombrables précautions pour donner le change et se trouvant largement documentés sur ce point par certains hommes d'affaires. Malgré cela la façon d'agir du prête-nom montre qu'il y a de sa part un défaut de surveillance manifeste, si son soi-disant préparateur gère seul, ou bien que sa liberté d'action est restreinte si lui, le véritable pharmacien, a la direction technique de l'officine. Mais ces faits ne sont perceptibles qu'à la suite d'observations minutieuses. Cependant, en dépit de toutes les précautions prises par les intéressés, la fraude peut être révélée par une parole imprudente, une confidence ou bien tout simplement par la mésentente des deux complices, le prête-nom estimant que la somme qui lui est allouée est dérisoire comparativement aux bénéfices réalisés, ou désirant seulement reprendre sa liberté pour acquérir une officine après fortune faite.

Dans un autre ordre d'idées, le prête-nom est le procédé classique employé par certains diplômés

étrangers pour s'immiscer dans le corps pharmaceutique français. A l'abri du diplôme d'un pharmacien sans officine, jeune de préférence afin que sa rétribution soit moins onéreuse, mais sans que cela soit une condition *sine qua non*, l'étranger vient concurrencer les diplômés nationaux.

Certes le mal est grave et M. Thuret écrit à ce sujet dans l'Argus des Pharmaciens du 15 juin 1931 : « Il ne m'est pas possible de rencontrer un confrère au cours de mes pérégrinations sans l'entendre se plaindre amèrement d'un voisinage plus ou moins légal et qui, bien entendu, se trouve être la principale cause des maux de la profession. » Malheureusement, les moyens pratiques d'enrayer de telles activités occultes et néfastes sont jusqu'à présent inexistants bien que légalement ce genre d'association tombe sous le coup de l'article 25 de la loi du 21 Germinal An XI. Il y a en effet violation du principe d'indivisibilité de la propriété et de la gérance, et partant exercice illégal de la pharmacie.

SECTION II. — DÉTENTION DE TOXIQUES

Les substances vénéneuses en raison du danger qu'elles présentent sont l'objet d'une réglementation stricte, tant au point de vue de leur détention que de leur emploi ou de leur délivrance. Elles sont divisées en trois tableaux : A, B et C, les deux premiers contenant la liste des substances vénéneuses proprement dites et le troisième celle des produits simplement dangereux. Les toxiques du tableau A sont les plus nombreux et les règles édictées pour eux peuvent être considérées d'après le rapport ayant précédé le décret du 14 septembre 1916 (J.O. du 19 septembre 1916) « comme la réglementation de droit commun des substances vénéneuses ». Le tableau B en comporte un petit nombre formant la liste des stupéfiants qui font l'objet d'un régime particulièrement sévère. Enfin le tableau C renferme les substances dont la toxicité est moins élevée, mais dont l'emploi présente malgré tout un danger suffisamment important pour que certaines mesures de précautions soient prises à leur égard.

Pour les toxiques des tableaux A et B, il résulte des articles 3, 18 et 36 qu'ils doivent être placés dans des armoires fermées à clef. Mais la fermeture à elle seule ne suffit pas ; il faut encore que la clef ne soit pas confiée à n'importe qui. Un pharmacien a été condamné par le Tribunal de la Seine le 2 août 1865 pour avoir laissé l'armoire aux poisons à la disposition d'un élève ayant déjà accompli un stage de deux ans. Suivant la même ligne de conduite, la

Cour de Rennes, le 29 décembre 1869 (D.P. 1872-2-38) a condamné un pharmacien et son gendre pour homicide involontaire et inobservation des règlements à six jours d'emprisonnement et solidairement à 100 francs d'amende « considérant, dit cet arrêt, que G... a commis l'imprudence grave de s'absenter pendant plusieurs heures de son officine, en en confiant la garde à D... son gendre, qu'il savait étranger aux notions élémentaires de la chimie... et laissant à sa disposition une quantité considérable d'émétique, laquelle n'était pas tenue sous clef dans un endroit sûr comme le prescrivent impérieusement les règlements (ord. 29 oct. 1846, art. 11)... ; que, par une déplorable méprise, au lieu d'une dose de tartrate soluble de potasse..., D... a vendu et livré 30 grammes d'émétique (tartrate de potasse et antimoine)... ». Pour les toxiques du tableau A, mais pour eux seulement, l'article 3 permet qu'ils soient mis simplement « dans des locaux où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'établissement », cette faculté étant expressément écartée pour les stupéfiants par l'article 36 qui déclare : « toute quantité trouvée en dehors desdites armoires sera saisie ». Lorsqu'il s'agit de toxiques du tableau A, destinés à un usage industriel ou agricole, il est possible de mettre dans les armoires ou les locaux sus-visés d'autres substances à l'exclusion toutefois de celles destinées à l'alimentation de l'homme ou des animaux et dans le cas où le détenteur exerce le commerce de ces derniers produits, « aucune communication intérieure directe ne doit exister entre l'établissement et ses dépendances où s'exerce ledit commerce et les locaux où sont détenues des substances vénéneuses ». Mais cette séparation de locaux ne s'applique pas au pharmacien (article 3). Il lui est formellement interdit de placer dans

l'armoire aux poisons d'autres produits que ceux mentionnés aux tableaux A et B (art. 18 et 36). Ainsi, il y a infraction si l'armoire renferme un toxique inscrit au tableau C. Les dispositions de l'article 4 du décret de 1916, applicables au pharmacien en vertu de l'article 18, lui prescrivent de n'employer aucun des récipients ayant servi à contenir des substances des tableaux A et B pour les produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Ces toxiques ne peuvent être détenus en vue de la vente autrement que renfermés dans des enveloppes ou récipients portant une étiquette de couleur rouge-orangée fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée. Sur cette étiquette doit être inscrit en caractères noirs très apparents le nom de ces substances tel qu'il figure dans le tableau annexé au décret. En outre, la mention « Poison » doit figurer sur une bande de même couleur faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient.

Pour les substances du tableau C, l'article 41 du décret du 14 septembre 1916 n'exige pas comme pour celles des tableaux précédents qu'elles soient placées dans des armoires fermées à clef, mais prescrit simplement de les tenir séparées de celles non dangereuses et notamment des produits destinés à l'alimentation. Il ajoute qu'elles doivent être renfermées dans des récipients ou enveloppes avec une inscription indiquant le nom de la substance tel qu'il est désigné au décret et avec une bande de couleur verte portant inscrit le mot « Dangereux » en caractères très apparents.

En ce qui concerne la détention en vue de la vente des teintures et lotions pour cheveux, des fards, cosmétiques et produits de toilette contenant des substances du tableau C, elle ne peut avoir lieu

que dans des récipients portant une étiquette avec mention de leur composition et une bande de couleur verte avec le mot « Dangereux ».

D'autre part, lorsqu'il s'agit de médicaments renfermant des substances vénéneuses de l'un des trois tableaux, mais à doses faibles, l'arrêté du 2 mars 1938 (J.O. du 9 mars 1938), modifiant celui du 18 novembre 1937, précise que ne sont pas applicables les dispositions du Chapitre II, titre I, du décret du 14 septembre 1916 au rang desquelles se trouve l'article 18 précité, ni celles des articles 36 et 41 figurant respectivement aux Titres II et III. Par conséquent, tout ce qui a trait à la détention et à l'étiquetage est lettre morte pour ces préparations.

SECTION III. — OBLIGATION DE NE DÉLIVRER
TOUTE PRÉPARATION QUE SUR ORDONNANCE
ET EN CONFORMITÉ AVEC CELLE-CI

L'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 « fait prohibition et défense aux apothicaires de donner les compositions mentionnées audit dispensaire ou autres, par eux faites, aux malades sur autres ordonnances que celles des docteurs de ladite Faculté licenciés d'icelle ou autres ayant pouvoir d'exercer la médecine dans cette ville et faubourgs de Paris et sans ordonnances datées et signées desdits docteurs, licenciés et autres ayants pouvoir, desquelles ordonnances lesdits apothicaires seront tenus de tenir bon et fidèle registre, le tout sous les peines portées par les ordonnances, édits, déclarations et arrêts de la Cour (500 livres d'amende) ». Il en résulte que les apothicaires ne peuvent, dès cette époque, délivrer à leurs clients des préparations médicamenteuses sans ordonnances ou, ce qui revient au même, sous le couvert d'ordonnances émanant de personnes n'ayant pas qualité pour prescrire. Les pharmaciens doivent en outre tenir registre des prescriptions réalisées par eux. Ce régime n'a pas subi de modifications du fait de la loi du 21 Germinal An XI. D'après l'article 32 de celle-ci, les pharmaciens ne peuvent « livrer et débiter des préparations médicinales ou drogues composées quelconques que d'après la prescription qui en sera faite par les docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé et sur leur signature ».

a) *Qui peut prescrire ?*

Le titre d'officier de santé a disparu depuis la loi du 30 novembre 1892, en ce sens qu'il n'a plus été décerné qu'aux élèves ayant pris à cette date leur première inscription pour l'officiat (4). De plus, par mesure spéciale, l'article 29 de cette loi a permis aux officiers de santé en exercice à la même époque de continuer leur activité professionnelle et par conséquent de rédiger des ordonnances. La même loi, partiellement modifiée par celle du 26 juillet 1935, a supprimé le grade de docteur en chirurgie (article 8). Désormais le chirurgien est assimilé au médecin ordinaire et porte comme lui le titre de docteur en médecine avec les mêmes prérogatives. « Nul ne peut exercer la médecine, dit l'article 1^{er} de cette dernière loi, ou l'art dentaire en France, s'il n'est muni du diplôme d'Etat français de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste... ». En ce qui concerne l'exercice de l'art dentaire, comme celui de la profession de sage-femme, l'article 19 du décret du 14 septembre 1916, modifié par les arrêtés des 20 juillet 1927 et 7 juillet 1931, et les décrets des 20 mars 1930 et 9 novembre 1937 portant règlements d'administration publique pour l'application de la loi du 19 juillet 1845 sur le commerce des substances vénéneuses, précise que les pharmaciens peuvent délivrer certaines desdites substances « sur la prescription d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme diplômée ». La liste de ces toxiques est fixée par arrêté du 22 mai 1917 du Ministre de l'Intérieur. Le pharmacien engage donc sa responsabilité s'il délivre d'autres substances que celles qu'il lui est

(4) Loi du 30 novembre 1892, article 31.

permis de débiter sur prescription d'un dentiste ou d'une sage-femme. En outre il ne peut livrer des substances vénéneuses pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire que sur ordonnances émanant soit d'un médecin, soit d'un vétérinaire. Le débit d'un médicament sur prescription de toute autre personne équivalant à la délivrance d'une drogue composée sans ordonnance.

b) *Délivrance de médicaments sans ordonnance*

L'interdiction édictée par l'article 32 de la loi de Germinal An XI ne concerne pas les produits simples non toxiques pour lesquels aucune ordonnance n'est exigée mais s'applique à toutes les drogues composées sans exception. Cette règle peut sembler très rigoureuse, mais elle ne permet aucun compromis. Cependant certains tribunaux estiment qu'une ordonnance n'est pas nécessaire lorsque la préparation pharmaceutique a un caractère inoffensif, confirmant la très large tolérance qui existe pratiquement vis-à-vis de l'interdiction formelle dudit article 32. Mais d'autres décisions n'ont pas suivi cette voie ainsi qu'en témoigne l'arrêt du 19 mars 1903 de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation (5). La délivrance de médicaments ne peut avoir lieu sans ordonnance « alors même que ces préparations seraient d'un usage courant et ne présenteraient par les proportions dont elles sont composées aucun danger ». Ce même arrêt ajoute que l'infraction ci-dessus a sa sanction dans l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 (500 fr. d'amende). Certes, une stricte application de ce

(5) D.P. 1912-5-1.

principe ne serait pas sans apporter une perturbation dans les habitudes des pharmaciens. Mais, comme le faisait remarquer à l'Ecole de Médecine le 8 novembre 1938 M. Radais, Doyen honoraire de la Faculté de Pharmacie de Paris, les dispositions de cet article ne sont pas abrogées et constituent un frein à la tolérance acceptable et à celle qui ne l'est pas. Ainsi lorsque certains prennent quelques libertés vis-à-vis de la législation en vigueur, c'est à leurs risques et périls, surtout lorsqu'il s'agit de poisons. « Spécialement l'impotence, l'état morbide et la déchéance physique occasionnés au plaignant par la délivrance sans ordonnance de médecin et dès lors sans contrôle médical de doses répétées de morphine et de cocaïne », sont imputables au pharmacien (Cr. 22 septembre 1904. D.P. 1907-1-392). Il en est de même du débit de chlorhydrate de morphine sans prescription médicale, cet acte étant de nature à motiver une condamnation pour blessures par imprudence (Seine, 13 août 1888). D'ailleurs, s'il est interdit de délivrer sans ordonnance des médicaments composés renfermant des toxiques, le débit des substances vénéneuses elles-mêmes non mélangées est également prohibé.

« Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses sont punies, d'après la loi du 19 juillet 1845 modifiée par celles des 12 juillet 1916 et 13 juillet 1922, d'une amende de 100 francs à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois ou de l'une de ces deux peines seulement. » Si les infractions concernent des stupéfiants tels que l'opium brut et officinal, l'extrait d'opium, la morphine et les autres alcaloïdes de l'opium (codéine exceptée), leurs sels et dérivés, la cocaïne, ses sels et ses dérivés, le haschisch et ses préparations, l'em-

prisonnement est alors de 3 mois à 2 ans et l'amende de 1.000 francs à 10.000 francs, ces deux peines pouvant être appliquées simultanément ou séparément, comme dans le cas précédent. Le Tribunal peut, en outre, prononcer l'interdiction des droits civiques pendant une durée de 1 an à 5 ans.

Dans certains cas, la délivrance sans ordonnance de médicaments renfermant des substances vénéneuses peut être licite. Il en est ainsi d'après le décret du 14 septembre 1916 lorsqu'elle est faite à un praticien. Pour les toxiques des tableaux A et B, l'article 27 de ce décret permet au pharmacien de les débiter aux médecins et vétérinaires uniquement sous la forme pharmaceutique compatible avec l'emploi médical, ces substances étant destinées à être employées par eux, soit dans les cas d'urgence, soit pour des opérations, pansements ou injections. Mais le pharmacien doit exiger une demande écrite datée et signée, indiquant lisiblement le nom et l'adresse de son auteur et énonçant « en toutes lettres les doses des substances vénéneuses entrant dans les préparations ». Il peut également délivrer aux chirurgiens-dentistes et sages-femmes dans les conditions précédentes et pour l'exercice de leurs professions certains toxiques dont la liste figure à l'arrêté du 22 mai 1917 du Ministre de l'Intérieur. Le pharmacien, dans tous ces cas, est soumis à l'obligation d'étiquetage.

Pour les substances du tableau B uniquement, il n'est permis de les délivrer qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou les communes contiguës si celles-ci sont dépourvues d'officine (article 38, modifié par le décret du 20 mars 1930. Gaz. Pal. 1930-1-1030). Quant au débit en nature de ces produits auxdits praticiens, il est purement et simplement prohibé. Enfin l'article 38 oblige les pharma-

ciens à « conserver pendant 3 ans pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente, les demandes émanant des médecins, des vétérinaires, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes et en adresser un relevé à la fin de chaque trimestre au préfet de leur département ». Ces bons de commande permettent au médecin de s'approvisionner en stupéfiants, non seulement pour l'exercice de sa profession, mais pour son usage personnel. En effet, aucune disposition légale ne l'empêche de se soigner lui-même et le décret du 14 septembre 1916 autorise la délivrance de ces substances en dehors des cas d'urgence, « pour des opérations, pansements ou injections, sans se préoccuper du nombre des injections, ni des circonstances dans lesquelles elles doivent être faites » (Trib. corr. de la Seine, 7 juin 1920 et en appel : Cour de Paris, 14 décembre 1920. Gaz. Pal. 1921-1-82).

En ce qui concerne les substances du tableau C, l'article 43 du décret du 9 novembre 1937, modifiant celui du 14 septembre 1916 précise que les dispositions de l'article 22 sont applicables. Or, d'après ces dernières, les pharmaciens doivent inscrire sur un registre spécial de vente, non seulement les ordonnances prescrivant des toxiques, mais également les demandes de médecins, vétérinaires, chirurgiens-dentistes et sages-femmes. Par conséquent, c'est permettre implicitement la délivrance des substances du tableau C à ces praticiens sur remise d'un bon de commande. Au surplus, l'article 6 de l'arrêté du 22 mai 1917 confirme explicitement ce point de vue en déclarant que « les dispositions du Titre III (tableau C) du décret du 14 septembre 1916, ne s'opposent pas à ce que les chirurgiens-dentistes, les dentistes patentés et les sages-femmes puissent se faire délivrer par les pharmaciens les substances vé-

néneuses du tableau C nécessaires à l'exercice de leur profession ». A fortiori, il en est de même pour les médecins et les vétérinaires.

c) *Examen de l'ordonnance*

L'article 32 de la loi de Germinal exige explicitement que toute ordonnance soit revêtue de la signature de son auteur et implicitement qu'elle comporte une prescription pouvant consister soit en un simple régime, soit en une médication quelconque, soit les deux ensemble. Bien entendu, toute prescription est individuelle, puisqu'elle a trait à une personne déterminée, ce qui exclut toute formule imprimée et distribuée à tout venant. Pour les toxiques, la réglementation est plus stricte. L'article 20 du décret du 14 septembre 1916 précise que « l'auteur de la prescription est tenu sous les sanctions prévues par la loi du 19 juillet 1845 de la dater, de la signer et de mentionner lisiblement son nom et son adresse, d'énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et d'indiquer le mode d'administration du médicament ». Une fraude classique consiste à délivrer simultanément à un client plusieurs ordonnances datées différemment. La fausse date équivaut à l'absence de date. Mais de tels agissements sont bien difficiles à dépister. D'autre part, le pharmacien ne devant débiter des drogues composées ou des toxiques que sur la signature d'une personne ayant qualité pour prescrire, est tenu de s'assurer que l'ordonnance émane bien d'une telle personne. Le Tribunal Correctionnel de la Seine, (6) déclare à cet effet : « Contrevient aux

(6) Jugement du 15 novembre 1895. D.P. 1896-2-16.

dispositions de la loi le pharmacien qui délivre un médicament sur une ordonnance revêtue d'une signature illisible, sans s'assurer que cette signature » est celle d'un individu compétent.

En ce qui concerne la mention lisible du nom et de l'adresse de l'auteur de la prescription, peu importe qu'elle soit imprimée ou manuscrite (Réponse ministérielle. J.O. 1^{er} mars 1925). Quant aux autres dispositions, elles ont surtout pour but de diminuer les chances d'erreur dans la rédaction de l'ordonnance.

Erreur de rédaction dans l'ordonnance

L'erreur est toujours néfaste dans n'importe quel domaine et particulièrement dans celui-ci. Mais comme tout être humain n'est pas infaillible, la jurisprudence estime à bon droit que le devoir du pharmacien est, avant d'exécuter une prescription, d'examiner si les doses indiquées ne sont pas dangereuses pour le malade. Il ne s'agit pas de donner au corps pharmaceutique un droit de contrôle sur l'activité professionnelle du médecin en lui permettant de discuter, par exemple, le point de savoir si une préparation est bonne ou mauvaise dans tel ou tel cas. Ce n'est pas son rôle. Il doit se borner à exécuter avec exactitude et fidélité une ordonnance normale, mais refuser de réaliser une prescription manifestement erronée, et en référer aussitôt à son auteur. Le Tribunal Civil de la Seine (7) déclare à ce sujet : « Si en fait dans l'indication des doses ou des produits dont le médicament doit être composé, s'est glissée une erreur grossière, laissant croire à une inadvertance du médecin, si, par exemple, les

(7) Jugement du 7 novembre 1913. D.P. 1915-2-66.

doses prescrites sont, sans aucun doute, excessives et dangereuses, le pharmacien peut refuser de composer le remède ou en référer au médecin. » Non seulement il peut refuser l'exécution, mais il doit agir ainsi avant d'avoir averti l'auteur de la prescription et obtenu de lui, le cas échéant, la rectification de la formule. Une ordonnance concernant un enfant en bas âge, par exemple, indique un médicament composé de substances dont les doses sont applicables à un adulte. C'est une erreur manifeste qui ne doit pas passer inaperçue. Il en est de même de celle consistant à prescrire pour une pilule la dose de sulfate de strychnine qui doit être divisée entre plusieurs. « Répond de l'empoisonnement du malade le pharmacien qui, sans prévenir le médecin signataire de la prescription, exécute au pied de la lettre » une telle ordonnance (Tribunal Correctionnel de la Seine, 21 avril 1904 et sur appel : Paris 1904, Rep. de Crinon 1904, p. 422). On peut encore citer un jugement du Tribunal de Lectoure (8) condamnant un pharmacien pour l'exécution d'une potion et non d'un médicament pour usage externe renfermant 1 gr. de chlorhydrate de morphine au lieu de chlorhydrate de quinine. En somme, le pharmacien n'est responsable que si l'erreur est manifeste ou s'il lui est possible de la découvrir par une lecture attentive de l'ordonnance. En conséquence, si cette dernière ne contient rien qui puisse faire naître un doute, si les doses indiquées, tout en étant fortes, ne sont pas anormales, le pharmacien ne peut encourir une condamnation en cas d'accident. Il agira donc prudemment en interrogeant le client qui vient lui demander un médicament dangereux.

(8) Jugement du 5 avril 1895. Gaz. Trib. 30 août 1895.

d) *Exécution de l'ordonnance*

1. *Obligation de se conformer à l'ordonnance*

Hormis le cas où la prescription contient une erreur et où son auteur doit en être avisé, le pharmacien est obligé d'exécuter ponctuellement l'ordonnance, puisque d'après l'article 32 de la loi de Germinal An XI il ne peut livrer et débiter des préparations quelconques que d'après la prescription du médecin entre autres personnes, et sur sa signature. Il ne doit donc pas débiter au client un remède similaire préparé à l'avance. La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, par arrêt du 29 novembre 1907 (D.P. 1910-1-437) décide que la délivrance de remèdes officinaux analogues à ceux prescrits dans l'ordonnance constitue une contravention à l'article 32 précité.

S'il ne lui est pas permis de délivrer une préparation différente de celle figurant sur la prescription, il ne peut pas non plus remplacer un produit entrant dans la composition d'une formule par un autre de son choix. La Cour de Paris (9) estime que, non pourvu du diplôme de médecin, il commet le délit d'exercice illégal de la médecine en substituant dans la confection d'un médicament un élément à un autre. Sous cette forme, l'opinion de ladite Cour paraît condamnable car, pour que cette infraction existe, il faut qu'il s'agisse d'un délit d'habitude. Par conséquent, le coupable est celui qui, non content de modifier une formule par hasard, a coutume d'agir ainsi. Un jugement du Tribunal de Nevers

(9) Paris, 26 mars 1870, D.P. 1870-2-134.

(10) aux termes duquel le pharmacien qui modifie une seule ordonnance ne commet aucune infraction est donc plus juste. Mais il n'en est pas moins vrai que dans ces deux espèces le pharmacien contrevient à l'article 32 de la loi de Germinal.

Jusqu'à présent, seule la modification volontaire de l'ordonnance a été envisagée mais il convient de ne pas passer sous silence l'hypothèse dans laquelle l'inadvertance, l'inattention sont à la base de la délivrance d'une préparation non conforme à la prescription. Ce cas peut se présenter de différentes manières, soit qu'involontairement le pharmacien remplace un produit par un autre dans la composition qu'il prépare et débite au client, soit qu'il délivre à une personne un médicament destiné à une autre. S'il y a intoxication ou décès du malade, il peut être poursuivi pour blessures ou homicide par imprudence. Mais si aucun accident ne survient, l'erreur ne fera en principe l'objet d'aucune poursuite.

Il peut arriver également que le médicament prescrit ne convienne pas au client en raison de son état ou de son tempérament. Dans ce cas, aucune faute ne peut être reprochée au pharmacien.

Enfin une règle spéciale aux substances du tableau B trouve sa place dans le présent paragraphe : celle des sept jours (11). Non seulement il est interdit aux médecins de rédiger, mais « aux pharmaciens d'exécuter des ordonnances prescrivant pour une période supérieure à Sept jours, les substances du tableau B, lorsque la composition des préparations prescrites correspond aux conditions d'interdiction édictées » par l'article 38 du décret du 14

(10) Trib. Nevers, 3 novembre 1904. D.P. 1905-5-13.

(11) Article 39 du décret du 14 septembre 1916.

septembre 1916. Ces conditions sont énumérées ci-après.

2. Renouvellement d'ordonnances

D'après le rapport publié au Journal Officiel du 19 septembre 1916, le principe du décret ci-dessus est l'interdiction de renouvellement de toutes les préparations dont la toxicité est élevée et inversement l'autorisation pour les médicaments à usage externe ainsi que pour les drogues à usage interne lorsque la substance vénéneuse est diluée à une dose telle que sa toxicité est à peu près nulle. Il convient maintenant d'examiner dans le détail cette réglementation, et les modifications qui y ont été apportées. L'article 21 du décret du 14 septembre 1916, modifié par celui du 9 novembre 1937, permet, quand il s'agit de toxiques classés dans le tableau A, de renouveler l'exécution des ordonnances « mais seulement après un délai déterminé par le mode d'administration indiqué sur la prescription par son auteur ». Toutefois, au cas où l'ordonnance ne porte aucune mention spéciale, le renouvellement est autorisé lorsqu'elle prescrit en nature, mais à dose n'excédant pas 5 grammes, le laudanum ou la teinture de noix vomique. Par conséquent le pharmacien, d'après cet article 21, peut exécuter à nouveau une préparation médicinale sans nouvelle ordonnance. Il y a certaines exceptions au nombre desquelles figurent :

1°) L'interdiction de renouvellement mentionnée sur la prescription par son auteur ;

2°) Les prescriptions de substances du tableau A, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées ;

3°) Les prescriptions de cyanures de mercure ou de potassium, d'aconitine ou de ses sels, de digitaliné, de strophantine, de vératrine ou de ses sels, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et quelle qu'en soit la dose ;

4°) Les prescriptions de toutes autres substances de ce tableau sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et à une dose supérieure à celle indiquée dans le Codex comme dose maximum pour 24 heures.

L'auteur de l'ordonnance peut toujours faire échec à ces interdictions en mentionnant l'autorisation de renouvellement et le pharmacien est alors tenu de se conformer à cette indication.

En ce qui concerne les substances du tableau B, l'article 30 déclare : « les articles qui précèdent sont applicables à ... la vente, à la détention et à l'emploi des substances classées dans le tableau B, tant que leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent titre ». En conséquence, le renouvellement d'ordonnances est licite, à moins que celles-ci ne prescrivent des substances de ce tableau, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées. Ces deux exceptions figurant à l'article 38 sont identiques à celles concernant les substances du tableau A. Il faut y joindre l'interdiction de renouveler émanant de l'auteur de la prescription. Mais cet article ajoute : « La même interdiction (de renouvellement) s'applique aux ordonnances prescrivant des poudres composées à base de cocaïne ou de ses sels et renfermant ces substances dans une proportion supérieure à un pour mille ainsi qu'aux ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie sto-

macale et contenant des substances du tableau B à une dose les faisant tomber sous le paragr. 2 dudit tableau. » Il est à remarquer que cette prohibition n'est pas libellée de la même façon à l'article 21 au sujet des substances classées dans le tableau A et à l'article 38 au sujet de celles du tableau B. En effet, d'après le premier de ces deux articles, « ne peuvent être exécutées à nouveau à moins d'indication contraire de l'auteur de la prescription... », certaines ordonnances tandis qu'à l'article 38 l'interdiction est formelle et aucune indication contraire ne peut s'y opposer. De cette différence de rédaction il résulte qu'en dépit d'une autorisation du médecin, il est expressément interdit au pharmacien de renouveler une ordonnance prescrivant des substances du tableau B dans les cas spéciaux signalés ci-dessus. Toutefois, peuvent être exécutées à nouveau les prescriptions ordonnant des préparations absorbables par la voie stomacale, « mais ne contenant pas plus de 250 milligrammes d'opium officinal, ni plus de 25 milligrammes de morphine, de benzoyl-morphine, d'hydrocodéinone, de dihydroxycodéinone, de cocaïne, ainsi que les ordonnances prescrivant en nature le laudanum à une dose n'excédant pas 5 grammes. »

Pour les substances du tableau C, le renouvellement est permis après un délai déterminé par le mode d'administration indiqué sur la prescription par son auteur (article 43, décret du 9 novembre 1937).

SECTION IV. — OBLIGATION DE SE CONFORMER AU CODEX

Tous les apothicaires de la ville de Paris et de ses faubourgs, d'après l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, sont « tenus de se conformer au nouveau dispensaire fait par les suppliants (c'est-à-dire les doyen et docteurs régents de la Faculté de Médecine de Paris) pour la composition des remèdes y mentionnés » sous peine de 500 livres d'amende. Un recueil de médicaments est constitué dès cette époque ; son application est évidemment locale, mais cet essai, sans constituer le premier Codex, n'en est pas moins à l'origine. Ce formulaire parisien n'est pas resté une œuvre isolée. En effet, l'article 32 de la loi de Germinal An XI prescrit aux pharmaciens de se conformer « pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les Ecoles de Médecine ». Mais l'unité dès ce moment est envisagée par l'article 38 de cette loi. Le Gouvernement doit charger les professeurs des écoles de médecine réunis aux membres des écoles de pharmacie, de rédiger un Codex contenant les préparations qui devront être tenues par les pharmaciens. Comme il s'agit d'une œuvre de portée générale, l'article 38 précise que ce formulaire doit se référer à des « préparations assez variées pour être

appropriées à la différence du climat et des productions des diverses parties du territoire français ; il ne sera publié qu'avec la sanction du gouvernement et d'après ses ordres ». Ces directives ont été suivies et ont donné naissance au Codex Medicamentarius qui est rendu exécutoire par décret et dont la détention est obligatoire pour le pharmacien d'après l'ordonnance royale du 8 août 1816. L'article 2 de celle-ci est en effet conçu ainsi : « ... Tout pharmacien tenant officine ouverte dans l'étendue de notre royaume ou attaché à un établissement public quelconque sera tenu de se pourvoir du nouveau Codex et de s'y conformer dans la préparation et confection des médicaments. » Dans la préface à la dernière édition de 1937, M. G. Roussy, doyen de la Faculté de Médecine de Paris, dit notamment que cet ouvrage « s'adresse directement au pharmacien non pour lui apprendre la pratique de son art », mais « pour l'aider dans l'exercice quotidien de sa profession. Le Codex est pour lui un dictionnaire et dont il convient qu'il se serve comme d'un dictionnaire, une grammaire et dont il sied d'user comme d'une grammaire ». Les préparations y sont décrites exactement, ce qui permet de les réaliser d'une façon uniforme. Les doses maxima de certains produits y sont mentionnées (12). Des renseignements divers y figurent également : le dosage des médicaments par gouttes, le dosage en volume, les méthodes générales d'analyse, les points d'ébullition de divers liquides sous la pression de 760 mm., des solutions étalons, des solutions titrées et de nom-

(12) Ainsi en consultant le tableau des doses maxima pour adultes, on voit par exemple que pour l'eau distillée de Laurier-Cerise, la dose maximum est de 2 gr. pour une seule dose et de 10 gr. pour 24 heures.

breuses tables ainsi que des documents législatifs. C'est donc un précieux auxiliaire auquel le pharmacien doit avoir recours en cas de doute.

De plus, le décret du 30 mars 1922 institue la publication permanente du Codex en décidant que l'insertion au Journal Officiel d'arrêtés ministériels destinés à ajouter au Codex des articles nouveaux ou à modifier ceux existants équivaut à l'insertion dans la Pharmacopée française jusqu'à la publication d'une nouvelle édition de celle-ci. En outre le pharmacien est obligé de se conformer à ces arrêtés 3 mois après la date de leur publication, comme il est astreint d'autre part à respecter le Codex pour tous les remèdes préparés à l'avance et tenus par lui dans son officine, sauf bien entendu pour des médicaments réalisés suivant prescriptions médicales. Toutefois, l'obligation ci-dessus ne concerne pas les produits vendus à titre de boissons rafraîchissantes (Amiens, 13 juin 1867, D.P. 1869-2-11). Celles-ci ne sont pas considérées comme des préparations médicamenteuses, mais comme de simples produits hygiéniques, leurs compositions ne les destinant pas à un emploi curatif surtout si cela est mentionné sur les étiquettes ou prospectus accompagnant les flacons. De plus, « l'obligation de respecter le Codex, écrit M. Renard dans un ouvrage déjà cité, ne concerne pas les produits de laboratoire : ce qui est puni, ce n'est pas la détention de produits non conformes au Codex, mais la vente ou la détention en vue de la vente ». La Cour de Cassation dans un arrêt du 1^{er} juin 1911 (Gaz. Pal. 1911-2-259), émet un avis quelque peu différent puisque toute préparation non conforme est tenue pour délictueuse si elle est trouvée dans l'officine. « La poudre de noix vomique, dit cette décision, étant ... une préparation pharmaceutique, D... ne pouvait la tenir et la

mettre en vente qu'en sa qualité de pharmacien et l'infraction à la loi résulte de la seule détention par un pharmacien de cette préparation non conforme au Codex, dans le magasin ou l'officine où se vendent habituellement des drogues ou médicaments ». Dans cette opinion, ce qui importe ce n'est pas le but poursuivi par le détenteur, mais le lieu de la détention en raison de la présence à cet endroit de drogues destinées à la vente.

D'après une circulaire du Ministre de l'Agriculture aux pharmaciens inspecteurs en date du 8 juin 1912, il est permis de détenir du laudanum ou de la teinture d'iode préparés suivant les formules établies par une ancienne édition du Codex ou même suivant une formule qui ne figurerait dans aucune de ses éditions successives à condition de mentionner sur l'étiquette du flacon l'édition du Codex d'après laquelle la préparation a été réalisée ou bien dans le second cas envisagé la composition exacte du produit. Il importe donc d'établir une discrimination entre les produits inscrits au Codex, soit aux anciennes éditions, soit encore aux Pharmacopées étrangères et les préparations qui ne sont mentionnées nulle part.

Produits inscrits au Codex

Toute préparation figurant à la Pharmacopée française ou susceptible d'être confondue avec l'une des dénominations du Codex doit avoir la composition indiquée dans la dernière édition, compte tenu des additions ou modifications par arrêté la complétant. Ainsi, le 14 février 1911, le Tribunal Correctionnel de la Seine (La loi, 20 février 1911) a jugé répréhensible le fait d'avoir préparé de l'eau de lau-

rier-cerise titrant 50 % d'acide cyanhydrique conformément à l'ancienne édition du Codex, alors que d'après celle de 1908 en vigueur à cette époque, elle devait titrer 100 %. De tels agissements sont contraires aux articles 32 de la loi de Germinal An XI et 2 de l'ordonnance royale du 8 août 1816. La méconnaissance de ces dispositions constitue à elle seule une infraction sans que la mauvaise foi de l'agent soit exigée, tandis que suivant la loi du 1^{er} août 1905, l'intention frauduleuse doit toujours exister pour qu'il y ait délit de falsification de substances médicamenteuses ou de tromperie sur les qualités substantielles de la marchandise vendue. Il résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation (Crim. 11 janvier 1913, D.P. 1915-1-62) qu'un produit médicamenteux doit être regardé comme altéré si la dose prescrite par le Codex ne s'y retrouve pas et s'il est impossible de considérer qu'une dose suffisante ait été mise dans la préparation au début de celle-ci, compte tenu de la déperdition qui a pu se produire en cours de préparation. Au surplus, à l'insuffisance de la dose initiale d'un élément (l'iode par exemple) peut s'ajouter la substitution d'une substance à une autre (emploi de tannin de ratanhia aux lieu et place de tannin officinal) dans la préparation d'un médicament (extrait fluide pour sirop iodotannique). « Toute falsification d'un produit médicamenteux présenté comme devant permettre d'obtenir selon une formule conforme au Codex un remède officinal, constitue, d'après l'arrêt ci-dessus, l'altération de ce produit », suivant les termes de l'art. 3, 3^e al. de la loi du 1^{er} août 1905. Peu importe que cette modification à la formule du Codex ait soi-disant pour but une amélioration de la préparation.

Produits inscrits aux anciens Codex

Lorsqu'une préparation officinale figurant à un ancien Codex n'est pas reproduite par la dernière édition, elle peut être malgré cela réalisée par le pharmacien sans qu'il s'expose à commettre l'infraction prévue par l'article 32 de la loi de Germinal. Une seule obligation lui est alors imposée : celle de mentionner sur l'étiquette apposée sur le flacon ou récipient l'édition du Codex d'après laquelle le produit a été fabriqué. Mais est-il permis à un pharmacien de composer un médicament suivant une formule d'un ancien Codex lorsque la préparation figure à la dernière édition avec certaines modifications ? A cette question, il semble logique et équitable de répondre par l'affirmative à condition toutefois que l'étiquette du flacon mentionne, comme dans le cas précédent, l'édition à laquelle correspond le remède. En voici la raison : « Par définition, la pharmacopée enregistrée et ne prophétise pas, dit M. le Doyen Roussy. Elle appartient au passé dont elle entérine les conquêtes et au présent dont elle accepte et recueille, non les hypothèses, mais les certitudes. » C'est donc une œuvre essentiellement dynamique. La dernière édition du Codex et ses suppléments représentent l'état le plus avancé de la science pharmaceutique. Il est par conséquent normal que les ultimes découvertes ou perfectionnements soient mis à la disposition du public le plus rapidement possible. C'est pourquoi le produit inscrit au Codex en vigueur doit être normalement délivré. Si la préparation mise en vente ne correspond pas au dernier état de la pharmacopée, il appartient alors au pharmacien d'en avertir le client au moyen d'une inscription sur l'étiquette. Le produit est con-

forme à une formule périmée, mais n'en possède pas moins un effet curatif et permet d'atteindre ainsi le but poursuivi.

*Produits inscrits dans les Pharmacopées
étrangères*

La liste des pharmacopées étrangères est contenue dans le Codex français. Afin d'éviter toute confusion avec les préparations inscrites à celui-ci, le pharmacien doit indiquer en caractères gras sur les étiquettes des flacons contenant de tels produits le nom du pays dans la pharmacopée duquel ils sont inscrits ainsi que leur teneur en principes actifs.

Produits non inscrits

Lorsqu'un pharmacien réalise une préparation ne figurant à aucune des éditions successives du Codex, il est obligé de mentionner sur l'étiquette la composition du produit pour que celui-ci ne puisse pas être considéré comme remède secret.

En ce qui concerne la peine applicable en cas de manquement à l'obligation de se conformer au Codex, elle consiste en une amende de 500 francs, conformément à l'arrêt du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 et à l'article 2 de l'ordonnance royale du 8 août 1816.

SECTION V. — INTERDICTION DE VENDRE
DES REMÈDES SECRETS

« Ils (les pharmaciens) ne pourront vendre aucun remède secret », suivant l'article 32 de la loi du 21 Germinal An XI. Quant à l'article 36 de ladite loi, il déclare: « Toute annonce et affiche imprimée qui indiqueraient des remèdes secrets sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohibées ». Que faut-il entendre par remède secret ? D'après le décret du 25 Prairial An XIII, il ne peut s'agir d'une préparation approuvée antérieurement à la loi de l'An XI et dont la distribution a été permise dans les formes alors usitées. De plus, cette expression ne s'applique pas suivant ce même décret au médicament dont la composition n'est pourtant pas divulguée mais qui a été ou sera approuvée par une école ou société de médecine et dont la distribution a été ou sera permise par le gouvernement.

Le décret du 18 août 1810 supprimant en ce qui concerne les remèdes déjà autorisés les permissions accordées aux inventeurs ou propriétaires de compositions dont ils ont seuls la recette et leur enjoignant pour les médicaments dont le débit n'a pas encore été autorisé, d'en remettre la recette au Ministre de l'Intérieur, ordonne d'autre part dans son article 6 que le secret soit publié sans délai. « Nulle permission, ajoute l'article 8 du décret ci-dessus, ne sera accordée désormais aux auteurs d'aucun remède simple ou composé dont ils voudraient tenir la

composition secrète... » En conséquence, il convient de préciser les voies normales de vulgarisation. Il y a en premier lieu le Codex, puis en cas d'achat d'une formule par le gouvernement selon le décret de 1810, la publication du secret par ledit gouvernement, puis la publication dans le Bulletin de l'Académie de Médecine créée par ordonnance royale du 20 décembre 1820 pour répondre entre autres choses aux demandes du gouvernement sur l'examen des remèdes nouveaux et des médicaments secrets. « Les remèdes qui auraient été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie Nationale de Médecine, déclare l'article 1^{er} du décret du 3 mai 1856, et dont les formules approuvées par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, conformément à l'avis de cette compagnie savante, auront été publiées dans son bulletin avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, cesseront d'être considérés comme remèdes secrets. Ils pourront être, en conséquence, vendus librement par les pharmaciens en attendant que la recette en soit insérée dans une nouvelle édition du Codex. » D'autre part, il faut également écarter de la notion de remède secret tout médicament préparé suivant une ordonnance médicale précisant la composition du produit soit par une référence au Codex, soit par une formule détaillée.

Ainsi la dénomination de remède secret englobe toutes les préparations non conformes au Codex, celles qui n'ont été ni achetées et rendues publiques par le gouvernement, ni publiées dans le bulletin de l'Académie de Médecine et celles qui ne sont pas magistrales (13). Mais il convient d'ajouter que le

(13) Cr. 8 décembre 1906, D.P. 1907-1-113 et sur renvoi Caen 7 mars 1907, D.P. 1909-2-7 ; Paris, 6 avril 1908, D.P. 1907-2-117 ; Orléans, 19 mars 1907, D.P., 1909-2-315.

décret du 13 juillet 1926 (Gaz. Pal. 1926-2-787) est venu apporter quelques retouches à cette importante question. Avant d'examiner le dernier état de celle-ci, il ne semble pas inutile de souligner son évolution.

Avant 1926, en dehors des modes de vulgarisation envisagés précédemment, il n'en existe pas d'autres. Lorsqu'une formule est publiée dans des ouvrages de médecine ou de pharmacie, le caractère de remède secret subsiste, une telle publication n'ayant pas aux yeux des magistrats (14) un caractère légal. De même lorsque d'après les déclarations des médecins les plus recommandables et la place qu'ils occupent dans la pratique, l'efficacité de ces médicaments est attestée, ceux-ci n'en ont pas moins le caractère de remèdes secrets (Toulouse, 25 août 1857. Sir. 1857-2-694). Mais en ce qui concerne les préparations médicamenteuses dont la vente a été autorisée antérieurement au décret du 11 août 1810 une espèce intéressante s'est présentée devant le Tribunal correctionnel d'Avesnes le 22 mai 1928 (D.H. 1928-536) puis devant la Cour de Douai le 11 avril 1929 (D.H. 1929-356). Il s'agissait en l'occurrence de la pommade pour les yeux dite « de la veuve Farnier ». Cette préparation ayant fait l'objet de deux autorisations avant 1810, le décret du 11 août 1810 les a supprimées. Mais celui du 26 décembre 1810 ayant décidé que les remèdes déjà examinés, ce qui était le cas, n'auraient pas à subir un nouvel examen et que les commissions instituées n'auraient plus à statuer que sur le montant de l'indemnité préalable due aux propriétaires, la question qui se posait était la suivante : savoir si le propriétaire d'un remède

(14) Paris, 6 avril 1906, D.P. 1907-2-117.

ayant rempli toutes les formalités nécessaires pour faire régler son indemnité sans obtenir de résultat, pouvait être privé de la jouissance de son droit de propriété tant que sa demande d'indemnité n'était pas accueillie ou rejetée. La Cour constatant qu'aucune commission compétente n'existait pour statuer sur la demande, a estimé qu'il serait injuste de priver un individu de la jouissance de sa propriété. Il n'est pas possible de dire que la vente de la pommade litigieuse s'identifie avec celle d'un remède secret non autorisé, « attendu que l'obligation de publier la composition du remède secret ne s'applique pas » à ladite pommade.

D'autre part, certains produits qui n'ont pas un but curatif et ne sont par conséquent pas employés en qualité de médicaments, ne peuvent être qualifiés : remèdes secrets. Il en est ainsi des « compositions chimiques, hygiéniques, odontalgiques, cosmétiques, alimentaires ou autres qui ne sont pas destinées à entrer au corps humain en tant que médicaments » (Cr. 24 décembre 1842. Sir. 1843-1-134). Pour les préparations qui ne jouent pas exclusivement le rôle de remèdes, la solution est identique. Les compositions qui sont susceptibles d'être employées en médecine, mais qui n'ont pas cet objet exclusif ne doivent pas être considérées comme remèdes secrets. Parmi ces produits, l'arrêt ci-dessus classe certains sirops qui ne sont pas vendus uniquement par les pharmaciens, mais également par les confiseurs, liquoristes ou distillateurs. Peu importe au surplus qu'on leur attribue mensongèrement des qualités médicinales alors que ces diverses compositions ne constituent pas de véritables remèdes. Voisine de cette hypothèse se trouve celle dans laquelle on présente des médicaments comme nouveaux et dont la désignation est différente de

celle qu'ils ont habituellement, alors qu'en réalité ils sont composés suivant les formules du Codex. En pareil cas, déclare un arrêt de la Cour de Metz en date du 11 février 1857 (Sir. 1857-2-689), il n'y a pas lieu de qualifier remèdes secrets de telles préparations. Au surplus, les juges du fait apprécient souverainement si une préparation pharmaceutique est similaire d'une préparation insérée au Codex, ou si elle doit, comme en différant essentiellement, être classée comme remède secret (15) (Cr. 17 août 1857, D.P. 1868.1.44). On peut estimer à bon droit semblable-t-il, comme le fait la Cour de Metz (11 février, déjà cité), qu'il n'y a pas lieu de qualifier remèdes secrets les préparations dont la nouveauté et le mérite consistent dans des modifications peu importantes telles qu'un meilleur mode de préparation officinale, un perfectionnement dans l'emploi des substances élémentaires du remède ou l'addition d'une substance bénigne employée comme excipient, adjuvant ou véhicule, ces menues améliorations n'apportant que des retouches d'ordre secondaire pour la confection du médicament, mais aucun changement à la formule du Codex. Inversement, on ne peut admettre la plus légère modification dans le dosage

(15) MM. Briand et Chaudé citent des arrêts de la Cour de Paris des 23 novembre 1843, 10 et 20 mai 1844 déclarant remèdes secrets : « l'eau pour les yeux, dite eau de l'Épicier, eau de Provence bien qu'elle ne diffère du collyre astringent du Codex qu'en ce que la dissolution de zinc est aromatisée avec de l'eau d'iris ou de l'eau de Rose », la phlegmie, mélange de chlorure de chaux et de mercure préconisé contre les maladies secrètes (Paris, 13 mai 1843). Au contraire, ne sont pas considérées comme remèdes secrets : la pâte pectorale de Regnauld aîné (Cr. 22 janvier 1842. Sir. 1842-1-799), les pastilles de digitale de Labellonye, les pilules et pastilles de Barreswil (Dijon, 17 août 1853, D.P. 1853-2-196), la Copahine Mège (Civ. 30 janvier 1877. D.P. 1877-1-348).

des substances employées. Bien plus, un remède annoncé comme médicament nouveau propre à la guérison d'une maladie déterminée et obtenu par la combinaison de deux médicaments préparés conformément aux prescriptions du Codex constitue un remède secret alors que dans cette combinaison l'un des médicaments forme l'élément essentiel et se trouve seulement additionné d'une faible dose de l'autre à titre d'amélioration. Il en est ainsi d'après la Cour de Cassation (Cr. 28 mars 1873, D.P. 1873-1-174) d'un remède nouveau contre la gale consistant en sulfure de calcium additionné d'acide phénique, substances qui, séparément, figurent toutes deux au Codex.

Un médicament préparé suivant une ordonnance médicale ne peut être considéré comme secret, mais encore faut-il que la prescription comporte soit une simple référence au Codex, soit la désignation des substances qui entrent dans la composition et leur proportion. Si la vente d'un remède se fait sur une ordonnance ne contenant pas les précisions ci-dessus, elle a un caractère illicite, ladite prescription ne pouvant donner à cette préparation le caractère de remède magistral. Ce cas s'est présenté devant la Cour de Rouen le 10 mars 1906, puis a été soumis le 8 décembre 1906 à la Cour de Cassation (D.P. 1907-1-113) qui a cassé l'arrêt précédent et renvoyé l'affaire devant la Cour de Caen, laquelle a statué à son tour le 7 mars 1907. Il s'agissait d'un produit pharmaceutique réalisé d'après une ordonnance médicale ainsi conçue : « Régime lacté absolu. Chaque matin prendre dans un verre d'eau sucrée un paquet urotropine 1 gr. 50 ; en donner 10 semblables. » Cette prescription ne donnait donc pour le remède indiqué aucune autre indication que celle du nom sous lequel il est généralement connu sans

préciser sa composition. Or, l'urotropine obtenue par l'action de l'ammoniaque sur le formol et considérée comme non toxique, est de fabrication assez délicate et en tout cas fort longue. Par conséquent, n'importe quel pharmacien ne peut la préparer. Celui qui était chargé d'exécuter la prescription ci-dessus s'étant adressé à un laboratoire de chimie à Paris, s'était borné à délivrer au client le produit qui lui avait été expédié. La Cour de Caen, suivant le rapport présenté devant la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation par M. le Conseiller Roulier décidait « que l'urotropine n'est pas un médicament composé d'après les formules officinales insérées au Codex... ; qu'elle constitue donc un remède secret dont la vente est interdite même aux pharmaciens ; ...que G... a délivré le médicament sur la prescription d'un docteur médecin ; mais que, pour que la vente en fût licite à titre de remède magistral, il eût fallu que l'ordonnance énonçât les substances qui entrent dans la composition et les proportions dans lesquelles elles devaient être employées ; que le docteur O... s'était borné à désigner l'urotropine par son nom sans indiquer aucun des éléments qui la composent ; que par conséquent son ordonnance n'avait pas le caractère magistral et qu'en l'exécutant G... a contrevenu à l'article 32 de la loi du 21 Germinal An XI. »

Le décret du 13 juillet 1926 laissant subsister le régime antérieur décrit précédemment est venu en atténuer les rigueurs en décidant que « les médicaments simples ou composés, préparés à l'avance en vue de la délivrance au public, ne peuvent être considérés comme remèdes secrets lorsqu'ils portent inscrits sur les flacons, boîtes, paquets et emballages qui contiennent ou enveloppent les produits, le nom et la dose de chacune des substances actives entrant

dans leur composition ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien qui prépare le médicament ». Cette réglementation s'applique seulement aux substances médicamenteuses et préparations officinales destinées à la vente. Elle consiste à exiger le nom et l'adresse du pharmacien préparateur sur les récipients ou paquets qui contiennent ou enveloppent les médicaments. Il en est de même du nom et de la dose de chaque substance active entrant dans la préparation. Puis le décret précise que par substance active, il faut entendre non seulement toute substance possédant d'après l'opinion courante des propriétés médicamenteuses, mais celle qui, d'après le pharmacien préparateur contribue à l'efficacité du produit. En outre, le nom desdites substances est constitué par la dénomination scientifique usuelle et non par toute notation ou symbole chimique dont l'emploi ne peut avoir lieu qu'à titre de complément. Quant à la dose, elle doit être indiquée soit en poids par unité de prise déterminée, soit « en proportion centésimale pondérale dans la préparation ».

Les termes précis et clairs de ce décret n'ont offert jusqu'à présent qu'une seule difficulté d'interprétation concernant la place exacte de l'inscription. Faut-il en effet que la formule soit placée sur le flacon contenant le médicament, ou simplement sur l'emballage, ou bien encore sur les deux ? Tel est le problème posé par la rédaction du membre de phrase ci-après : « les flacons, boîtes, paquets et emballages qui contiennent ou enveloppent les produits ». L'analyse grammaticale du texte permet de dire que la conjonction *ou* placée entre les deux verbes « contiennent » et « enveloppent » implique l'idée d'un choix, les mots flacons, boîtes, paquets et emballages étant tous les quatre sujets des verbes

contenir et envelopper. De plus, comme l'acheteur et l'administration chargée de la surveillance des pharmacies doivent pouvoir se rendre compte aisément de la composition du produit, il est logique que le choix se porte sur le conditionnement extérieur. Mais cette remarque n'exclut pas la possibilité pour le préparateur du remède de mentionner la formule à la fois extérieurement et intérieurement, sur l'emballage et sur le flacon. Le 8 février 1941 (Gaz. Pal. 1941-1-294), la Cour de Paris vient de se prononcer sur cette question en infirmant un jugement du 24 octobre 1940 du Tribunal de la Seine qui condamnait un pharmacien à 25 francs d'amende et à 100 francs de dommages-intérêts envers la Chambre Syndicale des pharmaciens de la Seine pour n'avoir fait figurer la composition du produit vendu par lui que sur l'emballage, motif pris de ce que la fragilité naturelle de celui-ci l'expose à être déchiré ou détruit rapidement. Ne retenant pas cette raison sans portée pratique, la Cour s'en rapporte à l'analyse du texte faite ci-dessus, à l'argument de logique également mentionné et à la remarque suivante : « maints produits vendus sous la forme de pilules, pastilles, comprimés ou cachets sont contenus dans des boîtes métalliques fermées par une bande de garantie sur laquelle est inscrite la formule exigée par le décret de 1926 ; ... pour ouvrir ces boîtes... il est nécessaire de déchirer la bande de garantie, ce qui fait disparaître du même coup le nom ou la dose de chacune des substances actives entrant dans la composition de ces remèdes ; ... les fabricants de ces produits n'en sont cependant pas moins en règle avec la loi au moment de leur mise en vente ; ... il en est de même de nombre de médicaments liquides contenus dans des ampoules pour injections sous-cutanées ou intra-mus-

culaires » sauf pour les liquides injectables toxiques pour lesquels il est nécessaire d'inscrire la formule sur chaque ampoule. Enfin l'arrêt conclut que le but poursuivi par le législateur dans l'intérêt de la santé publique se trouve atteint dès que les remèdes mis en vente ou vendus portent sur leur conditionnement extérieur mention de leur composition. Ceux-ci ne peuvent donc pas passer pour secrets. Mais si la formule ne figure ni sur l'emballage, ni sur le flacon, ni sur la boîte ou le paquet contenant le médicament vendu, ce remède tombe sous le coup de l'article 32 de la loi de Germinal. D'autre part, si ladite formule ne correspond pas à la composition réelle du produit, il y a infraction à la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes.

L'interdiction prononcée par l'article 32 ci-dessus concerne exclusivement la vente. Y a-t-il lieu d'étendre cette prohibition à la mise en vente ? Certes les dispositions de droit pénal sont de droit étroit et par conséquent non susceptibles d'être étendues par analogie d'un cas à un autre. Mais il convient d'observer que l'article 36 prohibe simplement l'annonce d'un remède secret et qu'à fortiori sa mise en vente comme sa vente elle-même sont interdites.

S'appuyant sur ce même article, la Cour de Cassation (Cr. 28 mars 1873, D.P. 1873-1-174) précise que la prohibition de l'annonce d'un médicament secret s'applique de la même façon, qu'il soit destiné à l'usage interne ou à l'usage externe. Au surplus, la dénomination du remède ne peut modifier son caractère. Quant à la Cour d'Orléans (19 mars 1907, D.P. 1909-2-315.) elle déclare punissable suivant l'article 36 ci-dessus et l'article unique de la loi du 29 Pluviôse an VIII, la simple annonce de la vente d'un remède secret dans un journal, sans qu'il y ait besoin de rechercher la répercussion que

peut avoir le produit sur la santé du malade. Il convient également de mentionner que cet article 36 assimile à l'annonce toute affiche imprimée.

En ce qui concerne la peine applicable dans les différents cas examinés, une certaine difficulté se présente. Elle provient de l'article 32 de la loi de Germinal qui interdit bien la vente de tout remède secret, mais n'édicte aucune peine. Certes, si la vente est faite par un non-pharmacien, cet individu peut être puni pour exercice illégal de la pharmacie, tandis que si la vente est faite par un pharmacien, on ne peut le taxer d'exercice illégal au sens étroit du mot. Faut-il donc laisser ce fait sans sanction ? Si certains ont cru devoir répondre à cette question par l'affirmative, ils l'ont fait en donnant une interprétation littérale du texte de Germinal sans se soucier de l'anomalie flagrante qui consisterait à laisser impuni tout acte de vente d'un médicament secret et à réprimer par ailleurs la simple annonce de celui-ci. Tel n'est pas l'esprit de la loi. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur l'article 1^{er} du décret du 26 Prairial an XIII qui parle de « la défense d'annoncer et de vendre des remèdes secrets portée par l'article 36 de la loi de Germinal an XI ». Partant, il y a lieu de punir au même titre l'auteur de toute annonce et celui de toute vente de médicaments secrets. C'est ce qu'estime la Cour de Cassation depuis fort longtemps (16) et à sa suite certaines Cours d'Appel. La Cour Suprême déclare en effet que les infractions à la prohibition de la vente et de la mise en vente de remèdes secrets tombent sous l'application de l'article 36 et sont en consé-

(16) Cr. 18 mai 1844, D.P. 1845-1-185 ; Cr. 17 août 1867, D.P. 1868-1-44 ; Dijon, 17 août 1853, D.P. 1853-2-196.

quence passibles des peines fixées par la loi du 29 Pluviôse an XIII. Comme dans le cas d'annonce ou d'affiche imprimée, l'amende est de 25 fr. à 600 fr., et s'il'y a récidive, l'emprisonnement de 3 à 10 jours doit être en outre prononcé.

D'après la Cour de Paris (17), la confiscation ou la destruction des remèdes reconnus secrets ne peuvent être ordonnées par les Tribunaux, aucune disposition de la loi de Germinal ne prescrivant de telles mesures. Cependant, comme ces médicaments constituent non seulement des pièces à conviction mais le corps même du délit, ils peuvent être normalement l'objet d'une saisie ordonnée par le juge d'instruction. Enfin l'emprisonnement est de 1 à 6 mois et l'amende de 100 fr. à 5.000 fr. d'après l'article 4 de la loi du 31 juillet 1920 lorsque les infractions aux articles 32 et 36 de la loi de Germinal portent sur des remèdes secrets désignés par les étiquettes, annonces ou tout autre moyen comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, même si ces dernières allégations sont mensongères. « On a voulu par là, a dit M. Lafarge dans son rapport à la Chambre des Députés, interdire et réprimer la publicité qui s'étale dans beaucoup de journaux, affiches, à la devanture des magasins et qui recommande telle ou telle spécialité propre à prévenir la grossesse. »

(17) Paris, 18 septembre 1851, D.P. 1854-2-192.

SECTION VI. — INTERDICTION DE VENDRE
DES MÉDICAMENTS EN DEHORS DE L'OFFICINE
ET COLPORTAGE

La profession pharmaceutique consistant à apporter un précieux concours au soulagement des souffrances de l'humanité doit se différencier d'un commerce ordinaire. Par suite, de ce rôle social qui lui est dévolu, le pharmacien ne doit jamais être hanté par l'esprit de lucre qui est bien souvent le véritable stimulant de l'activité humaine. Il n'est pas d'usage au surplus en pharmacie de favoriser la demande au moyen de réclames criardes ou d'étalages empiétant sur la voie publique, mais au contraire d'attendre la sollicitation du client. Voisine de la médecine et son associée en quelque sorte, elle exige comme celle-ci non seulement la probité, le désintéressement et le dévouement, mais des connaissances techniques indiscutables. A ce sujet, l'article 25 de la loi du 21 Germinal an XI précise que seules les personnes pourvues du diplôme de pharmacien ont le droit exclusif d'ouvrir et exploiter une officine pharmaceutique, de préparer et débiter des médicaments. Il s'agit là d'un véritable monopole protégé par l'article 33 de la même loi qui déclare : « les épiciers et droguistes ne pourront vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique sous peine de 500 francs d'amende », et par l'article 36 qui interdit « tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans

les places publiques, foires et marchés ». Par débit au poids médicinal, il faut entendre toute vente au détail de drogues simples et en gros ou en détail de médicaments composés, c'est le débit en vue d'un emploi curatif nettement caractérisé (Cr. 2 août 1888, D.P. 1889-1-124). A ce sujet, la Cour de Paris (18) estime que fait acte de pharmacien et se rend coupable de débit de médicaments au poids médicinal le médecin qui, ayant acheté en gros des produits pharmaceutiques, les détaille ou les fait détailler dans sa clinique par des préposés non-diplômés étant bien entendu que l'article 27 de la loi de Germinal habilitant les médecins à fournir des préparations médicamenteuses ou des drogues simples aux malades dans les lieux où il n'y a pas d'officine ouverte est hors d'application en l'espèce.

La prohibition de la vente de médicaments en dehors de l'officine édictée par l'article 36 précité est confirmée par l'article 32 ainsi complété par la loi du 4 septembre 1936 : « La vente au public de médicaments ou produits jouissant de propriétés curatives ou préventives dans tous les lieux publics, dans les maisons privées et dans les magasins autres que les officines de pharmacie » est rigoureusement interdite au même titre que la vente des plantes médicinales mélangées ou non ailleurs que dans les pharmacies et les herboristeries. Ce texte conçu en termes généraux s'applique tout aussi bien à la vente de remèdes par des non-pharmaciens que par des pharmaciens à condition toutefois que ladite vente soit effectuée dans les lieux énumérés ci-dessus. Mais il ne prétend pas interdire la livraison à domicile de médicaments non seulement comman-

(18) Arrêt du 23 juin 1931 (D.P. 1933-2-118).

dés dans une pharmacie mais préparés dans celle-ci lorsque la confection des produits nécessite un temps assez long et ne permet pas en conséquence une délivrance immédiate. Toute cette réglementation est basée sur la nécessité d'interroger le client, de le conseiller pour le mode d'emploi du médicament et d'avoir sous la main un choix suffisant de produits afin de pouvoir délivrer la drogue prescrite. Pour toutes ces raisons la vente de produits pharmaceutiques ne peut avoir lieu sur la voie publique. Au surplus, d'après un arrêt de la Cour de Dijon en date du 16 décembre 1910 (D.P. 1912-2-205), ce débit suppose « la remise immédiate de la marchandise à tout acheteur qui en offre le prix », et se trouve puni par la loi du 29 Pluviôse an VIII d'une amende de 25 fr. à 600 fr. En cas de récidive une détention de trois jours au moins et de dix jours au plus vient s'ajouter à la peine précédente. « Point de confusion entre l'officine du pharmacien et la voiture du charlatan », écrit fort justement M. Renard dans son excellent ouvrage intitulé : « Le Droit de la profession pharmaceutique ». La place du pharmacien est à son officine. Il ne doit pas être assimilé au forain ou au commis-voyageur. Il ne doit pas se livrer au colportage.

« Il est également interdit aux pharmaciens et aux herboristes, écrit le législateur de 1936, de solliciter habituellement auprès du public des commandes soit par l'intermédiaire de préposés ou de courtiers, soit par des dépôts de commandes à caractère commercial et de procéder par les mêmes moyens ou par des services réguliers et organisés au trafic ou à la distribution à domicile des produits dont la commande aurait été ainsi sollicitée. » D'après ce texte, la loi n'entend pas frapper un fait isolé de commande provoquée en dehors de l'offi-

cine et de livraison à domicile. Le délit n'existe donc que si le fait précédent, par suite de sa répétition, constitue une habitude. Le pharmacien ne tient alors aucun compte de l'intérêt du client, mais du sien propre. Il poursuit un but lucratif et mercantile s'efforçant par tous les moyens en son pouvoir de « placer sa marchandise ». C'est, déclarait M. Raynaldy dans l'avis donné par lui au Sénat le 3 août 1936 au nom de la Commission sénatoriale du commerce « le racolage des commandes et la livraison des médicaments provenant de ces commandes délictueuses ». Pour le Tribunal Correctionnel de Montdidier (4 décembre 1936. Gaz.Pal. 1937-1-455) c'est le fait de la sollicitation que la loi de 1936 entend surtout réprimer et qui est le principal élément du délit. Suivant un jugement du 16 juin 1937 du Tribunal Correctionnel d'Orléans (Gaz.Pal. 1937-2-522) l'infraction existe dès qu'il y a remise par un pharmacien ou par un intermédiaire de bons de commande en blanc à des clients éventuels, ceux-ci devant simplement remplir les bons et les signer en spécifiant qu'ils le font de leur plein gré. « Ces faits renouvelés constituent bien la sollicitation habituelle de commandes pharmaceutiques par l'intermédiaire de préposés et la manœuvre trop habile imaginée par N... ne saurait dissimuler la matérialité du délit. » Ladite sollicitation peut être effectuée par l'entremise de préposés tels que livreurs ou chauffeurs. Ceux-ci passent régulièrement dans certaines localités et ont toute latitude pour s'informer de la santé de chacun et délivrer sur-le-champ les médicaments qu'ils transportent. « Ainsi, déclarait M. le Député Amat dans la proposition de loi présentée par lui le 15 décembre 1934, après avoir fait de l'exercice illégal de la médecine, ces chauffeurs sans instruction aucune, ayant pour tout diplôme leur permis de

conduire, font de l'exercice illégal de la pharmacie ». Un peu plus tard, M. Dauthy, rapporteur au Sénat de la loi du 4 septembre 1936, précisait que l'objet de celle-ci était d'interdire le colportage des médicaments effectué par des préposés qui, dans la tournée définie par leur commettant pharmacien, vont de village en village et de porte en porte demander « s'il faut de la pharmacie » (Jour. Officiel, Doc. anal. n° 554). Un arrêt de la Cour de Nancy du 5 mai 1937 (S. 1937-2-189) considère qu'au cours de livraisons régulières faites à jours et à heures fixes par des préposés circulant en automobiles, il n'est pas nécessaire que ceux-ci aillent solliciter à domicile le client, mais qu'il leur suffit de passer dans les localités qu'ils visitent pour obtenir des commandes en annonçant leur arrivée ou leur présence en cas de stationnement par l'action bruyante et insolite des avertisseurs de leurs voitures et en distribuant au public non seulement des bulletins de commandes mais des prospectus ou réclames s'y rapportant.

La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation s'est également prononcée sur cette question de la sollicitation par deux arrêts des 8 décembre 1938 (Gaz. Pal. 1939-1-66) et 20 janvier 1939 (Gaz. Pal. 1939-1-447). Il en résulte qu'il y a infraction à la loi du 4 septembre 1936 en cas d'organisation de services assurés par des automobiles qui portent comme dans la seconde espèce « sur trois faces, en gros caractères, le nom de la pharmacie et dont les conducteurs annoncent le passage dans les rues qu'ils parcourent à plusieurs reprises, en actionnant leur avertisseur sans que ces appels sonores et prolongés soient motivés par les nécessités de la circulation, dans l'unique dessein de recueillir, soit à domicile, soit sur la voie publique, des commandes dont ils effectuent la livraison à leur passage suivant ». Cer-

tes, la pancarte publicitaire n'a aucune influence sur la matérialité du délit, son absence prouvant uniquement le souci de discrétion apporté par l'auteur de l'infraction dans l'accomplissement des faits délictueux. La Cour de Paris, dans un arrêt du 16 février 1940 (Gaz. Pal. 1940-1-369), a fait application de cette idée en condamnant un pharmacien pour délit de colportage de produits pharmaceutiques et un courtier pour complicité (19). Tout ce qui vient d'être dit concernant les préposés s'applique sans aucune restriction aux courtiers qui sont classés par la loi de 1936 comme intermédiaires entre le pharmacien et le public. Leur situation est simplement différente, attendu qu'aucun lien de subordination ne les lie, que l'organisation de leur travail est laissée à leur entière disposition et qu'une convention vient seulement régler le taux et les modalités de paiement des commissions ou ristournes leur revenant.

Si la loi entend frapper sans pitié le colporteur et ses complices, elle ne prétend pas méconnaître le droit strict des pharmaciens de faire transporter et livrer à domicile les médicaments régulièrement commandés. Une circulaire du Ministre de la Santé Publique du 1^{er} octobre 1936 (Journ. Officiel du 3 octobre 1936) est venue préciser ce point important dans les termes suivants : « Mon attention a été appelée sur la situation des « coursiers » c'est-à-dire des livreurs attachés à une pharmacie et chargés de passer dans les bourgs et hameaux pour prendre les commandes des clients et en assurer la livraison. J'estime que ces employés ne sauraient tomber sous

(19) Les préposés à ces actes doivent être déclarés complices de l'infraction (Trib. corr. Belley 4 mars 1937. Gaz. Trib. du 17 juin 1937).

le coup de la nouvelle réglementation dès l'instant qu'ils se bornent à prendre les commandes qui leur sont remises sans solliciter la clientèle et livrer lesdites commandes sans transporter avec eux d'autres produits que ceux qui font l'objet des livraisons. » Pour ne pas être répréhensibles, ces préposés ne doivent pas sortir de leurs rôles de simples agents de transmission entre le pharmacien et sa clientèle en effectuant des démarches auprès du public ou en conseillant l'utilisation de tel ou tel médicament. Bien avant la loi sur le colportage un arrêt déjà cité du 16 décembre 1910 rendu par la Cour de Dijon déclarait que l'activité d'un individu consistant à recevoir les commandes non sollicitées des clients d'une pharmacie dans une autre localité que celle où se trouve l'officine, et à porter ensuite à domicile les remèdes préparés à ladite pharmacie était légitime. Aucun délit n'a donc été relevé contre cette personne en raison de son rôle « de simple agent passif et par conséquent irresponsable de transmission » et de l'affectation à des malades spécialement désignés de tous les articles qui lui étaient confiés. Le 4 décembre 1936, le Tribunal Correctionnel de Montdidier déclarait, dans un jugement déjà mentionné, qu'il n'y avait pas délit de colportage lorsque des préposés circulant en automobile annonçaient leur passage par des coups de trompe mais ne transportaient aucun médicament ni produit préparé à l'avance, ne s'arrêtaient que sur l'invitation des clients et ne se livraient à aucune démarche auprès des malades. Cette décision semble au premier abord en contradiction avec les deux arrêts ci-dessus de la Cour de Cassation. Il n'en est pas ainsi, car dans la première espèce il y avait démarche au domicile du client et dans la seconde un ensemble de faits assez éloquents parmi lesquels : la réclame sur la voiture

automobile, le parcours répété des mêmes rues, les appels sonores prolongés caractérisant nettement la sollicitation.

La loi du 4 septembre 1936 interdit également de solliciter habituellement des commandes auprès du public par des dépôts de commandes à caractère commercial et de procéder au trafic ou à la distribution à domicile des produits ainsi demandés. Ces dépôts peuvent être effectués chez n'importe quelle personne, mais en campagne ils sont faits le plus souvent chez l'épicier qui effectue en principe régulièrement ses tournées et distribue au cours de celles-ci les remèdes qui lui ont été remis. Par jugement du Tribunal de La Rochelle (*Argus des pharmaciens* du 1^{er} mars 1939), un pharmacien qui avait organisé de concert avec un courtier des dépôts de médicaments chez divers épiciers, a été condamné pour colportage et exercice illégal à 100 fr. d'amende. Le courtier et les épiciers ont été condamnés à 50 fr. et 25 fr. d'amende.

Sous peine d'une amende (20) de 25 fr. à 1.000 francs, susceptible d'être doublée en cas de récidive, le but de la loi est d'interdire « toute vente de produits pharmaceutiques en dehors des officines de pharmacie et d'empêcher ainsi le colportage de médicaments que certains intermédiaires dépourvus de diplôme et se faisant juges de l'état de santé de la clientèle, effectuaient dans des conditions qui, pour le plus grand dommage de la santé publique, risquaient de faciliter l'exercice illégal de la médecine » (21). Ainsi, les populations rurales ont une protection efficace contre les agissements de gens

(20) Article 2, Loi du 4 septembre 1936.

(21) Trib. Corr. de Chambéry, 14 mars 1938 (*La loi*, 30 juin 1938).

peu scrupuleux et contre une commercialisation excessive de la pharmacie risquant de nuire à l'intérêt bien compris des clients, qui ne se confond pas nécessairement avec celui de certains pharmaciens. Mais si les habitants des campagnes doivent conserver le bénéfice des commodités indéniables que présente pour eux la livraison de remèdes, à aucun moment la tolérance de l'administration ne doit avoir pour résultat une source d'abus semblables à ceux que la Loi a entendu faire cesser d'une façon définitive.

SECTION VII. — INTERDICTION DE SE LIVRER
DANS L'OFFICINE A UN AUTRE COMMERCE

D'après l'article 32 de la loi du 21 Germinal an XI, les pharmaciens « ne pourront faire dans les mêmes lieux ou officines aucun autre commerce ou débit que celui des drogues et préparations médica-menteuses ». Cette défense paraît empreinte d'un caractère de généralité si l'on s'en tient uniquement à la lettre du texte. Mais pour en pénétrer l'esprit, ce ne sont pas certes les travaux préparatoires de la loi qui sont susceptibles de fournir les éléments nécessaires, le projet ayant été adopté sans discussion à la séance du Tribunat du 19 Germinal an XI. Il faut donc, non seulement envisager ladite loi dans son ensemble, mais remonter à la déclaration royale du 25 avril 1777, dont l'article 4 est ainsi conçu : « Les maîtres en pharmacie qui composeront le collège ne pourront à l'avenir cumuler le commerce de l'épicerie. Ils seront tenus de se renfermer dans la confection, préparation, manipulation et vente des drogues simples et compositions médicinales sans que, sous prétexte de sucres, miels, huiles et autres objets qu'ils emploient, ils puissent en exposer en vente à peine d'amende et de confiscation. » La différence de rédaction des deux textes est manifeste : l'un prohibant l'exercice dans l'officine de tout autre commerce, l'autre y interdisant seulement celui d'épicerie. Le but évident de cette dernière disposition est d'éviter des erreurs pouvant résulter de la présence dans le même local de substances dange-

reuses ou toxiques et de produits destinés à l'alimentation. C'est l'intérêt même de la collectivité. Mais faut-il déduire de la remarque précédente que l'interdiction édictée par la loi de Germinal soit plus catégorique, plus absolue que celle de la déclaration de 1777 et qu'elle ne permette pas en particulier au pharmacien de vendre les objets ou instruments considérés comme des accessoires de la pharmacie ? Une réponse négative s'impose ; en voici les raisons.

Tout d'abord, l'article 33 de la loi de Germinal autorise l'épicier et le droguiste à débiter des drogues simples à condition toutefois que la vente ne se fasse pas au poids médicinal. Mais l'un et l'autre ont le droit, si bon leur semble, de vendre des instruments en usage dans l'art médical. Voilà donc des commerçants qui, occasionnellement ou habituellement, se livrent au débit de drogues simples et qui, au surplus, peuvent en toute liberté avoir un autre commerce.

Il en est de même des médecins établis dans les localités privées de pharmacie. L'article 27 de la loi de Germinal leur permet de confectionner et de vendre des médicaments composés sans avoir le droit de tenir une officine ouverte. Leur activité est alors identique à celle du pharmacien. Et pourtant ils sont libres de débiter toutes sortes d'accessoires.

Enfin, l'herboriste dont le rôle consiste à délivrer au public des plantes médicinales (article 37, loi de Germinal), et dont le diplôme est inférieur à celui de pharmacien, vend couramment des accessoires de pharmacie.

Alors une étrange contradiction apparaîtrait si celui dont l'activité professionnelle n'est pas pharmaceutique ou ne l'est qu'à titre exceptionnel, pouvait se livrer au commerce des instruments médicaux et si le pharmacien ne le pouvait pas. De toute

évidence, cette solution ne répond pas au vœu du législateur de l'an XI. La jurisprudence vient d'ailleurs confirmer ce point de vue. Un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine du 19 juin 1908 (Gaz. Pal. 1908-1-709) déclare à ce sujet que : « la prohibition édictée ... ne doit pas être étendue à la vente par les pharmaciens des appareils orthopédiques ». Quant à la Cour de Cassation, un arrêt de la Chambre Criminelle du 5 décembre 1908 (D.P. 1909-1-429) s'exprime dans les termes suivants : « Ni l'article 32 de la loi du 21 Germinal an XI, ni l'article 9 de l'ordonnance de police du 9 Floréal an XI, ni l'article 4 de la déclaration royale du 25 avril 1777 ne défendent aux pharmaciens de vendre des bandages, ceintures et autres articles d'orthopédie. » C'est une application pure et simple de l'adage bien connu en droit civil : « *accessorium sequitur principale* ». Le principal en pharmacie c'est la fabrication et la délivrance des médicaments. Pour compléter l'action curative de ceux-ci, certains objets ou appareils sont bien souvent prescrits par ordonnance du médecin à la suite du traitement indiqué et constituent en somme le prolongement de la médication. Ils portent d'ailleurs le nom d'accessoires. « La vente d'instruments... destinés à favoriser ou à compléter l'administration des médicaments, soins chirurgicaux ou soins hygiéniques constitue un accessoire du commerce de la pharmacie. » (Trib. Civil Seine, 1^{er} avril 1908, Gaz. Trib. 1908-2-216).

Ainsi tout ce qui intéresse la santé ou l'hygiène ne peut être considéré comme un commerce prohibé : tels sont par exemple les produits de régime, les sondes, drains, seringues à injections, compte-gouttes, thermomètres, le coton ordinaire ou hydrophile, les éponges, les gants à frictions. Bref, il existe une telle quantité d'articles pouvant entrer

dans cette rubrique que M. Renard déclare dans un ouvrage déjà cité : « La liste des commerces accessoires n'est pas fermée. » Il est logique que le médicament et tout objet en assurant ou prolongeant l'efficacité se trouvent réunis en la même main et s'achètent par conséquent à l'officine, la garantie présentée par le pharmacien ne pouvant être inférieure à celle d'un épicier, d'un droguiste ou d'un herboriste.

Lorsqu'il s'agit d'un commerce ne pouvant être considéré comme accessoire, l'article 32 de la loi de Germinal prohibe uniquement le cumul dans les mêmes lieux. Il tolère donc implicitement l'exploitation simultanée à condition qu'il y ait séparation des locaux. Le but poursuivi par le législateur n'est pas de permettre au titulaire d'une officine de mieux exercer sa profession en s'y consacrant tout entier, ni de garantir les autres commerçants contre une concurrence des pharmaciens par suite de la vente d'articles divers, mais bien comme cela a été indiqué chemin faisant, de prémunir le public contre le danger qu'il y aurait à laisser en présence dans le même lieu des substances vénéneuses avec d'autres produits. Le Tribunal Civil de la Seine, dans son jugement du 1^{er} avril 1908, précise : « qu'en effet le pharmacien pourrait exercer un autre commerce en même temps que celui de la pharmacie, pourvu que ce fût en dehors de son officine ». L'article 32 ne fait donc pas obstacle au principe de la liberté du commerce (Loi du 2 mars 1791), aucune incapacité commerciale ne devant frapper une certaine catégorie de citoyens.

En ce qui concerne la séparation des locaux, comme aucune précision n'est donnée par le législateur, il est normal de penser avec M. Renard qu'une division par étages, voire même une simple cloi-

son entre deux salles attenantes suffisent pour donner satisfaction au législateur.

Bien que la loi de Germinal interdise formellement tout cumul dans l'officine, il est curieux de constater qu'elle n'édicte aucune peine contre le pharmacien qui ne respecte pas cette disposition. Quant à la déclaration royale de 1777, elle se borne à prévoir une amende sans en fixer la quotité. « Cette amende doit être limitée au montant de celle de police fixée par l'article 466 du Code Pénal et ainsi l'infraction est de la compétence du Tribunal de simple police », (Paris, 29 mai 1907. Journ. des Parq. 1907-2-129. Trib. corr. Seine, 19 juin 1908. D.P. 1909-5-1).

SECTION VIII. — COMPÉRAGE MÉDICO-PHARMACEUTIQUE

« Une pratique éminemment condamnable s'est introduite dans le corps médico-pharmaceutique, pratique encore réduite mais qui prend de l'extension et qu'il importe de réprimer impitoyablement : c'est la pratique dite du compérage. » Tel est le début du rapport qui a précédé la promulgation du décret du 17 juin 1938 (22) relatif à cette importante question. En quoi consiste le compérage médico-pharmaceutique ? C'est une entente clandestine entre médecin et pharmacien ayant pour objet de réaliser des bénéfices en drainant la clientèle de l'un chez l'autre et vice-versa. Sous cette forme, il ne peut être question d'exercice illégal soit de la médecine, soit de la pharmacie puisque chaque agent reste dans sa sphère d'action propre. Mais la pratique de l'une ou de l'autre profession est détournée du but qui doit être uniquement poursuivi : la sauvegarde de la santé publique, pour lui substituer la recherche d'un intérêt strictement mercantile. Le médecin percevant des ristournes sur les unités prescrites, il s'agit pour lui non seulement de formuler de nombreuses préparations pour grossir ses bénéfices, mais de prescrire celles dont le rapport est le meilleur. Le pharmacien, de son côté, voit augmenter le volume de ses affaires, malgré les sommes reversées à son compère, mais l'utilité des médicaments ordonnés n'est nullement envisagée et

(22) D.P. 1938-4-387.

ainsi l'intérêt du client est sérieusement compromis. Pour lutter contre de telles pratiques, le premier alinéa de l'article 1^{er} du décret du 17 juin 1938 « interdit le fait pour quiconque exerce l'une des professions médicales visées dans la loi du 30 novembre 1892 de recevoir sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, des intérêts ou ristournes proportionnels ou non au nombre des unités prescrites ou vendues, qu'il s'agisse de médicaments, d'appareils orthopédiques ou autres, de quelque nature qu'ils soient ». Et le deuxième alinéa du même article prohibe « l'exercice pour le même objet de la profession de pharmacien et de celle de médecin, chirurgien-dentiste ou sage-femme ». A juste titre, d'ailleurs, cet article exclut le cas visé à l'article 27 de la loi du 21 Germinal an XI concernant le débit par le médecin de préparations médicamenteuses et de drogues simples dans les communes où il n'y a pas d'officine ouverte. Dans cette hypothèse, la rémunération du médecin est parfaitement légitime puisqu'elle englobe d'une part les honoraires et d'autre part le prix du remède délivré comprenant à la fois la valeur des substances employées et l'équivalent du travail fourni lors de la préparation et du débit du médicament. Au contraire, le décret prohibe toute ristourne, sous n'importe quelle forme, destinée aux médecins, dentistes ou sages-femmes et effectuée sur la vente des médicaments et de tous les accessoires de pharmacie sans exception, l'intérêt ainsi servi au corps médical ne représentant plus la juste rémunération pour un travail accompli comme dans le cas précédent, mais une véritable prime de rendement, d'encouragement à l'indélicatesse, ce qui est parfaitement inconcevable en cette matière. Cette pratique, dont l'immoralité est manifeste en raison du caractère du

revenu direct ou indirect obtenu en spéculant sur la confiance du public, et en abusant de la sorte d'une situation privilégiée, revêt les aspects les plus divers. De cette façon, on assiste à la création de groupements, de prétendues associations, de sociétés de contrôle ou d'étude dont le but est la recherche d'intérêts ou ristournes revenant « aux individus eux-mêmes ou au groupe constitué à cet effet ». Il peut s'agir, comme le fait remarquer le rapport déjà cité, de groupements de médecins institués aux seules fins de percevoir certaines ristournes sur le prix de vente de spécialités pharmaceutiques par l'intermédiaire de pharmaciens. Il peut s'agir également de sociétés formées entre médecins et pharmaciens. Celles-ci sont depuis bien longtemps frappées d'une nullité absolue étant considérées comme contraires à l'ordre public. En effet le médecin ne doit pas aliéner son indépendance et le pharmacien la direction technique et commerciale de son entreprise. De semblables sociétés tombent sous le coup de l'article 6 du Code Civil qui ne permet pas de déroger par des conventions particulières aux Lois qui intéressent l'ordre public. De la sorte toutes les combinaisons de « compérage » sont nulles en dépit de leurs formes et de leurs étiquettes.

« Est également interdite la vente de médicaments réservés d'une manière exclusive et sous quelque forme que ce soit aux médecins visés à l'article 27 de la loi du 21 Germinal an XI » (3^e alinéa, art. 1^{er} du décret du 17 juin 1938).

En ce qui concerne les peines encourues pour contraventions aux dispositions du décret, elles sont identiques à celles prévues par l'article 18, alinéa 1^{er} de la loi du 30 novembre 1892. Elles consistent en une amende de 100 fr. à 500 fr. et, en cas de récidive, en une amende de 500 fr. à 1.000 fr. et un em-

prisonnement de 6 jours à 6 mois ou l'une de ces deux peines seulement. Elles s'appliquent aux pharmaciens co-auteurs du délit. Enfin, accessoirement à la peine principale, le décret de 1938 laisse aux Cours et Tribunaux la faculté de prononcer l'interdiction de l'exercice de la profession pendant une période d'un à dix ans.

DEUXIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ CIVILE DU PHARMACIEN

Les droits et les obligations des individus ont leur source soit dans la loi, soit dans les engagements contractuels, soit enfin dans les délits ou quasi-délits. En ce qui concerne les obligations résultant de l'autorité seule de la loi, aucune difficulté spéciale ne se présentant à leur sujet, tout commentaire semble superflu. Il n'en est pas de même des autres sources. Lorsque dans les contrats, c'est-à-dire les actes juridiques dans lesquels plusieurs personnes ayant des intérêts opposés sont parvenues à se mettre d'accord en vue de créer, modifier, ou éteindre des obligations, l'une des parties ne respecte pas les engagements pris en parfaite liberté et connaissance de cause, l'équilibre de la convention se trouve rompu. Il y a un manque qu'il importe de combler et cela appartient à la personne à laquelle il est imputable. C'est la responsabilité contractuelle.

En dehors de tout lien conventionnel, un individu peut porter atteinte au droit d'une autre personne, il peut lui causer un dommage dont il doit réparation. Si l'acte dommageable est intentionnel, la responsabilité de son auteur est délictuelle si, au contraire, l'acte dont il s'agit résulte d'une im-

prudence, d'une négligence et par conséquent peut être qualifié de non-intentionnel, c'est un quasi-délit et la responsabilité qui en découle est quasi-délictuelle.

Tel est le droit commun et tel il s'applique au cas particulier du Pharmacien. Du moment qu'il existe un manquement aux obligations d'un contrat, du moment qu'il y a délit, le pharmacien comme tout autre individu encourt de ce fait une responsabilité.

SECTION I. — NATURE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU PHARMACIEN

Certains ont vu dans la responsabilité civile du pharmacien une base essentiellement conventionnelle, d'autres au contraire y ont vu un fondement extra-contractuel. Afin de pouvoir prendre parti en la matière, il sied d'approfondir l'étude de ces deux responsabilités.

1° *Responsabilité contractuelle*

L'article 1137 du Code Civil d'après lequel tout débiteur doit dans l'exécution d'un contrat se comporter en bon père de famille, pose un principe important : celui de la faute contractuelle. Cet article est-il applicable en matière pharmaceutique ? La réponse à cette question dépend de la nature des rapports qui existent entre le pharmacien et sa clientèle. Certains auteurs ont présenté le pharmacien comme un commerçant en état permanent d'offres de services, celles-ci se transformant en contrat dès qu'une personne quelconque déclare les accepter. Certes, lorsqu'il s'agit de spécialités pharmaceutiques, de produits étiquetés indiquant à la fois leur nature et leur prix et se trouvant sous les yeux du public (en vitrine), un véritable contrat se forme au moment où le client déclare acheter le produit considéré. Au surplus c'est bien un contrat de vente qui intervient puisque l'une des parties s'oblige à

livrer la chose offerte et l'autre s'engage à payer le prix affiché. La convention est parfaite dès qu'il y a accord sur la chose et sur le prix (article 1583 Code Civil). Ce rôle de simple commerçant joué par le pharmacien s'est accentué peu à peu au fur et à mesure de l'augmentation du nombre des spécialités, mais ce n'est encore qu'une tendance nouvelle. En effet, si le pharmacien achète pour revendre certains produits spécialisés, agissant ainsi en qualité d'intermédiaire obligé de vendre à un prix imposé et ayant de la sorte une marge de bénéfices nettement limitée, il n'en est pas moins vrai qu'il exécute de nombreuses ordonnances médicales bien que les médecins formulent moins qu'avant. Dans ce cas comme dans celui qui précède, un véritable contrat se forme entre le client qui apporte une prescription à exécuter et l'homme de l'art qui s'engage à la réaliser. Il lui suffit d'accepter l'ordonnance pour se trouver obligé vis-à-vis du malade.

Mais quel genre de contrat peut naître dans ce cas ? Est-ce un contrat de vente comme dans la précédente hypothèse ? Il convient d'examiner le mécanisme de cette opération. Lorsque le client se présente à l'officine porteur d'une ordonnance que le pharmacien accepte de réaliser, celui-ci prend l'engagement de faire, de fabriquer le médicament puis de le délivrer, d'en transférer la propriété à l'autre partie. Or, dans le contrat de vente, on est toujours en présence d'une obligation de « dare » et non d'une obligation de « facere », mais cette dernière peut y apparaître malgré tout d'une façon tout à fait accessoire. Ainsi l'obligation incombant à tout vendeur passe au second rang dans le cas envisagé ci-dessus. D'autre part, comme cela a déjà été signalé chemin faisant, le pharmacien ne joue pas ici le même rôle que dans la vente de spécialités ; en

effet, le prix demandé pour exécuter une préparation médicamenteuse comprend non seulement l'équivalent des substances incorporées, mais de véritables honoraires. Le contrat dont il s'agit n'est pas une vente. Ce n'est pas non plus un louage de services, attendu qu'il n'existe aucun lien de subordination entre les intéressés, le client n'ayant ni qualité, ni compétence voulue pour donner des ordres à un homme de l'art. C'est en définitive un louage d'ouvrage. L'article 1710 du Code Civil le définit en ces termes : « Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles. » Dans l'exemple choisi, le pharmacien s'engage bien à exécuter la composition prescrite par l'ordonnance, c'est une obligation de faire. Quant au prix convenu, c'est celui qui est dû d'après le tarif pharmaceutique en vigueur. Ce sont bien là les deux caractéristiques d'un louage d'ouvrage.

Si le pharmacien exécute correctement la prescription et ne compromet ni la santé, ni la vie de ses clients, il agit en bon père de famille respectant les obligations nées du contrat. Aucune action en responsabilité ne peut être intentée contre lui. Si, au contraire, il manque auxdites obligations, si sans motif valable il n'exécute pas, son co-contractant a droit à réparation sans avoir à prouver une faute parce que le résultat recherché n'est pas obtenu. Certes le pharmacien peut être exonéré de cette responsabilité en prouvant le cas fortuit, la force majeure. Mais en cas d'échec sur ce point, il doit indemniser le malade : « Toute obligation de faire... se résout en dommages et intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur » (article 1142 C.C.). Par équivalent, c'est-à-dire en principe au moyen

d'une somme d'argent, le client va être placé dans la même situation qu'en cas d'exécution correcte du contrat, l'indemnité n'ayant pas pour but de lui faire réaliser un bénéfice. Les dommages et intérêts dus au créancier sont, suivant l'article 1149 du Code Civil, de la perte subie par lui. Mais encore faut-il que le dommage soit susceptible d'être pris en considération. Pour cela il est nécessaire qu'il soit certain. Il en est de même en matière délictuelle.

Dans l'appréciation du préjudice, on ne doit, aux termes de l'article 1151 du Code Civil, tenir compte que de ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution du contrat. Il faut entendre par là tout préjudice dont ladite inexécution a été la cause occasionnelle à moins qu'il n'y ait intervention fautive d'un tiers. Ce fait étranger au pharmacien et susceptible d'aggraver l'état du malade ne peut lui être imputable. Ainsi, il convient de faire une discrimination entre les deux situations suivantes. Par suite d'une erreur dans la confection d'un médicament, l'état du client qui a absorbé le produit préparé nécessite un traitement spécial. Le malade ne pouvant supporter celui-ci décède peu après. Faut-il rendre le pharmacien responsable de l'aggravation de la santé du client ou bien de sa mort ? C'est de cette dernière dont il doit répondre, la faute commise par lui étant la cause occasionnelle du décès. Mais si, par suite de la mauvaise exécution de deux prescriptions confiées successivement à deux pharmaciens différents, une faute vient se superposer à une faute précédente, il convient de décider, comme l'a fait la Cour de Cassation (1) au sujet d'entrepreneurs de travaux que le premier n'a pas à sup-

(1) Cass. Civ. 14 novembre 1900.

porter la part de responsabilité incombant au second. Un fait spécial est intervenu : la deuxième faute. Pour ses conséquences c'est seulement le second pharmacien qui peut en être déclaré responsable.

Enfin, d'après l'article 1150 du Code Civil, « Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée. » Par conséquent si le débiteur est de bonne foi, ce qui doit être présumé conformément au droit commun, il n'est pas tenu de tout le dommage direct, mais seulement de celui qu'il a prévu ou pu prévoir. Aucune difficulté n'existe au sujet de la prévision du dommage. En ce qui concerne celui qui a pu être prévu, il sied de préciser qu'il s'agit du préjudice qu'un tiers au courant des circonstances aurait pu deviner avec un peu de réflexion. Un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation en date du 7 juillet 1924 déclare qu'il est suffisant d'avoir prévu la cause du dommage sans avoir envisagé exactement sa quotité. Si, au contraire, le débiteur est de mauvaise foi, il doit toujours être condamné à la totalité des dommages et intérêts sans tenir compte du dommage prévu ou imprévu. Au surplus, il faut assimiler au dol la faute lourde.

Tout ce qui vient d'être dit s'applique sans changement au cas où le pharmacien se trouve obligé par suite de conventions passées avec certains organismes tels que des entreprises industrielles, des compagnies d'assurances, des mutuelles ou des services publics.

2° Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle

En l'absence de tout contrat une responsabilité peut naître à la charge d'une personne envers une autre, obligeant la première à réparer le dommage causé à la seconde. C'est le domaine des articles 1382 et 1383 du Code Civil. D'après l'article 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », et l'article suivant déclare : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ». Le premier de ces deux articles consacre le principe de la responsabilité délictuelle et le deuxième celui de la responsabilité quasi-délictuelle. Il convient de les étudier ensemble en raison de leurs éléments et de leurs effets qui sont identiques à un seul près : l'intention.

La faute

Dès que le pharmacien n'apporte pas tous les soins nécessaires au bon exercice de sa profession ou n'observe pas les règlements en vigueur, il est en faute. En effet, chaque personne s'adressant à lui a un véritable droit à la santé et à la vie. En y portant atteinte, le pharmacien ne peut être considéré comme lésant simplement l'intérêt d'autrui. De plus, en agissant ainsi, il sait ou peut savoir en réfléchissant un peu qu'il va causer un dommage à une personne. Ainsi se retrouvent les deux éléments constitutifs de la faute : l'élément objectif et l'élément subjectif. En ce qui concerne cette dernière notion, il convient de préciser les divers degrés sus-

ceptibles de se présenter dans l'état psychologique de l'auteur de la faute. Tout d'abord celui-ci peut avoir désiré le résultat dommageable : c'est un véritable délit civil. D'après un jugement du 3 janvier 1939 rendu par le Tribunal Civil de la Seine (Gaz.Trib. du 25 février 1939), doit être considéré comme étant en faute le pharmacien qui, de sa propre autorité, délivre aux parents d'un enfant malade des bulletins d'analyses d'urines inexacts ; il n'en est pas de même lorsque la délivrance desdits bulletins a lieu d'accord avec le médecin et quand leur falsification est faite dans un but d'humanité. De même, lorsqu'une ordonnance prête à la critique, le pharmacien doit en référer à son auteur. Mais si au lieu d'avoir recours à ce procédé simple, sûr et courtois, il se livre à des appréciations blessantes sur la valeur professionnelle du médecin, il commet une faute. Au point de vue pénal, il peut y avoir diffamation dès que l'allégation ou l'imputation d'un fait porte atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne (Loi 29 juillet 1881, article 29). Au point de vue civil, même si l'honorabilité ou la considération du médecin ne sont pas en jeu, c'est une faute pour le pharmacien de se livrer à des appréciations désobligeantes. Un jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 7 novembre 1913 (D.P. 1915-2-66), déclare à ce propos que représenter le médecin « comme dépourvu de bon sens, comme un médecin dans lequel il ne fallait pas avoir confiance, comme un médecin de l'ancien régime, était porter une atteinte illégitime à sa réputation ; que de tels propos sont par eux-mêmes constitutifs de faute et rendent K... passible de dommages et intérêts ». Ainsi un même fait peut constituer comme cela vient d'être signalé, à la fois un délit pénal et un délit civil. Cela se présente aussi

bien en matière de diffamation que d'avortement (article 317 C.P.), ou de secret professionnel (article 378 C.P.). De cette dualité de caractère, il résulte que les tribunaux répressifs sont compétents pour connaître de l'action civile en indemnité mais qu'au cas où le litige est porté devant un juge civil, celui-ci doit surseoir à statuer tant que la juridiction criminelle n'a pas rendu son jugement suivant l'adage : « Le criminel tient le civil en l'état ». De plus, le civil est tenu par l'autorité de la chose jugée au criminel. Enfin, la prescription de l'action civile dans ce cas est plus courte : dix ans au maximum ; elle suit la prescription en matière criminelle.

La faute se rencontre encore dans l'hypothèse où un pharmacien, sans désirer le résultat dommageable, l'a tout au moins accepté parce qu'il y trouvait lui-même un avantage. C'est le cas de vente d'un remède officinal impropre à guérir le mal dont souffre le client, qui reste dans l'expectative au lieu de se rendre chez un médecin et voit sa maladie s'aggraver. Le pharmacien prévoit bien le dommage mais préfère vendre un produit et réaliser ainsi un bénéfice.

Les deux cas envisagés jusqu'à présent sont, fort heureusement pour la santé publique, plus théoriques que pratiques. On peut rencontrer en pharmacie comme dans beaucoup d'autres professions des individus indignes, mais ils sont rares et cela est tout à l'honneur du corps pharmaceutique. Malheureusement, comme tout être raisonnable, le pharmacien peut commettre une maladresse, il peut être négligent, inattentif ou imprudent. Là encore il est en faute, suivant l'article 1383 du Code Civil. Quand l'abstention est prévue et punie par la loi, il est en contravention dès qu'il ne prend pas les précautions imposées. Les mesures de prudence qu'il convient

d'observer par exemple pour la détention, l'emploi et la conservation des toxiques et stupéfiants, sont édictées par le décret du 14 septembre 1916 qui reste le texte fondamental en cette matière, en dépit de quelques modifications ultérieures. En dehors des textes, les tribunaux sont aptes à déclarer que certaines mesures doivent être prises. Il s'agit alors de comparer l'attitude d'un pharmacien déterminé avec celle d'un confrère normalement diligent et de voir les règles de prudence qu'il est d'usage d'observer dans la profession pour éviter les accidents. De cette façon le juge ne peut pas qualifier arbitrairement de faute un fait quelconque puisqu'il ne peut raisonnablement obliger un pharmacien à prendre des précautions qu'aucun de ses confrères ne prend. Parmi ces mesures, les plus élémentaires consistent à ne pas laisser la clef de l'armoire aux poisons à la portée de tout venant, à ne pas permettre à un tiers, par certaines mentions figurant sur le livre d'ordonnances ou sur de simples notes de surprendre des faits couverts par le secret professionnel.

Il y a également faute lorsque le pharmacien ne prévoit pas suffisamment la maladresse d'autrui. Il en est ainsi lorsqu'il délivre un produit dangereux ou toxique sans mettre en garde le malade contre un mauvais emploi de la préparation, quand il confie la clef de l'armoire aux poisons à un élève inexpérimenté qui, par conséquent, est susceptible soit de commettre une erreur de chimie, certains mélanges constituant des poisons extrêmement violents, soit de confondre deux toxiques qui se ressemblent.

La faute se présente donc sous divers aspects pouvant consister en un fait positif comme en une certaine abstention. Mais il y en a encore un qu'il convient de ne pas passer sous silence. Lorsqu'un pharmacien refuse de fournir des médicaments à

un client, il en a parfaitement le droit si, de son côté, le malade n'en règle pas le montant. En effet d'après l'article 1612 du Code Civil, quand aucun délai n'a été accordé pour le paiement, « le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose si l'acheteur n'en paie pas le prix ». Si au contraire, sans motif valable, par pur caprice, il refuse ses services à un client qui lui offre un règlement, il y a de sa part une faute génératrice de responsabilité : un abus du droit.

Le dommage

Dès que l'on parle de réparer, c'est-à-dire de placer la victime dans une situation équivalente à celle où elle se trouvait avant les faits qui ont motivé son changement d'état, on évoque l'idée de dommage. Mais il convient de préciser que « réparer » ne veut pas dire « effacer ». Dans bien des cas, en effet, il est impossible de donner ultérieurement à la victime les satisfactions dont on l'a privée, mais on peut toujours lui fournir le moyen de s'en procurer d'équivalentes. C'est le principe de la réparation de tout préjudice. En pharmacie, comme dans le droit commun, celui-ci comprend aussi bien le dommage matériel que le dommage moral et le préjudice d'affection.

A la suite d'une erreur dans la préparation d'une ordonnance, le pharmacien délivre un médicament qui, après absorption par le malade, porte atteinte à la santé de ce dernier. Le client subit un préjudice non seulement dans sa personne, mais le cas échéant sur ses biens en raison de l'arrêt momentané ou définitif de son activité professionnelle et des dépenses médicales supplémentaires que son nouvel état nécessite. Il n'y a aucune difficulté sur ce point.

Mais lorsque la victime du préjudice demande réparation d'un dommage futur, celui-ci ne peut être pris en considération que si sa réalisation est certaine et si l'appréciation de son importance peut en être faite immédiatement ou pourra l'être par la suite. Bien entendu, il n'est pas possible de faire état d'un dommage éventuel. Il en est ainsi lorsque le client d'un pharmacien se trouvant par la faute de celui-ci dans l'impossibilité absolue de prendre part à un concours, prétend qu'il devait certainement réussir et qu'il subit en conséquence un préjudice. Malheureusement la réussite est seulement une éventualité, mais jamais une certitude.

En dehors du dommage causé au patrimoine d'une personne, il y a le dommage moral que les rédacteurs du projet de Code franco-italien des obligations et des contrats définissent ainsi dans leur rapport : « Celui qui ne touche en aucune manière le patrimoine et cause seulement une douleur morale à la victime ». L'article 85 proposé par eux décide dans son deuxième paragraphe que « le juge peut notamment allouer une indemnité à la victime en cas de lésion corporelle, d'atteinte à son honneur, à sa réputation ou à celle de sa famille, à sa liberté personnelle, de violation de son domicile ou d'un secret l'intéressant ». Il n'y a pas lieu d'insister davantage sur cette énumération de différents préjudices moraux. Il suffit de remarquer qu'au cas où une personne commerçante subit une atteinte à son honorabilité, la réparation du dommage moral éprouvé par elle peut être effectuée sans difficulté par une fixation large des dommages-intérêts englobant à la fois ce préjudice et le dommage matériel qui en est la conséquence (perte de clientèle, vente de fonds). Mais lorsqu'il s'agit d'un individu non commerçant, la justification de la réparation est

moins aisée. Cette personne subit une atteinte à sa considération, mais ne souffre nullement dans son crédit. Cependant pour le préjudice purement moral, elle a droit à indemnité, non en vertu du texte précédent qui est seulement un projet, mais selon l'article 1382 du Code Civil. La généralité de ses termes fournit en effet une très forte présomption en faveur de la thèse de la réparation, d'autant plus que d'après la déclaration faite par Bertrand de Greuille au Tribunal, ladite réparation « de tous les genres de dommages a pour mesure la valeur » du préjudice souffert. Le dommage moral ayant une valeur comme le préjudice matériel, il y a lieu d'admettre que l'un et l'autre doivent être réparés et qu'ils se traduisent en définitive en dommages-intérêts. Bien entendu ce dommage moral doit être certain, non éventuel et personnel. Ce dernier caractère n'exclut pas la possibilité de demander réparation de ce préjudice lorsqu'il est la conséquence d'un dommage matériel subi par un autre : c'est le préjudice d'affection.

Si l'aggravation de l'état de santé du malade est suivie de son décès, le dommage subi par les siens dans leur affection doit être également réparé, même en l'absence de tout dommage pécuniaire. La Cour de Cassation a nettement posé ce principe dans un arrêt déjà ancien du 15 juin 1833 (S. 1833-1-458). A cette époque, le Procureur Général Dupin déclarait qu'en refusant d'accepter ce point de vue, on pouvait en poussant les choses à l'extrême, prétendre que celui qui tue un vieillard à la charge de son fils, non seulement ne doit rien à celui-ci, mais qu'« il lui a rendu service ». A un siècle de distance, l'opinion de la Cour Suprême (Chambre Civile, 13 février 1923, D.P. 1923-1-52) n'a pas changé. Cependant elle a eu le souci de préciser par un

arrêt de la Chambre des Requêtes qu'il faut seulement tenir compte de l'affection résultant de la parenté ou de l'alliance. Encore doit-on bien spécifier que toute demande présentée par un collatéral doit être rejetée et que la jurisprudence fait état de l'alliance uniquement dans certains cas. Tel ne paraît pas être l'esprit qui anime les rédacteurs du projet de Code franco-italien, l'article 85, paragraphe 3, ne contenant aucune mesure restrictive. Aux termes de cet article, « le juge peut également allouer une indemnité aux parents alliés ou conjoint en réparation de la douleur éprouvée en cas de mort de la victime ».

Lien de causalité entre la faute et le dommage

Ce lien de cause à effet est une relation nécessaire entre un événement et celui qui l'a suivi. C'est donc un rapport tel que si le premier fait ne s'était pas produit, le second n'aurait pu exister. Envisagée sous cet angle, la question paraît simple, mais dans la majorité des cas, un dommage n'est pas dû à une cause unique. C'est la résultante d'une série d'antécédents. Sur ce point deux théories se trouvent en présence : celle de la causalité adéquate et celle de la causalité occasionnelle. D'après la première, développée surtout en Allemagne, la faute pour engendrer une responsabilité à la charge de son auteur, doit être un événement tel que normalement il doive entraîner un dommage déterminé indépendamment de l'action de faits secondaires. Quand un pharmacien délivre à une personne déjà gravement malade un remède officinal et quand, à la suite de l'absorption du produit, le client décède, on ne peut dire, d'après cette théorie, que la faute commise est la cause adéquate de la mort si le médi-

cament n'est pas susceptible de produire un empoisonnement, mais d'apporter seulement un trouble passager à l'état de santé du malade. Il ne s'agit donc, dans cette hypothèse, que d'une responsabilité pour blessures ou maladie, mais non pour homicide. Ce système est séduisant, mais il a le gros désavantage d'être d'une application difficile. C'est pourquoi les sympathies de la doctrine et de la jurisprudence vont à une théorie plus simple : celle de la causalité occasionnelle. D'après celle-ci, toute personne contribuant à produire un dommage doit être déclarée responsable puisqu'elle a participé à sa réalisation. Si, en effet, au lieu d'avoir commis une faute, elle s'était conduite normalement, le dommage aurait pu ne pas exister. Il est donc juste de lui faire supporter les conséquences tangibles et non hypothétiques de son acte dommageable. Ainsi la conclusion à laquelle on parvient est différente : dans l'exemple pris ci-dessus, le pharmacien est responsable non de la maladie du client, mais de sa mort. Il faut évidemment qu'aucun doute ne subsiste sur l'existence même de la relation de cause à effet. Un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 3 janvier 1939 (Gaz. Trib. du 25 février 1939) s'appuie sur ce motif pour déclarer à propos de la délivrance par le pharmacien de bulletins d'analyses d'urines inexacts d'accord avec le médecin traitant, que l'action en dommages et intérêts intentée contre l'homme de l'art est mal fondée en raison de l'absence de la preuve concernant l'existence d'un lien de causalité entre la faute commise et le décès du malade. Le même Tribunal, dans un jugement précédent en date du 11 janvier 1938 (Gaz. Trib. du 24 février 1938), estime qu'il n'est justifié d'aucune relation de cause à effet entre une incision pratiquée par un pharmacien contrairement aux règles habi-

tuelles d'aseptie et l'amputation qui a dû être faite après un certain laps de temps sur les indications du médecin. Au contraire (Trib. Civ. Seine, 11 octobre 1937, Gaz. Pal. 1937-2-792), dès que sont établies d'une part « la cause du dommage et son imputabilité à la mauvaise préparation d'une lotion » prescrite par ordonnance médicale et d'autre part la responsabilité quasi-délictuelle du pharmacien, tout le préjudice doit être réparé.

3° Concours des deux responsabilités

Ayant étudié les deux sortes de responsabilités en matière pharmaceutique, il apparaît que la responsabilité du pharmacien n'est pas obligatoirement délictuelle ou quasi-délictuelle, ou bien contractuelle. C'est un tort de vouloir se faire le champion d'une systématisation outrancière ; les faits de la vie courante étant multiples, changeants et complexes, il est par conséquent difficile de vouloir les faire obéir à une loi rigide, de les enchasser dans un moule unique. Le mérite du droit, de la législation et de la jurisprudence est de s'adapter aux différents cas particuliers. La nature de la responsabilité pharmaceutique n'est pas uniforme ; bien plus, dans de nombreux cas, les deux sortes de responsabilités coexistent de telle façon que le malade a l'avantage d'avoir deux actions à sa disposition. Mais ces deux catégories qui, sur le plan théorique, sont séparées par un immense fossé, se rapprochent sur le terrain pratique sur un point important qui fait l'objet de la section suivante.

SECTION II. — RÉPARATION DU PRÉJUDICE

D'après l'article 1382 du Code Civil, l'auteur de tout acte illicite est tenu de réparer le dommage causé par lui. Il n'est pas question de proportionner l'indemnité à la gravité de la faute initiale, une faute légère pouvant avoir des conséquences dommageables fort importantes et inversement une faute lourde étant susceptible de causer un préjudice infime. Mais comme deux parties se trouvent en présence : l'auteur du dommage et la victime, il est rationnel de faire supporter en totalité le préjudice par celui qui a commis un acte illicite, plutôt que par celui qui n'a rien à se reprocher, c'est le but de l'article ci-dessus que d'énoncer cette formule de pur bon sens. Une fois ce principe admis, il y a lieu de se demander comment l'importance de la réparation doit être calculée. Si l'auteur du dommage le répare intégralement la victime ne subit aucune lésion puisque finalement elle sort indemne. Son droit strict est donc de réclamer l'équivalent du dommage causé mais il s'arrête là. En effet elle ne peut demander et obtenir une indemnité supérieure sous peine de s'enrichir injustement aux dépens d'autrui. Au surplus le juge étant contraint d'appliquer les textes en vigueur, ne peut infliger au coupable une peine supplémentaire lorsque la loi est muette sur ce point, sans sortir de la mission dont il est investi et la Cour de Cassation se réserve un droit de contrôle sur les décisions rendues, de

telle sorte que tout jugement ou arrêt ne contenant pas les indications suffisantes pour lui permettre d'exercer son droit, manque de base légale et encourt de ce chef la cassation. Tout récemment, la Chambre Criminelle, par arrêt du 11 mars 1941 (Gaz. Pal. des 20-21-22 avril 1941), vient de casser un arrêt de la Cour de Poitiers du 23 juin 1939. « Attendu, dit la Cour Suprême, que tout jugement doit contenir les motifs propres à justifier la décision ; que d'autre part la réparation d'un fait dommageable dans les termes de l'article 1382 Code Civil doit être égale à la totalité du préjudice sans pouvoir cependant le dépasser... ; qu'ainsi à défaut d'une évaluation précise, la Cour de Cassation ne peut exercer son contrôle sur le point de savoir si le chiffre des dommages-intérêts ne dépasse pas l'intégralité de ce préjudice ; d'où il suit que la décision manque de base légale. » Cette évaluation du préjudice causé est bien souvent difficile pratiquement mais théoriquement le calcul en est simple. La règle en matière délictuelle est identique à celle posée en matière contractuelle ; elle se trouve dans l'article 1149 du Code Civil sous la forme suivante : « Les dommages et intérêts dus au créancier sont en général de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé... » D'après deux arrêts de la Cour de Cassation, l'un émanant de la Chambre Civile (2), l'autre de la Chambre des Requêtes (3), les juges ont un pouvoir souverain pour l'évaluation et le règlement du montant de la perte subie et du gain manqué, ce qui n'implique pas nécessairement la possibilité de le fixer suivant leur fantaisie à un taux arbitraire.

(2) Arrêt de rejet du 24 octobre 1893. D.P. 1894-1-13.

(3) Req. 31 octobre 1921, D.P. 1922-1-54.

Il leur est d'ailleurs interdit d'allouer à une partie plus qu'elle n'a demandé (4).

Une autre règle est encore empruntée à la responsabilité contractuelle : celle d'après laquelle toute personne victime d'un dommage ne peut demander d'indemnité que pour le préjudice direct éprouvé, mais non pour le dommage indirect. Ces deux qualificatifs sont assez vagues, c'est pourquoi il ne semble pas inutile de donner quelques précisions à leur sujet. Un acte illicite ayant eu lieu, le dommage subi par la victime peut être le résultat immédiat de la faute commise. Mais ce résultat immédiat peut, par combinaison avec d'autres événements, en amener un autre. Ainsi, par une série de faits nouveaux, on obtient une cascade de conséquences de plus en plus éloignées. Le dommage direct est constitué par les premières, le dommage indirect par les plus lointaines. On doit seulement tenir compte en matière pharmaceutique, comme dans le droit commun, des premières conséquences et non des secondes. Faisant application de cette idée, un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du mois de mai 1883 (Union pharmaceutique 1883), confirmé en appel, a condamné un pharmacien à 2.000 francs envers le mari de sa cliente qui avait dû être internée à la suite de la délivrance de 693 grammes de morphine en 2 ans sur deux prescriptions médicales seulement. Le Tribunal, puis la Cour de Paris, ont donc estimé que l'internement était en relation directe avec le débit anormal de stupéfiant. Au contraire, lorsque le suicide d'un malade attribué à l'abus de la morphine survient après une crise de neurasthénie, mais très longtemps après la cessation de la

(4) Cass., Civ. 14 avril 1886. D.P. 1886-1-466.

fourniture de cette substance par le pharmacien, il n'est nullement prouvé que la mélancolie, puis le suicide du malade proviennent de cette faute lointaine. La famille doit être déboutée de sa demande (Paris, 6 février 1907. Rep. de Crinon, 1907, p.418), la dernière conséquence se trouvant trop éloignée de la faute initiale.

Dans les développements qui précèdent, le dommage causé par le pharmacien seul a été envisagé. Or, plusieurs personnes sont susceptibles de prendre part à l'acte dommageable. Lorsque, par exemple, de l'erreur du médecin sur son ordonnance, puis de la négligence du pharmacien qui l'exécute sans en contrôler l'exactitude par les moyens en son pouvoir, il résulte un homicide par imprudence, sur qui va peser le fardeau de l'indemnité réclamée par les ayants-droit de la victime ?

L'article 55 du Code Pénal décide que toutes les personnes condamnées pour une même infraction sont solidairement responsables de l'amende et des dommages et intérêts. Dans ce cas où le fait illicite constitue à la fois un délit pénal et un délit civil, il donne lieu à la condamnation solidaire des participants. Si l'acte illicite n'a aucun caractère pénal, il doit amener de la même façon une condamnation solidaire non pas parce qu'il est impossible de connaître la part de responsabilité incombant à chacun, mais parce que, suivant la théorie de la causalité occasionnelle, chaque personne a, par son acte fautif, déterminé la réalisation de tout le dommage. Ce point de vue est adopté par la jurisprudence (notamment Ch. Req. 18 octobre 1932) dans les cas les plus variés. Mais alors que la Cour de Cassation estimait depuis longtemps déjà qu'il y avait solidarité parfaite entre les co-auteurs d'un même

dommage, elle déclare depuis quelques années que c'est seulement une obligation in solidum. Un arrêt du 4 décembre 1939 de la Chambre Civile (Gaz. Pal. 1940-1-40) représentatif de cette dernière opinion, est ainsi motivé : « Chacun des co-auteurs d'un même dommage, conséquence de leurs fautes respectives, doit être condamné in solidum à la réparation de l'entier dommage, chacune de ces fautes ayant concouru à le causer tout entier, sans qu'il y ait lieu de tenir compte du partage de responsabilité auquel les juges du fond ont procédé entre les co-auteurs et qui n'affecte que les rapports réciproques de ces derniers, mais non le caractère et l'étendue de leur obligation au regard de la partie lésée. » C'est en somme l'opinion déjà émise par Aubry et Rau dans les termes suivants : « Chacune des personnes qui ont participé au délit est à considérer comme étant individuellement l'auteur du dommage qu'elle a causé, et en doit, par conséquent, la réparation intégrale. *Unusquisque fraudis particeps auctor est* ». Ce qui importe avant tout, c'est la possibilité pour la victime ou ses ayants-cause de réclamer la totalité de l'indemnité à l'un des délinquants. Bien entendu celui qui paye le tout acquitte non seulement sa dette propre envers la victime, mais celle des co-délinquants qu'il libère vis-à-vis de celle-ci. Comme cette dette pèse sur tous à la fois, ils doivent participer à son extinction. Mais il est pratiquement impossible de déterminer la part de chacun suivant le dommage causé par lui puisque par son action il a contribué à la réalisation de tout le préjudice. Pour la même raison, il paraît difficile de proportionner chaque part à la gravité de la faute, bien que cette solution semble la plus équitable. Par conséquent, celui qui a payé doit diviser son recours entre les co-auteurs solvables et cette divi-

sion doit s'effectuer par tête, chacun devant supporter une part virile de responsabilité.

Une autre hypothèse est à envisager : celle de la faute commune. Le pharmacien délivre une préparation contenant des toxiques sans prescription médicale, mais donne au client tous les renseignements utiles pour l'emploi du remède. Le malade ne suit pas les indications fournies et s'intoxique. Dans ce cas, à la faute du pharmacien vient s'ajouter celle de la victime. Il y a lieu à partage de responsabilité. Si au contraire le pharmacien ne commet aucun acte illicite, et si la victime seule est fautive parce qu'elle n'a pas suivi les indications données, le dommage tout entier doit être subi par elle sans recours possible.

En matière contractuelle, outre l'article 1149 qui vient d'être examiné, la responsabilité du pharmacien repose sur les articles 1150 et 1151 du Code Civil antérieurement analysés à propos de la faute dans la section précédente. Au surplus, leur application à la pharmacie est de faible importance en raison de la prépondérance des délits ou quasi-délits ; mais dans les cas où l'on se trouve en présence de contrats, il y a lieu d'appliquer purement et simplement les principes du droit commun ; le dommage peut être pécuniaire ou non, mais doit être certain, direct et immédiat ; la responsabilité du débiteur de bonne foi doit être limitée au préjudice prévu ou qu'il a pu prévoir, cette prévision du dommage n'exigeant pas celle de son montant.

Quant à la forme de la réparation, elle est la plupart du temps pécuniaire, mais comme le fait remarquer un arrêt de la Cour de Cassation du 6 juin 1896 il n'est pas nécessaire que l'indemnité soit accordée en argent. En effet la loi a posé un

principe général : l'obligation de réparer le dommage, mais les modalités d'application sont laissées à la disposition du juge. Si le pharmacien se livre à des actes diffamatoires par exemple, le Tribunal peut ordonner, au lieu d'une indemnité, que son jugement soit publié dans un ou plusieurs journaux aux frais de l'auteur de la diffamation. En la matière ce moyen est non seulement licite, mais fort bien adapté au but poursuivi.

SECTION III. — ACTION EN INDEMNITÉ ET CHARGE DE LA PREUVE

1° *Action en indemnité*

Le moyen pratique destiné à mettre en œuvre le droit à réparation, c'est l'action. Ce pouvoir légal est ouvert en premier lieu à la victime. Mais celle-ci n'est pas seule à pouvoir agir ; en raison des termes généraux de l'article 1382, dès qu'un individu quelconque éprouve un certain préjudice, il a droit à une indemnité. Un tiers peut donc bénéficier de l'action s'il démontre qu'il subit un dommage résultant d'un acte illicite. A la suite de l'administration à autrui de substances ayant déterminé une incapacité de travail, par exemple, non seulement la victime peut agir, mais l'ascendant auquel elle versait une pension alimentaire. Celui-ci a droit, en effet, à la pension et toute atteinte à son droit lui cause un préjudice. De même l'action est ouverte à toute personne créancière d'une pension alimentaire : un beau-père ou une belle-mère en raison de l'accident survenu au gendre ou à la belle-fille ou vice-versa. Il est, au surplus, de jurisprudence constante (5) que le dommage moral souffert par les proches parents de la victime, en cas de décès, doit être indemnisé com-

(5) Cass. Req. 5 novembre 1935 — Gaz. Pal. 1936-1-table
v° responsabilité civ. n° 30; Paris, 13 juin 1931 — S.1932-2-
111. Colmar, 8 décembre 1934, Gaz.Pal. 1935-1-146.

me le dommage matériel lui-même. Ainsi les parents ont une action en indemnité en raison du préjudice subi par eux personnellement. « Attendu, dit un jugement du Tribunal Civil de Meaux du 31 mars 1939 (6), que tous les demandeurs et intervenants à l'instance sont chacun en ce qui le concerne, recevables à demander la réparation du préjudice par eux personnellement subi ; que les majeurs... sont les frères de la victime et que leur droit à indemnité à tort dénié par le défendeur lors de l'introduction de l'instance n'est plus aujourd'hui contesté ; qu'il en est de même du droit des frères et sœurs mineurs... » Mais les Tribunaux n'ont pas admis que les successibles viennent prétendre avoir trouvé une action dans la succession et, par conséquent, avoir la faculté de l'exercer alors que le défunt lui-même était dans l'impossibilité de la faire jouer à son profit. Tout autre est le cas où le de cujus avait déjà intenté de son vivant une action en réparation. Sa mort étant simplement antérieure à l'évaluation judiciaire du préjudice moral ou matériel, on ne peut contester que ce droit passe à ses héritiers en qualité d'élément patrimonial (7). Cette action existant dans le patrimoine de la victime, les héritiers ont seulement à en poursuivre la réalisation. La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation (8) déclare à ce sujet dans un arrêt du 3 février 1938 (Gaz. Pal. 1938-1-466) « qu'au cas de décès de la victime d'un acci-

(6) Gaz. Pal. 1939-2-173 (sous-note).

(7) Paris, 5 janvier 1934. Gaz. Trib. du 28 juin 1934 ; H. et L. Mazeaud, Traité de la Responsabilité civ, 3^e éd., T. II, n^o 1905 et suiv.

(8) Déjà la même Chambre rendait un arrêt le 9 décembre 1937 (Gaz. Pal. 1938-1-128) admettant une solution identique.

dent avant décision judiciaire sur l'instance engagée par celle-ci en réparation du préjudice subi par elle, ses droits passent à ses héritiers et que ce préjudice cessant au jour du décès doit être évalué par les juges à la date de cet événement ».

Aucun obstacle ne s'oppose à ce que deux actions puissent être intentées contre l'auteur de l'accident : l'une personnelle, née directement sur la tête de l'héritier pour obtenir réparation du dommage matériel ou moral subi par lui par suite du décès ; l'autre acquise par voie successorale et ayant pour objet la réparation du préjudice éprouvé par la victime et réclamée par elle avant sa mort. Cette idée est illustrée par un jugement précité du Tribunal Civil de Meaux en date du 31 mars 1939, condamnant l'auteur d'un homicide par imprudence à payer à titre de dommages-intérêts à la succession de la victime (9) décédée au cours de l'instance engagée par elle la somme de 20.000 fr. et à chacun des demandeurs et intervenants personnellement la somme de 200 fr.

Quant au concubinage, peut-il permettre une action contre un pharmacien auteur d'un homicide par imprudence sur la personne du concubin ? Sur cette importante question, la Cour de Cassation n'avait pas en 1926 une ligne de conduite très nette. Elle déclarait par l'intermédiaire de sa Chambre Criminelle le 26 novembre 1926 que l'article 1382 ne faisait aucune distinction au sujet de la nature du lien pouvant exister entre la victime et la per-

(9) La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation précise qu'il faut entendre par victime dans un sens large « non seulement celui qui a été lui-même blessé, mais au cas d'accident mortel, les parents proches du disparu auxquels son décès porte préjudice ».

sonne réclamant une indemnité et que celle-ci était due à la concubine. Par contre un arrêt précédent de la même Chambre du 9 novembre 1926 déclarait que lorsque le concubinage apparaissait comme une situation précaire et instable, il n'y avait pas lieu à réparation. Mais par une série d'arrêts (10) relativement récents, les Chambres Criminelle et Civile ont fixé la jurisprudence, adoptant le même point de vue sur la question bien que leurs attendus soient quelque peu différents. En conséquence toute indemnité est refusée à la concubine malgré la continuité et la durée de l'existence commune et en dépit de la cessation de l'assistance donnée par le concubin considéré comme le seul et unique soutien de la personne vivant avec lui en concubinage. L'idée directrice de cette jurisprudence réside dans l'irrégularité et la précarité de telles relations entre concubins. Il ne peut y avoir de la sorte un intérêt légitime susceptible de servir de base à une action en indemnité. La doctrine elle-même pose le même principe. MM. H. et L. Mazeaud, dans leur traité de la Responsabilité civile (3^e édition, T. I, n^o 278 et suivants) écrivent notamment : « La concubine, quand elle demande réparation, se prévaut de l'atteinte portée à une situation illicite et immorale, situation qui, si elle n'est pas dans tous les cas réprimée par la loi pénale, est du moins contraire aux règles fondamentales du droit civil qui gouvernent l'organisation de la famille. L'intérêt

(10) Cass. Cr. 13 février 1937, Gaz.Pal. 1937-1-467 ; Cr. 21 décembre 1937, Gaz.Pal. 1938-1-175 ; Cr. 18 fév. 1938, Gaz. Pal. 1938-2-70 ; Cr. 8 avril 1938, Gaz.Pal. 1938-2-69 ; Cass. Civ. 27 juillet 1937, Gaz.Pal. 1937-2-376 ; Civ. 28 novembre 1938, Gaz.Pal. 1939-1-39 ; Civ. 20 avril 1939, Gaz.Pal. 1939-2-269 ; Civ. 23 mai 1939, Gaz.Pal. 1939-2-268.

qu'elle invoque n'est donc pas un intérêt légitime respectable. Partant il ne peut être protégé par la loi. Aucune action en justice ne peut être exercée si elle n'est pas fondée sur une cause légitime. Le concubinage, apparence du mariage, peut produire certains effets à l'égard des tiers trompés par cette apparence ; il ne saurait, comme l'a nettement montré M. le Doyen Josserand (D.Heb. 1932, Chron., p. 50 et s.) en produire aucun au profit des concubins, créateurs de l'apparence. A la concubine on objectera l'adage : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. Voilà comment son action doit être repoussée : en se fondant sur l'immoralité de la situation lésée ».

Jusqu'ici seule l'atteinte portée à des individus considérés *ut singuli* a été envisagée. Il y a lieu maintenant de parler de la lésion de l'intérêt collectif servant de base à une action en justice. Parmi les groupements, il convient, pour limiter le cadre de cette étude, de voir le cas du syndicat pharmaceutique. De bonne heure les pharmaciens se sont groupés en syndicats, sentant l'avantage d'une action collective pour la protection de leurs intérêts professionnels. Un seul écueil existe : l'intérêt général ne cadre pas toujours avec celui des individus. S'appuyant sur l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, un jugement du Tribunal de Saint-Etienne en date du 17 décembre 1889 (S. 1891-1-559) estime que le syndicat constitué en vue de défendre les intérêts professionnels a le droit d'ester en justice à la double condition que le syndicat ait été institué en vue d'un intérêt général de la profession et que l'action exercée au nom du syndicat ait pour objet un intérêt général et collectif. Ces principes maintes fois rappelés depuis cette date ont trouvé leur forme définitive dans l'arti-

cle 5 de la loi du 12 mars 1920 : « Les syndicats peuvent, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession. » La voie est ainsi largement ouverte aux syndicats pour agir en justice puisque, au préjudice direct, c'est-à-dire à celui éprouvé par la collectivité elle-même, la loi de 1920 ajoute le préjudice indirect subi par l'un des membres du groupement et ressenti par contre-coup par le groupement tout entier. Comme l'indique ce texte, pour que l'action syndicale soit recevable, il faut que les intérêts collectifs et professionnels aient été atteints. Un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour Suprême du 3 juin 1937 (Gaz. Pal. 1937-2-480) mentionne en outre que la violation de certaines dispositions est de nature à causer un « préjudice matériel et moral » aux intérêts collectifs de la profession représentée par les syndicats demandeurs. La Cour admet donc comme base de l'action syndicale le simple dommage moral résultant de la déconsidération jetée sur l'ensemble d'une profession par suite des faits incriminés. L'exercice illégal de la pharmacie, l'usurpation du titre de pharmacien peuvent servir de base à l'action d'un syndicat au même titre que certains délits comme le colportage (11). Mais

(11) Trib. correc. de Belley, 4 mars 1937 (Gaz. Trib. 1937-2-298) allouant 1.000 francs de dommages-intérêts au syndicat des pharmaciens de l'Ain. Trib. Corr. de Coulommiers, 21 juin 1938 (argus des pharmaciens du 1^{er} septembre 1938) condamnant un pharmacien et son fils à 5.000 francs de dommages-intérêts au profit du syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne, partie civile. Trib. civ. de la Rochelle (argus des Pharmaciens du 1^{er} mars 1939) condamnant un pharmacien à 200 fr. de dommages-intérêts envers le syndicat des pharmaciens de la Charente-Inférieure.

l'action syndicale, dont le principe est depuis longtemps admis, n'est pas toujours recevable. Un exemple en est fourni par un arrêt de la Cour de Cassation (Cr. 4 février 1938. Gaz.Pal. 1938-1-516). En matière de diffamation, il appartient à une seule personne, celle qui a été diffamée, de porter plainte ou de poursuivre. L'article 60 de la loi du 29 juillet 1881 dispose en effet : « En cas de diffamation envers les particuliers, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée. Le désistement du plaignant arrêtera la poursuite. » L'individu est donc seul juge de l'atteinte portée à son honneur et partant de l'opportunité des poursuites et de la demande en réparation du préjudice causé. Pour ce motif, la Cour Suprême a cassé un arrêt de la Cour d'Orléans rendu le 13 novembre 1936, mais seulement en ce qui concerne le droit d'intervention d'un syndicat et les réparations civiles allouées à cet organisme. Par conséquent, en dépit de l'intérêt qu'un syndicat de pharmaciens peut invoquer lorsqu'une atteinte est portée à la considération ou à l'honorabilité de la profession, il ne peut ester en justice pour diffamation.

En matière contractuelle, le champ de l'action est moins vaste, celle-ci n'étant offerte qu'au bénéficiaire du contrat ou à ses ayants-cause à titre universel.

2° Charge de la Preuve

Pour les délits et quasi-délits, on fait application de la règle : *actori incumbit probatio*. Le demandeur voit peser sur lui la charge de la preuve. Il ne peut se contenter de faire observer qu'il a subi un préjudice ; il doit en prouver l'existence comme

il lui appartient de démontrer que le pharmacien a commis, soit une imprudence, soit une négligence, soit un acte intentionnel, en un mot qu'une faute lui est imputable. Certes la règle précédente n'impose pas au demandeur une obligation illimitée, les exceptions étant à la charge du défendeur en vertu de l'adage : *reus in excipiendo fit actor*. Mais il n'en est pas moins vrai que c'est pour lui un fardeau bien lourd que de prouver une faute. De plus il doit faire la preuve du lien de cause à effet unissant ladite faute au préjudice. Si celui-ci est indirect, la victime n'a pas droit à réparation, n'ayant pas démontré avec certitude l'existence d'un rapport de causalité entre les éléments précédents. C'est donc en principe la victime qui est obligée de faire cette triple preuve : du préjudice, de la faute et du lien de causalité et c'est uniquement si elle réussit à établir ces différentes sortes de faits qu'une indemnité peut lui être accordée par un Tribunal.

En présence d'une faute contractuelle, celui qui en souffre n'a pas à en démontrer la réalité, mais à fournir la justification de l'existence du contrat suivant l'article 1315 du Code Civil qui exige d'une personne réclamant l'exécution d'une obligation de la prouver. Cette preuve étant rapportée, il y a lieu de présumer que le débiteur n'a pas exécuté, qu'il a commis une faute. Puisque le pharmacien s'est engagé, il lui appartient de respecter ses engagements. Il ne s'agit pas pour lui, contrairement à ce qui se passe pour le médecin, d'une obligation de moyen par laquelle il promettrait seulement d'employer certains procédés, d'être diligent et d'apporter tous les soins nécessaires à l'accomplissement de sa tâche, sinon il lui suffirait d'avoir employé ces moyens pour ne pas être res-

ponsable. L'obligation qui lui incombe est une obligation de résultat, comme cela existe dans la plupart des contrats. Le pharmacien doit donc agir de telle façon que le but recherché soit atteint. Toutefois s'il prétend être libéré, il doit justifier du paiement ou du fait qui a produit l'extinction de l'obligation.

D'après l'article 1147 du Code Civil, « le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement des dommages et intérêts... toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part. » La preuve du lien de causalité se trouve renversée comme pour la faute, l'article ci-dessus présument que l'inexécution n'est pas due à une cause étrangère. Il convient de préciser que pour l'existence de la responsabilité contractuelle, il est nécessaire que le préjudice subi soit en relation avec l'inexécution du contrat. Mais le débiteur peut être exonéré de toute responsabilité à condition de faire la preuve, selon l'article 1148 (Code Civil), d'un cas fortuit ou de force majeure.

Quant à la preuve du dommage, elle incombe bien entendu à la victime comme en matière délictuelle ou quasi-délictuelle.

SECTION IV. — RESPONSABILITÉ POUR AUTRUI

Le pharmacien n'est pas toujours seul pour tenir son officine. Il peut avoir besoin, suivant l'importance de sa pharmacie, soit d'un ou de plusieurs préparateurs, soit d'une personne pour tenir la caisse, bref d'un personnel dans lequel viennent s'incorporer les stagiaires. Ceux-ci vis-à-vis de lui sont de véritables apprentis, mais dans leurs rapports avec les tiers ils sont des préposés au même titre que les autres employés de l'officine. Ce qui caractérise la situation du préposé, c'est moins comme le prétendait Pothier, le choix d'une personne effectué tantôt librement, tantôt en raison de certaines qualités ou aptitudes, que comme le fait remarquer la Cour de Cassation, l'autorité acquise par le commettant sur son employé. Étant sous la dépendance de son patron, le préposé reçoit des ordres qu'il doit exécuter et c'est parce que son activité est strictement dépendante que les conséquences de ses actes sont supportées par le commettant. Le pharmacien est donc responsable, non seulement du dommage causé par son propre fait, mais de celui provoqué par les personnes dont il doit répondre. L'article 1384 qui lui est applicable déclare : « Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. » Le Code Civil, ayant établi en ces termes la responsabilité du commettant, ne lui donne aucun moyen d'exonération. Au surplus,

comme un profit est retiré des services fournis par ses employés, il est juste que le pharmacien supporte les conséquences civiles de tout préjudice causé par son personnel. Ces deux idées sont évidemment basées sur la notion de risque. Mais pour être déclaré civilement responsable d'un préposé, il faut en premier lieu que celui-ci ait commis un acte ayant le caractère d'une faute et en deuxième lieu que ce fait soit intervenu dans l'exercice des fonctions. Sur ce dernier point, la Cour de Cassation, faisant application de l'idée de causalité occasionnelle, estime que le commettant est responsable non seulement en cas de mauvais travail de son personnel, mais lorsque celui-ci commet un délit à l'occasion de ses fonctions (12) et par abus de celles-ci. Le lien entre la faute dommageable et la fonction doit néanmoins exister (13), bien que dans certaines espèces cette relation soit bien ténue. Certes le préposé n'a pas reçu d'ordres pour mal agir et même si son action se déroule contrairement à ceux qu'il a reçus, le patron est toujours responsable, les fonctions exercées par l'employé ayant permis la réalisation de la faute puis du dommage consécutif à celle-ci (14). Mais dans le cas où l'acte illicite n'a aucun rapport même occasionnel avec les fonctions, le commettant ne peut encourir aucune responsabilité. La Cour de Cassation, dans un arrêt de sa Chambre Criminelle en date du 14 décembre 1939 (Gaz. Trib. du 16 mars 1940) (15), dé-

(12) Cass. Cr. 30 juin 1939. D. Hebd. 1939, p. 455.

(13) Cass. Cr. 24 mars 1939. D. Hebd. 1939, p. 310.

(14) Cass. Cr. 22 mars 1905 ; Cass. Cr. 23 novemb. 1928 ; Paris, 24 février 1909.

(15) Dans le même sens, Cass. Cr. 27 octobre 1938. Gaz. Pal. 1938-2-738.

clare : « La circonstance que le fait dommageable a été perpétré dans le lieu et même dans le moment où le préposé était au service du commettant, ne saurait suffire à justifier l'application de l'article 1384 Code Civil, si ce fait ne constitue ni un acte, ni un abus de confiance. » Par conséquent si, comme en l'espèce, des paroles injurieuses sont échangées entre deux préposés du pharmacien, puis des voies de fait exercées, celui-ci ne peut être responsable pour des faits sans relation avec les situations de ses deux employés. Un précédent arrêt de la même Chambre (16) estime que la responsabilité du commettant doit cesser lorsque le préposé a été envisagé par la victime comme agissant pour son compte personnel et non pour celui du patron.

En ce qui concerne la nature de la responsabilité encourue par le pharmacien dans le cadre de la présente section, elle est d'ordre strictement civil, à l'exclusion de toute responsabilité pénale qui incombe à l'auteur de l'infraction. En matière pénale en effet, l'amende est personnelle. En matière civile, au contraire, le principe du recours (Ch. Req. 13 juillet 1928) est admis. Le pharmacien civilement responsable, ayant payé une indemnité, peut se retourner contre son préposé et lui réclamer la totalité de la somme versée par lui, au cas où l'employé n'a pas agi conformément aux mesures de prudence qui lui ont été recommandées. Mais suivant l'opinion émise par la Cour de Cassation, le recours du pharmacien peut être exercé lorsqu'il a lui aussi commis une faute, ou être interdit en

(16) Cass. Cr. 8 mai 1936, Gaz. Pal. 1936-2-469 ; Cass. Req. 4 juillet 1938, D. Hebd. 1938, p. 470 ; Cass. Cr. 30 juin 1939, D. Hebd. 1939, p. 455.

raison de la gravité exceptionnelle de celle-ci. Dans ce dernier cas, le commettant ayant laissé une trop grande liberté à un stagiaire débutant, peut ne pas avoir d'action contre lui eu égard à son inexpérience. Mais au contraire un recours est ouvert au pharmacien quand, ayant confié l'exécution d'une ordonnance dangereuse et compliquée à un élève en cours de stage et n'ayant pas surveillé, ni fait surveiller, ni contrôlé la préparation du remède, il est déclaré civilement responsable de la faute de son préposé. En raison de cette négligence grave commise par le patron, le stagiaire ne peut subir le recours de celui-ci que pour partie, tribut de sa jeunesse et partant de son manque d'expérience.

CONCLUSION

En dépit des progrès réalisés par la science et des modifications corrélatives qui ont pu intervenir dans l'exercice de la profession pharmaceutique, la législation en cette matière reste basée sur le texte fondamental de la loi du 21 Germinal an XI, malgré sa rédaction vicieuse dans l'ensemble. Certaines dispositions en effet édictent des interdictions, des obligations, mais elles ne prévoient pas toujours des sanctions au cas où des pharmaciens contreviendraient aux mesures prévues par elles. Certes le corps pharmaceutique est sage et respectable, mais la tâche du législateur ne consiste pas à s'en rapporter à la droiture, à la conscience professionnelle et à l'attention soutenue d'un nombre plus ou moins important de personnes. Son rôle est précisément d'empêcher ceux dont la moralité est moins élevée ou l'attention défailante de tomber dans certaines fautes et d'assurer ainsi le respect des dispositions légales en les assortissant de peines.

Au surplus, quelques articles méritent d'avoir une terminologie plus précise afin de pallier à l'existence d'interprétations diverses et de situations équivoques.

Un autre grief s'adresse moins au législateur de l'an XI qu'à ses successeurs : c'est le vieillissement des dispositions de la loi de Germinal. C'est un fait, cette charte de la pharmacie n'est plus

adaptée aux besoins de l'époque actuelle. Sur quelques points le législateur a bien fait état de certaines insuffisances, d'autres lois étant intervenues pour régler des questions d'une importance capitale, comme pour les toxiques et stupéfiants par exemple. Mais le défaut d'une telle méthode est trop visible. Il réside dans la dissémination de la législation. En cette matière une refonte des textes s'impose. Il convient de les grouper afin d'obtenir plus de clarté et plus de simplicité. Ce sont là les avantages de toute codification.

Pour lutter plus efficacement contre certaines illégalités et en particulier contre les prête-noms, il semble utile de renforcer les pouvoirs des Inspecteurs et de développer leurs moyens d'investigation.

Enfin il convient d'instituer parallèlement à l'Ordre des Médecins celui des Pharmaciens pour garder l'honneur et la morale de la profession, surveiller l'exercice même de la pharmacie, examiner les problèmes qui s'y rapportent, être l'interprète des pharmaciens auprès des pouvoirs publics, défendre les intérêts de la profession, veiller à la stricte application des lois et des règlements en vigueur et prononcer le cas échéant des peines disciplinaires contre certains membres ne respectant pas les devoirs de leurs charges.

APPENDICE

LA LOI DU 11 SEPTEMBRE 1941

La Loi du 11 septembre 1941 (Journ. Off. du 20 septembre 1941, p. 4018) apportant quelques retouches à l'exercice de la pharmacie, il me semble utile de consacrer les pages suivantes à un examen rapide de ce texte, qui comble certaines lacunes importantes dont l'origine date de l'an XI.

Tout d'abord, l'article 1^{er} énumère une série d'actes réservés aux pharmaciens : 1° la préparation des médicaments destinés à l'usage de la médecine humaine ; 2° la préparation des objets de pansements et de tous articles présentés comme conformes au Codex, stérilisés ou non ; 3° la vente en gros, en détail et toute délivrance au public des mêmes produits et objets ; 4° la vente des plantes médicinales inscrites au Codex. A ce propos, cet article donne une définition du médicament qui est la suivante : « Toute drogue, substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines et conditionnée en vue de la vente au poids médicinal. » Puis il ajoute que les produits diététiques renfermant des substances chimiques ou biologiques sont considérés comme médicaments et que la fabrication et la vente des virus atténués ou

non, sérums thérapeutiques, toxines et des divers produits d'origine microbienne restent régies par la Loi du 14 juin 1934. Au contraire, la fabrication et la vente en gros des drogues simples, des produits chimiques et de toutes matières premières destinées à la pharmacie sont libres à condition qu'aucune délivrance n'en soit faite directement au consommateur pour l'usage pharmaceutique. Quant aux produits hygiéniques ne contenant pas de substances vénéneuses, aux produits utilisés pour la désinfection des locaux et pour la prothèse dentaire, ils ne sont pas des médicaments.

Une autre définition est encore donnée par l'article 19 : « On entend par officine l'établissement affecté à l'exécution des ordonnances magistrales, à la préparation des médicaments inscrits au Codex, et à la vente au détail des produits visés à l'article 1^{er}. »

Ces précisions étant indiquées, il s'agit maintenant d'examiner la nouvelle réglementation.

Le principe d'indivisibilité de la propriété et de la gérance est maintenu par la présente charte, le pharmacien devant, d'après l'article 23, être propriétaire de l'officine dont il est titulaire et d'après l'article 27 exercer personnellement sa profession. Les controverses concernant le caractère propre de ce principe de non-dédoublement ne sont donc plus permises puisque dorénavant c'est un texte législatif qui le consacre expressément. Comme d'autre part, « en toutes circonstances, les médicaments doivent être préparés par un pharmacien ou sous sa surveillance directe » (article 27), une officine ne peut rester ouverte en l'absence de son titulaire. Le pharmacien qui s'absente doit donc aux termes de l'article 28 se faire régulièrement remplacer soit par un confrère, soit par un étudiant en pharmacie

justifiant d'un minimum de scolarité, mais cette latitude, qui lui est accordée, ne peut en aucun cas autoriser un remplacement d'une durée supérieure à un an. Au surplus, un règlement d'administration publique en fixera les conditions.

Après décès, le conjoint survivant ou les héritiers du pharmacien ont la faculté de faire gérer l'officine par un diplômé pendant un an au maximum. C'est en somme une confirmation pure et simple du régime antérieur. Bien que le texte actuel ne parle que de gestion par ce diplômé, le quatrième alinéa de l'article 28 ayant trait au remplacement est moins restrictif, puisqu'il mentionne également les étudiants dont le temps de scolarité est jugé suffisant. Or, un remplacement quel qu'il soit est une gérance provisoire. Ainsi, rien ne s'oppose à ce que le pharmacien gérant ait, pour l'aider dans sa tâche, des jeunes dont la formation scientifique se trouve suffisamment développée. Le texte de la loi du 9 février 1916 était pourtant assez clair et précis. Aussi est-il difficile de comprendre les raisons qui ont milité en faveur de sa modification.

Pour les sociétés entre diplômés et non-diplômés, leur illégalité résulte de la combinaison de deux articles : le deuxième alinéa de l'article 24 ainsi rédigé : « est nulle et de nul effet toute stipulation destinée à établir que la propriété ou la co-propriété d'une officine appartient à une personne non-diplômée » et le second alinéa de l'article 23 autorisant entre pharmaciens la seule forme de société admise au cours de cette thèse : celle en nom collectif. Malgré cela, quelques dérogations sont prévues au profit de certains organismes. Tout d'abord lorsqu'il s'agit d'établissements préparant ou vendant en gros des drogues simples ou des pro-

duits chimiques destinés à la pharmacie « et conditionnés en vue de la vente au poids médicinal » ou bien des préparations pharmaceutiques, le vœu du législateur est qu'ils appartiennent à des pharmaciens, mais ils peuvent être la propriété de sociétés anonymes, à responsabilité limitée, en commandite ou en nom collectif sous certaines conditions. La première applicable à toutes les formes de groupements exige que tout directeur technique soit diplômé. Quant aux autres conditions, elles varient suivant le type adopté. Pour les sociétés anonymes « le président et la moitié plus un des membres du conseil d'administration » doivent être pharmaciens. Ici une remarque terminologique s'impose. L'expression : la moitié plus un des administrateurs, ne semble pas heureuse, car lorsque ces personnes se trouvent en nombres impairs de trois à douze, leur partage par moitié s'avère difficile. Il est vrai qu'il s'agit uniquement d'un partage symbolique. Malgré cela, il semble préférable de parler de la majorité des membres. Pour les sociétés à responsabilité limitée et en commandite, tous les gérants doivent avoir le titre de pharmacien. « Dans les autres formes de sociétés, poursuit l'article 39, tous les associés » sont soumis à la même obligation. De cette façon on ne risque pas, comme l'écrivait M. Prevet dans une thèse déjà citée, de brider sans profit pour personne l'industrie pharmaceutique. Elle peut aujourd'hui, en s'appuyant sur un texte précis, faire appel aux capitaux disponibles et lutter à armes égales contre la concurrence étrangère redoutée par cet auteur.

Par dérogation à la règle d'indivisibilité de la propriété et de la gérance, la nouvelle charte de la pharmacie autorise « les hôpitaux, hospices, asiles,

cliniques, sanatoriums, préventoriums, maisons de santé, dispensaires et en général tous les organismes publics ou privés où sont traités les malades, ainsi que les sociétés de secours mutuels et leurs unions », à être propriétaires d'une pharmacie, à la condition de la faire gérer par un pharmacien investi d'une mission de surveillance et par conséquent responsable. Cette gérance doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le préfet après avis de la Chambre départementale et sur proposition du directeur régional de la santé et de l'assistance. Au cas où, en raison de la faible importance du service exigé, elle est confiée à une personne déjà titulaire d'une officine, ladite autorisation doit porter une mention expresse. L'innovation importante consiste à permettre aux établissements privés d'avoir leur officine alors que par le passé les organismes publics préposés aux soins des malades avaient leurs pharmacies ainsi que les sociétés de secours mutuels. Bien entendu lesdites pharmacies ne peuvent servir qu'à subvenir aux besoins de la collectivité dont elles dépendent et toute vente de médicaments au public est strictement interdite, sauf toutefois en cas de nécessité sur autorisation du Préfet après avis favorable du directeur régional pour une période déterminée. En pareil cas la vente au public est effectuée au prix du tarif pharmaceutique suivant l'article 26. Pour les sociétés entre pharmaciens, le texte demandé est paru. Il admet un type unique de groupement, le seul logique et aussi le seul acceptable. Son article 23, alinéas 2 et 3, autorise la société en nom collectif pour l'exploitation d'une officine et d'une seule, le pharmacien ne pouvant être co-propriétaire que d'une pharmacie ou propriétaire tout court s'il n'existe aucune société.

Quant aux syndicats, groupements ou organismes professionnels se rapportant à la défense des intérêts de la profession, leur dissolution est prononcée par l'article 60 et la dévolution de leur patrimoine est prévue par le deuxième alinéa de ce même article, les bénéficiaires étant soit les caisses gérées par les conseils régionaux, soit la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques, soit celle des droguistes en pharmacie et des répartiteurs de produits pharmaceutiques.

La plaie profonde, qui saigne au sein même de la profession, ne semble pas avoir préoccupé outre mesure les rédacteurs de la charte nouvelle. L'article 27 en fait foi. Après avoir imposé à tout pharmacien propriétaire d'exercer personnellement sa profession, et de préparer lui-même les médicaments qu'il délivre à ses clients ou d'en surveiller directement la confection, le texte prévoit que certains pharmaciens ayant un chiffre d'affaires élevé doivent se faire assister d'un nombre de confrères fixé par arrêté du secrétaire d'Etat à la famille et à la santé après avis du conseil supérieur. Toute cette réglementation est fort intéressante en raison des idées qu'elle renferme, mais elle ne donne malheureusement aucune solution au problème d'ailleurs fort délicat de la suppression du prête-nom. Tout au plus, peut-on dire que les dispositions relatives à la limitation du nombre des officines rendent la fraude un petit peu plus difficile, mais il ne m'est pas permis d'affirmer une chose que je ne pense pas. En effet, aucun pas décisif n'est réalisé pour juguler le mal, le principe de non-dédoublement existant aujourd'hui comme avant sans changement et aucun moyen pratique de contrôle n'étant institué pour le déceler. Certes je n'ignore pas les difficultés que présente la réalisation d'un

tel projet, mais le grief qui peut être fait au texte actuel est de ne pas avoir essayé d'aborder le problème de front et de n'avoir pas tenté d'apporter une modeste part à sa résolution.

Les règles concernant la détention de toxiques ne subissent aucune modification, puisque la législation sur les substances vénéneuses reste intacte. Pour cette raison d'ailleurs subsiste l'obligation de présenter une ordonnance pour l'obtention de produits des tableaux A, B et C en nature, ou de préparations médicamenteuses renfermant des substances inscrites à l'un des trois tableaux. D'autre part, comme sous l'empire de la loi de germinal, les drogues simples non toxiques peuvent être délivrées sans prescription médicale ; d'ailleurs ce texte vétuste n'exigeait cette formalité que pour les médicaments composés. Par suite de son abrogation partielle, ceux-ci vont donc être vendus en toute liberté. Ainsi la pratique courante ne risque plus de subir aucune entrave de ce chef. Le pharmacien va pouvoir, en toute quiétude, être juge de l'état de santé du client, et lui proposer sous sa propre responsabilité une préparation de son choix, non toxique il est vrai. De cette façon le frein à la tolérance admise et à celle qui ne l'est pas, suivant les expressions employées par M. le Doyen honoraire Radais, n'existe plus.

L'obligation de se conformer au Codex subsiste dans le nouveau texte, mais la rédaction est simplement différente de celle de l'article 32 de la loi de germinal. Le nouvel article 20, 3^e alinéa, s'exprime de la façon suivante : « les pharmaciens doivent tenir dans leur officine les drogues simples, les produits chimiques et les préparations stables décrites par le Codex français. Les médicaments

officinaux instables doivent pouvoir être préparés en cas de besoin. Ces substances doivent présenter les caractéristiques indiquées au Codex. »

Le même article 20, par son quatrième alinéa, interdit la vente des remèdes secrets dans des termes identiques à ceux employés par l'article 32 de Germinal. Tout ce qui a été dit à ce sujet ne subit par conséquent aucune modification. Une seule omission regrettable est à déplorer : la réclame concernant lesdits remèdes n'est pas expressément prohibée. Certes, puisque leur vente est interdite, il semble logique qu'il en soit de même de toute annonce ou affiche imprimée ou de tout autre procédé publicitaire. Mais en l'absence de mention dans la nouvelle charte, les articles ayant trait à la réglementation de la publicité ne sont pas applicables en cette matière. Comme d'autre part, l'article 36 de la loi de Germinal est abrogé, ainsi que la loi du 29 Pluviôse de l'an XIII, il n'y a actuellement aucune sanction pour un semblable délit et l'assimilation de l'annonce à la vente faite jusqu'à présent par la Cour de Cassation et quelques Cours d'Appel au point de vue pénal perd toute base.

L'interdiction de vendre des médicaments en dehors de l'officine et le colportage font l'objet de trois nouveaux articles par suite de la disparition du titre 4 de la loi de Germinal et de la loi du 4 septembre 1936. L'article 33 précise un point déjà mis en lumière précédemment : toute personne même munie du diplôme de pharmacien ne doit pas se livrer au débit, à l'étalage ou à la distribution de médicaments sur la voie publique, dans les foires ou marchés. Pour la sollicitation des commandes effectuée par les pharmaciens ou leurs préposés, ce n'est plus d'après l'article 31 un délit d'ha-

bitude comme sous l'empire de la loi de 1936. Cette disposition aggrave singulièrement la situation du pharmacien, puisqu'un seul acte suffit pour le faire condamner. Malgré cela, la livraison à domicile de médicaments régulièrement commandés est toujours permise, à condition toutefois que la réception desdites commandes ne soit pas due à l'entremise habituelle de courtiers. Il y a lieu de remarquer à cet effet que la participation accidentelle d'un intermédiaire ne peut donner lieu à une poursuite, l'habitude dans ce cas étant seule répréhensible. Mais lorsqu'il s'agit d'une livraison permise, une règle excellente vient d'être édictée par le deuxième alinéa de l'article 31 : la remise ne peut être effectuée qu'en paquet scellé portant le nom et l'adresse du client. Une autre disposition intéressante est celle de l'article 32 dont le texte qui se suffit à lui-même est le suivant : « Est interdite la vente au public de tous médicaments, produits et accessoires visés à l'article 1^{er} de la présente loi par l'intermédiaire de maisons de commission, de groupements d'achats ou d'établissements possédés ou administrés par des personnes non munies du diplôme de pharmacien. »

L'interdiction de se livrer dans l'officine à un autre commerce est toujours d'actualité, puisque aux termes de l'article 20, seules les marchandises figurant sur une liste arrêtée par le secrétaire d'Etat à la famille et à la santé sur proposition du conseil supérieur peuvent être vendues dans une pharmacie. Ainsi la liste des accessoires n'est plus ouverte et ce n'est pas un mal, à condition que cette liste limitative soit dressée avec la plus méticuleuse attention.

D'autre part, le souci évident du législateur de

1941 est de permettre au pharmacien de mieux exercer sa profession en édictant des incompatibilités avec toute autre profession et notamment avec celle de médecin, sage-femme, dentiste, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants. C'est une innovation importante, mais la réciproque n'est pas exacte. En effet, dans les localités où il n'y a pas d'officine ouverte, le médecin peut, comme par le passé, avoir chez lui un dépôt de médicaments et délivrer à ses clients certaines drogues simples et composées sans pouvoir toutefois tenir officine ouverte. Une seule condition lui est imposée, celle d'être autorisé par le Préfet après avis du directeur régional de la santé et de l'assistance.

En ce qui concerne le compérage médico-pharmaceutique, l'article 34 actuel n'apporte aucune retouche au régime antérieur, toute convention entre un pharmacien d'une part, et médecin, chirurgien-dentiste ou sage-femme d'autre part, reste interdite, si elle assure à l'un quelconque de ceux-ci un bénéfice sur la vente des produits pharmaceutiques, médicamenteux ou hygiéniques prescrits par eux. Le malade, aujourd'hui comme hier, ne doit pas être livré sans défense à l'avidité charlatanesque de certains individus indignes. Se faire le complice de tels agissements, c'est ravaler l'exercice d'une noble profession au rang d'un vil marchandage, c'est spéculer sur la misère humaine, c'est en un mot commettre non seulement une mauvaise action, mais abuser d'une façon honteuse d'une mission sociale de confiance. Pour compléter la protection du public, l'article 35 prescrit au pharmacien de vendre au tarif pharmaceutique national les médicaments et produits, dont le débit doit être effectué par lui.

Le titre 3 de la nouvelle charte est entièrement consacré à la réglementation de la publicité. Il doit être accueilli avec satisfaction, car pendant ces dernières années il y a eu une énorme débauche de réclames tendant à faire perdre à la pharmacie son véritable caractère. Le texte actuel divise la publicité en deux parties : technique et générale. Suivant l'article 16, la première est libre auprès des pharmaciens et médecins auxquels elle s'adresse pour leur faire connaître certains produits et leurs compositions. Mais en dehors des échanges médicaux destinés à l'expérimentation, et de la remise habituelle accordée aux médecins, dentistes, sages-femmes sur le prix de vente des médicaments destinés à leur usage personnel, le pharmacien ne doit leur donner aucune prime, objet publicitaire ou avantage matériel quelconque. La seconde qui s'adresse au public est également libre lorsqu'elle se borne à la diffusion pure et simple du produit, les seules mentions autorisées se limitant à la teneur du médicament, son nom et celui du pharmacien préparateur ainsi que les titres universitaires de celui-ci et son adresse (article 17). Si un texte publicitaire dépasse le cadre ci-dessus, le visa du comité technique des spécialités est indispensable pour qu'il soit porté à la connaissance du public (article 18).

Avant de parler de l'inspection, il semble logique de donner un bref aperçu de l'organisation professionnelle, objet du titre 2 de la loi du 11 septembre 1941. Cette organisation comprend trois échelons. Le plus bas est formé par les chambres départementales groupant tous les pharmaciens du département. A l'échelon suivant, se trouvent les conseils régionaux institués au siège de chaque ré-

gion sanitaire et comprenant deux professeurs de Facultés ou d'Écoles de pharmacie et des délégués des chambres départementales de la région. Parmi leurs attributions, il y a lieu de noter le droit de prononcer des sanctions disciplinaires, telles que la réprimande et le blâme avec inscription au dossier contre les personnes coupables de fautes professionnelles. A l'échelon le plus élevé siège le conseil supérieur de la Pharmacie, dont la composition est la suivante : trois professeurs de Facultés, l'un de la Faculté de pharmacie de Paris, le second d'une Faculté de province, le troisième de la section pharmacie d'une Faculté mixte de médecine et de pharmacie, nommés par le secrétaire d'Etat à l'Éducation nationale et à la Jeunesse, puis huit délégués de conseils régionaux différents élus par les représentants de chacun d'eux, quatre délégués de la chambre des fabricants de produits pharmaceutiques et deux délégués de la chambre des droguistes en pharmacie et répartiteurs de produits pharmaceutiques. Les nominations et les élections, tant aux conseils régionaux qu'au conseil supérieur, sont valables pour trois ans ; le mandat est renouvelable. Sur le plan régional, chaque conseil est saisi des résultats des enquêtes effectuées par les inspecteurs des pharmacies (article 7, 3^e alinéa). Et c'est dans ce cadre que l'inspection est organisée d'après les articles 49 et 50 sous l'autorité du secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé. Les inspecteurs doivent être pharmaciens et surtout se consacrer uniquement à leur tâche (article 51). Toute autre activité professionnelle leur est interdite, à l'exception toutefois de fonctions dans un établissement hospitalier ou dans les facultés, écoles de pharmacie ou facultés mixtes en qualité de membres du corps enseignant. Ils sont répartis en te-

nant compte du nombre de pharmaciens exerçant dans la région et doivent, selon l'article 53, veiller à la stricte application des lois et règlements en vigueur, et en particulier de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, selon l'article 54, signaler les infractions aux règles professionnelles, effectuer les enquêtes prescrites par le directeur régional ou les présidents des chambres et des conseils régionaux et, d'après l'article 50, respecter le secret professionnel auquel ils sont tenus. L'article 53, deuxième alinéa, les oblige à constituer pour chaque établissement un dossier, qui sera déposé à la direction générale. Quant à l'article 56, il prévoit le cas où leur droit de contrôle porte sur des établissements exploités par des parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement. Les inspecteurs doivent en pareil cas se faire remplacer par leurs collègues pour la visite des locaux. De plus, dans l'exercice de leurs fonctions et dans un délai de cinq ans après la cessation de celles-ci, il leur est interdit « d'avoir des intérêts directs ou indirects dans les officines, laboratoires et établissements pharmaceutiques soumis à leur surveillance ». De cet exposé, il résulte qu'ils ont non seulement le droit mais le devoir de surveiller l'activité des pharmaciens. Quiconque s'oppose à l'exercice de leur mission est passible, suivant l'article 57, des peines prévues aux articles 1^{er}, 5 et 7 de la loi du 1^{er} août 1905. L'article 1^{er} prévoit un emprisonnement de trois mois à un an et une amende de 100 francs à 5.000 francs ou l'une de ces deux peines seulement. L'article 7 laisse au Tribunal la faculté d'ordonner la publication intégrale ou par extrait du jugement de condamnation dans certains journaux, l'affichage notamment aux portes du domicile et de l'établissement du condamné et de fixer

la durée de cet affichage sans qu'il puisse excéder 7 jours. L'article 5 qui a trait à la récidive déclare que tout individu ayant commis un nouveau délit dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle une condamnation est devenue définitive, doit être condamné à l'emprisonnement et à subir la peine d'affichage. L'article 57 ci-dessus précise en outre que ces peines ne font pas obstacle à celles prévues en cas de rébellion par les articles 209 et suivants du Code Pénal.

Une idée nouvelle qui a présidé à l'élaboration du texte actuel et qu'il convient de ne pas passer sous silence est celle de la limitation du nombre des officines et de leur répartition plus équitable sur toute l'étendue du territoire en fonction du nombre d'habitants. La réalisation de ce programme a sa base dans les articles 36, 37 et 38, qui permettent quelques dérogations aux règles édictées eu égard aux besoins de la population et à ceux des stations thermales ou climatiques.

Les dispositions pénales sont groupées dans le chapitre II du titre 8. L'article 62 punit d'une amende de 1.200 francs à 12.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 6.000 francs à 60.000 francs tout auteur d'une infraction aux dispositions de l'article 16 concernant la publicité technique et à celles de l'article 18 au cas d'absence de visa sur un texte publicitaire destiné au public et dépassant les limites permises. Le Tribunal doit au surplus interdire la vente du produit visé par cette publicité illégale. « Sont passibles des mêmes peines et quel que soit le mode de publicité utilisé, poursuit l'article 62, le pharmacien bénéficiaire et l'agent de diffusion de cette publicité ». L'article 61 inflige une amende de 12.000 francs à 60.000 francs et,

en cas de récidive, de 24.000 francs à 120.000 fr. et un emprisonnement de 6 jours à 6 mois à quiconque fait acte de pharmacien sciemment sans offrir toutes garanties de moralité professionnelle, sans satisfaire aux obligations de nationalité prévues par les lois et règlements en vigueur, sans être titulaire du diplôme de pharmacien dûment enregistré à la Préfecture et au greffe du Tribunal de première instance et sans être inscrit à une chambre professionnelle. Toutes les autres infractions sont punies d'une amende de 1.200 francs à 12.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 6.000 francs à 24.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le Tribunal peut en outre, comme dans les cas visés à l'article 61, ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement, mais au préalable la fermeture provisoire peut être prononcée par le Préfet dès que l'autorité judiciaire se trouve saisie d'une poursuite. « Dans l'un et l'autre cas, s'il s'agit d'une officine, son titulaire sera tenu de présenter un remplaçant au conseil régional qui, à défaut de présentation, en désignera un d'office. »

Ainsi la nouvelle charte ne répond qu'à deux vœux exprimés au nom des pharmaciens au mois d'août 1941 (1) par M. René Huguët, président de la Chambre syndicale de la Seine : l'interdiction de se livrer au commerce d'objets sans aucun rapport avec la profession et la répartition plus harmonieuse des officines. Elle est muette, au contraire, sur le relèvement du niveau des études et sur la limitation du nombre des spécialités dont la pré-

(1) La Petite Gironde, 21 août 1941.

paration dans l'officine est pratiquement impossible. Que faut-il en penser ? Certes le texte actuel présente encore quelques imperfections signalées chemin faisant, mais c'est un essai loyal de réorganisation. A ce titre il faut reconnaître l'utilité de l'œuvre accomplie. Malgré la crise grave, dont l'origine est due à une commercialisation de la profession pharmaceutique et qui date du début du *xx^e* siècle, la pharmacie ne veut pas mourir. Elle entend, déclarait M. Huguet, « à la fois défendre son droit à la vie et son devoir ». Qu'il me soit permis de modifier légèrement cette excellente formule et de souhaiter que les pharmaciens défendent toujours leur propre existence afin de mieux servir.

Vu : *Le Doyen.*

G. RUPERT.

Vu : *Le Président,*

A. MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

GILBERT GIDEL.

OUVRAGES CONSULTÉS

- P. APPLETON et P. BOUDIN. — Le Droit médical.
- GARRAUD. — Traité du Droit pénal français.
- DE LACOSTE. — L'exercice illégal de la médecine et les articles de réclame médico-pharmaceutique à tournure scientifique.
- DE LYLLE. — Obligations et responsabilité du pharmacien.
- H. et L. MAZEAUD. — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle.
- MICHEL. — Le pharmacien devant la loi pénale.
- PERREAU. — Code de la pharmacie.
— Législation et jurisprudence pharmaceutique.
- PREVET. — Propos pharmaceutiques.
- RAYNAL. — Contribution à l'étude de la répression efficace de l'exercice illégal de la médecine.
- RENARD. — Le droit de la profession pharmaceutique.
- M. G. DENIS WEIL. — De l'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie.
- Dalloz.
- Répertoire pratique Dalloz.
- Gazette du Palais.
- Gazette des Tribunaux.
- La Loi.
- Sirey.
- Annuaire Général de la Pharmacie française.
- Argus des Pharmaciens.
- Gazette des Pharmacies.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
RESPONSABILITÉ PÉNALE	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Infractions de droit commun que le pharmacien peut commettre à l'occasion de l'exercice de sa profession</i>	9
SECTION I. — Exercice illégal de la médecine.....	9
SECTION II. — Avortement, provocation à l'avortement et propagande anticonceptionnelle	21
1° Avortement	21
2° Provocation à l'avortement et pro- pagande anticonceptionnelle	27
SECTION III. — Maladie ou incapacité de travail résultant de l'administration volontaire de sub- stances nuisibles à autrui	36
SECTION IV. — Homicide par imprudence et blessures involontaires	42
SECTION V. — Violation du secret professionnel.....	49
SECTION VI. — Fraudes et Falsifications	62
1° Des Tromperies	63
2° Des Falsifications	69
3° Répression des Fraudes. Inspection des Pharmacies	76
4° Phase judiciaire de la Procédure..	82
CHAPITRE II. — <i>Obligations relatives à l'exercice de la Pharmacie</i>	85
SECTION I. — Indivisibilité de la Propriété et de la Gérance	85
1° Du principe d'Indivisibilité	85
2° De la Gérance après décès.....	90
3° Des Sociétés en Pharmacie	92
4° De la Fraude de Prête-nom.....	99

SECTION II. — Détention de toxiques	102
SECTION III. — Obligation de ne délivrer toute préparation que sur ordonnance et en conformité avec celle-ci	106
SECTION IV. — Obligation de se conformer au Codex	120
SECTION V. — Interdiction de vendre des remèdes secrets	127
SECTION VI. — Interdiction de vendre des médicaments en dehors de l'officine et Colportage	139
SECTION VII. — Interdiction de se livrer dans l'officine à un autre commerce.....	148
SECTION VIII. — Compérage médico-pharmaceutique ..	153

DEUXIÈME PARTIE

RESPONSABILITÉ CIVILE	157
SECTION I. — Nature de la Responsabilité civile du Pharmacien	159
1° Responsabilité contractuelle	159
2° Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle	164
3° Concours des deux responsabilités..	173
SECTION II. — Réparation du préjudice	174
SECTION III. — Action en Indemnité et Charge de la Preuve	181
1° Action en Indemnité	181
2° Charge de la Preuve	187
SECTION IV. — Responsabilité pour autrui	190
CONCLUSION	195
APPENDICE. — La Loi du 11 septembre 1941.....	197
OUVRAGES CONSULTÉS	213

